



## **Conseil de Métropole**

### **Montpellier Méditerranée Métropole**

-----

**Séance publique du  
30/09/2015**

-----

## **PROCES-VERBAL**

## **Monsieur le Président**

Je vais demander à Catherine Dardé, première Vice-Présidente, de bien vouloir me rejoindre à la tribune. Je vais également demander à Pierre Bonnal, Vice-Président, de venir nous rejoindre.

Avant de débiter l'ordre du jour, je voudrais vous proposer la candidature de Mademoiselle Bodkin pour l'appel. Et je voudrais accueillir Madame Béatrice Michel, de la commune de Juvignac, en lieu et place de Madame Padelou qui a mis fin à son mandat en tant que représentante de la ville de Juvignac à la Métropole. Je vous souhaite la bienvenue.

## **Monsieur le Président**

Mademoiselle Bodkin, pour l'appel. Madame Bodkin, pardon – Mademoiselle, cela a été supprimé.

## **Mademoiselle BODKIN**

Cela ne me dérange pas.

Madame Bodkin procède à l'appel.

## **Mademoiselle BODKIN**

L'appel est clos, Monsieur le Président.

## **Monsieur le Président**

Merci Madame Bodkin.

Avant de commencer l'ordre du jour, je voudrais vous donner quelques informations. D'abord, le prochain Conseil de Métropole se tiendra le jeudi 12 novembre à 18 heures, et le dernier de l'année le 17 décembre à 18 heures.

Vous avez, dans les pochettes qui sont sur vos tables, sur vos bureaux, plusieurs documents : étiquette stop pub, *Ma Métropole au quotidien*, les bons plans du Pass Métropole, le programme de la salle Victoire de septembre à décembre 2015, le programme des Médiathèques font leur cinéma, d'octobre à décembre 2015, le Festival des tout-petits zéro-trois ans du 6 au 17 octobre, les Etrusques en toutes lettres au site archéologique de Lattara du 17 octobre au 29 février 2016, le réseau des piscines saison 2015-2016, le programme automne 2015 du planétarium Galilée, le guide pratique du tri, un calendrier 2016 (non, il n'y a pas les rugbymen), le schéma de mutualisation septembre 2015, le supplément de la gazette sur le climat, et le mag de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ensuite, je voudrais donner la même information que j'ai donnée hier au Conseil municipal de Montpellier, qui concerne Sup de Co et ce que vous avez lu dans la presse. Oui, j'ai expliqué à Monsieur Deljarry que je faciliterais la transaction des terrains actuels de Sup de Co pour qu'il les valorise et qu'il puisse ainsi financer une partie de l'installation de la prochaine école Sup de Co, alors que celle d'aujourd'hui est un peu à l'étroit.

Deux sites ont été retenus : celui de Saint Georges d'Orques sur les terrains Razel-Bec, et celui de la Mogère. Quel que soit le choix qui sera fait par le Président de la CCI, je n'ai pas changé ma façon de voir les choses. Cela coûtera un certain prix et ce prix permettra de valoriser les terrains actuels de Sup de Co.

Mais ce n'est pas au Président de la Métropole ni au Maire de Montpellier de choisir à la place du Président de la CCI. Donc, je voudrais revenir sur ce qui a été écrit. D'ailleurs, je n'ai pas été interviewé, comme vous avez pu le voir. Moi, je n'ai pas de religion faite sur la chose. Ce que je sais, c'est que j'aiderai la CCI à repositionner Sup de Co par la valorisation des terrains de l'actuelle Sup de Co. Mais je ne suis pour rien dans les choix du Président. C'est au Président de la CCI de déterminer son choix d'implantation, et en aucune façon au Président de la Métropole. Cela s'appellerait de l'ingérence dans les affaires propres de Sup de Co et de la CCI. Je n'ai pas l'habitude de faire cela. Je le dis clairement, comme je l'ai toujours dit.

Monsieur Audrin.

## **Monsieur AUDRIN**

Merci Monsieur le Président. Je voudrais vous dire combien je suis en accord avec ce que vous dites, notamment quant à la valorisation des terrains que vous avez envisagés pour faire en sorte que Sup de Co puisse déménager dans les meilleures conditions. Je trouve que c'était la meilleure décision. Maintenant, c'est une histoire qui date. Cela fait plusieurs années que Sup de Co doit déménager et Sup de Co a décidé de déménager sur le Sud de Montpellier, à côté d'une hypothétique gare de la Mogère. C'était l'argument principal : l'hypothétique gare de la Mogère.

Si jamais la gare de la Mogère ne se faisait pas, on ne sait jamais, cela veut dire que les arguments selon lesquels Sup de Co devrait déménager à côté de cette gare ne tiennent plus. Il faut savoir qu'il y a quelques semaines, un petit mois, j'ai demandé à l'ensemble des Maires de la Métropole leur sentiment sur l'éventuel déménagement de Sup de Co à Saint Georges. Je voudrais remercier tous ceux qui m'ont répondu. Il faut savoir que la grande majorité des Maires de la Métropole ont validé le projet Saint Georgien. Ce qui veut dire que les politiques étaient tout à fait en accord avec une implantation à côté de Saint Georges, notamment dans le cadre de cette conquête de l'Ouest, avec comme l'un des wagons Sup de Co.

Les choses sont maintenant différentes, et les décideurs ont décidé que cela se fera sur le quartier d'Oz. J'ai deux choses à dire. La première, c'est que nous avons simplement perdu un wagon dans cette conquête de l'Ouest. Je suis ouvert à toute discussion avec la Métropole, vous Monsieur le Président, ainsi que le Président de la Chambre de Commerce, pour continuer cette conquête et éventuellement envisager une grande zone économique qui nous ferait vivre l'Ouest montpelliérain et cette entrée Ouest de Montpellier. Et puis, je le dis comme je le pense : si par hasard cette gare de la Mogère venait à ne pas se faire, sachez que les Saint Georgiens sauront encore accueillir avec plaisir Sup de Co. Merci, Monsieur le Président.

## **Monsieur le Président**

Merci beaucoup Monsieur Audrin. Un petit mot. Nous aurons l'occasion d'y revenir à propos de l'affaire sur le Sommet des villes à grande vitesse, mais là aussi je me suis exprimé sur ce sujet hier au Conseil municipal de Montpellier – puisque cela intéresse Montpellier, forcément.

Je voudrais simplement rappeler la proposition sur la Mogère. Sur la Mogère, va être construit dans quelque temps le pont qui enjambe les voies. C'est une gare-pont. Va être construite cette base qui pourrait servir de fondation à la future gare. Cela dit, je remarque que le Gouvernement a fait un choix de TGV, d'implantation de la ligne TGV entre Toulouse et Bordeaux. Et que j'ai vu une candidate qui expliquait (je dis exactement ce que j'ai dit hier soir) dans *La Marseillaise* du jour qu'il faudrait commencer les études pour Montpellier-Perpignan-l'Espagne. Les études pour Montpellier-Perpignan-l'Espagne ont été commencées depuis dix ans et nous en sommes à la DUP. Mais le Ministère des Transports explique que la ligne Montpellier-l'Espagne ne se fera pas avant les années 2030.

Cela veut dire, en tout état de cause, que si jamais la gare de Manduel ne se faisait pas, et que la connexion, la déviation de Saint-Brès ne se faisait pas non plus, nous fabriquerions une gare de 132 millions d'euros qui

recevrait deux TGV par jour. Si vous ajoutez à cela le fait qu'elle ne sera connectée à l'Espagne qu'en 2030, c'est un fiasco annoncé.

Donc, je n'ai pas bougé d'un iota sur cette position depuis le début de mon mandat. Après, nous sommes tributaires à la fois de l'Etat, du Ministère des Transports, de l'opérateur en termes de transport qui s'appelle la Région, qui a la compétence transport, nous sommes tributaires du Conseil départemental et de l'Agglomération de Nîmes pour la gare de Manduel, et nous sommes tributaires aussi de toutes les villes qui sont traversées par la LGV, dans le projet de liaison Montpellier-Perpignan-l'Espagne. Cela fait beaucoup d'inconnues. Et a été conclu de fabriquer une gare avec toutes ces inconnues.

Je prends les réserves nécessaires, comme je le fais depuis le début du mandat, parce que je ne voudrais pas que l'on construise une gare de 132 millions d'euros et qu'il n'y ait que deux TGV par jour. Nous ferions rire au-delà de la Grande Région. Voilà ma position. Partant de là, j'entends votre requête, Monsieur le Maire de Saint Georges d'Orques, et je l'accepte dans ce contexte.

**Monsieur AUDRIN**

Merci.

**Monsieur le Président**

Sur ce sujet, qui souhaite s'exprimer ? C'est un sujet important. Je me félicite que la ligne Toulouse-Bordeaux soit faite. Cela mettra Paris et Toulouse à un temps réduit, cela permettra aux chefs d'entreprise de Toulouse d'aller faire leurs affaires à Paris, de discuter avec Bordeaux dans tous les centres d'affaires. Je vous rappelle que la première idée de Martin Malvy était de coller Midi-Pyrénées avec Aquitaine. Ce n'était pas du tout de coller avec le Languedoc-Roussillon. Donc, la proposition s'est faite entre Alain Rousset et Martin Malvy.

Je note que le choix du Gouvernement s'est porté sur ce segment, et qu'il oublie dans ce choix le tronçon majeur qui est celui de Montpellier-Perpignan-Espagne. Ce tronçon a une qualité particulière, c'est qu'il répond à une demande de transport transfrontalier qui fait partie du programme européen. Dans le cadre de l'Europe, les transports transfrontaliers sont pointés, sont soulignés comme prioritaires, sont priorisés. Et là, force est de constater que nous reculons.

J'ai en mémoire une carte de la SNCF qui date de 1913, qui est affichée sur le mur d'un chef d'entreprise de Narbonne qui répare les trains et les wagons, qui fait le contrôle des wagons, qui s'appelle Ateliers d'Occitanie. Ce Monsieur, qui m'a gentiment reçu, m'a fait visiter son Bureau. C'est un Monsieur d'un certain âge. Il m'a montré la très belle carte des années 1900 : la SNCF avait maillé le territoire par des lignes, quelques-unes d'intérêt local mais dans ce qu'ils proposaient, ils avaient prévu une connexion transfrontalière sur tout le pourtour du pays.

Là, nous sommes bien loin de cette logique. Nous sommes sur de la logique de coup par coup et c'est désolant, lorsque l'on parle de grands équipements. Maintenant, je suis content pour les Toulousains et les Bordelais, ce n'est pas le problème. Mais cette ligne aurait de l'intérêt si, dans le cadre de la réforme territoriale, on avait déjà pensé à rapprocher les deux villes de Toulouse et de Montpellier à moins de deux heures et demie de voiture. Cela voulait dire anticiper les choses.

Le segment Montpellier-Perpignan en passant par Narbonne connecté à Toulouse puis l'Espagne, c'était l'occasion de répondre à une vraie question sur l'Europe, avec les villes voisines et notamment la ville de Barcelone, qui travaille dans un grand triangle économique Toulouse-Montpellier-Barcelone. C'est de la gestion au coup par coup. Ce n'est pas de la gestion durable.

Voilà mon point de vue, et la gare de la Mogère se trouve au cœur de ce raisonnement. Après, dire qu'elle est inondable, non. Le Commissaire enquêteur sur ce sujet a répondu de façon claire.

Qui souhaite s'exprimer sur ce sujet ? Monsieur Grand, Monsieur Revol, Monsieur Domergue, Monsieur Larue, et Monsieur Moure. Monsieur Grand.

### **Monsieur GRAND**

Vous avez expliqué que Bordeaux-Toulouse, cela avait du sens. Naturellement, Toulouse-Narbonne pour ensuite se connecter, cela a aussi du sens. Mais ce qui n'a absolument pas de sens, c'est Bordeaux-Dax. Cela me choque, parce que tout le monde a souri. C'est une annonce de campagne électorale, ce n'est pas une annonce sérieuse. Tout le monde sait très bien que cela ne mène nulle part et cela pose problème. Quelque part, c'est un manque de considération pour la nouvelle Grande Région. C'est un défi qui nous est lancé et que nous relèverons ensemble, avec d'autres, parce qu'aujourd'hui les deux grands dossiers sont ceux-là.

Les TGV sont faits pour relier les grandes Métropoles. Ce n'est pas fait pour faire de la politique. Aujourd'hui, le problème qui se pose (je crois qu'il faudra qu'au Parlement on pose ces questions-là) : à partir du moment où le Gouvernement a annoncé Bordeaux-Dax, il faudra qu'il nous explique à quoi cela sert. Ce qu'il faut connaître, c'est quelle est leur vision entre Toulouse et Montpellier.

Je poserai une autre question, c'est le financement. C'est ce que nous avons dit ici il y a trois ou quatre mois suite à une rencontre que nous avons eue avec le Président de la SNCF : je crois qu'il faudra aussi qu'il y ait un langage de vérité sur le financement. Les collectivités ne pourront pas tout assumer sur le financement. Montpellier-Perpignan, ce sont 7,8 milliards. Narbonne-Toulouse, c'est autour de 4 milliards. Sept et quatre, onze, nous pouvons même rester à dix, sauf qu'il faut le financer.

Je crois qu'avant qu'il y ait toute une chaîne de démagogie pendant cette campagne des régionales, les gens sérieux (je crois que nous faisons partie de ce petit cercle), nous devons poser les vraies questions. Les vraies questions sont que l'Etat se déshonore quand il lance comme cela des projets sans suite. Montpellier-Perpignan 2030, c'est inacceptable. Et quand on dit Montpellier-Perpignan 2030, cela veut dire que nous n'avons pas la capacité de faire le reste. Le reste, c'est quoi ? Est-ce 2050 ? Je crois qu'il faudrait remettre les pendules à l'heure. Vous venez de le faire et nous serons un certain nombre à prendre la suite de cette réflexion. Il faut que l'opinion publique ne soit pas abusée – car cela abuse l'opinion publique. Je n'irai pas plus loin.

### **Monsieur le Président**

Merci Monsieur Grand. Avant de passer la parole à Monsieur Revol je voudrais ajouter un petit mot pour compléter mon propos de tout à l'heure. Les lignes de chemin de fer, celles de LGV mais celles aussi des trains régionaux, demandent un nombre de travaux de modernisation incroyable. Et lorsque l'on fait des choix budgétaires comme vous venez de le dire, Monsieur le Sénateur, pour créer des lignes comme celle qui va jusqu'à Dax, on oublie les trains régionaux. Les trains régionaux, ce sont les citoyens qui les prennent, pas seulement les hommes d'affaires. Ceux qui vont travailler tous les jours à Montpellier, à Sète, à Narbonne, à Béziers, à Perpignan et dans les autres villes. C'est une espèce de raisonnement global qu'il faudrait avoir, et surtout un raisonnement de bon sens lorsque l'on connaît les budgets et lorsque l'on connaît leurs contraintes.

Monsieur Revol.

## **Monsieur REVOL**

Monsieur le Président, c'est bien que nous ayons ce débat au début, d'une manière générale, pour que nous puissions poser les problèmes. Personnellement, je n'ai voté aucune des délibérations qui concernent la gare de la Mogère, y compris dans la précédente mandature, car je considère que c'est une catastrophe écologique, c'est une catastrophe économique aussi, nous pourrions le démontrer, et c'est une catastrophe en termes de mobilité puisqu'il n'y a aucune connexion entre les TER et cette gare – ce qui va dans le sens de ce que vous venez de dire. Comme je voulais le développer sur ce point, je serai plus rapide.

Il ne faut pas penser uniquement à nos axes ferroviaires en fonction du tout-TGV. Il faut quand même prendre acte qu'en Languedoc-Roussillon, sur 100 habitants, il y en a 90 qui en une année ne prennent jamais le TGV et ceux-là, en revanche, sont mobiles par d'autres moyens. Il nous faut perfectionner l'irrigation territoriale de notre région avec d'autres modes de déplacements. Donc, cela me paraît une erreur.

A partir de là, je pense qu'il faut aussi noter que la ligne Sud-Ouest TGV vient d'être décidée. Je fais remarquer quand même que l'avis du Commissaire enquêteur sur cette ligne Sud-Ouest Bordeaux-Toulouse était négatif. Il se prononçait contre cette ligne. Comme quoi : les avis de Commissaires enquêteurs ne pèsent pas très lourd et peuvent être facilement réformés. C'est assez étrange, du point de vue du fonctionnement de nos institutions.

Je voudrais juste aller un peu plus loin dans nos débats, et montrer aussi que nous avons besoin de développer une ligne de fret. Cette ligne de fret est la seule manière de répondre aux gros problèmes à la fois humains et écologiques que nous rencontrons, avec le fait que le couloir languedocien est devenu un couloir de transport routier majeur particulièrement polluant, et que de ce point de vue nous n'avancons pas, nous reculons. Le poids du fret, année après année, recule. Celui qui le fait reculer, c'est entre autres la SNCF puisque de toute manière elle se fait concurrence à elle-même en achetant des sites de covoiturage, en développant des bus, en développant d'autres modes de transport, ce qui est complètement aberrant par rapport à l'axe que nous avons de développement économique et écologique sur notre pays.

Il faut savoir que les Espagnols, avec les ports d'Algésiras, d'Almeria, de Valence et de Barcelone, accueillent de la Méditerranée et de l'Asie (passant par le canal de Suez) des tonnages qui sont quatre fois la totalité des ports de la Méditerranée de la France. Que se passe-t-il ? Ils arrivent, ils montent sur des camions et ils traversent, parce que c'est plus rentable finalement de mettre une ligne de camions qui traverse l'Europe que de faire le tour pour aller à Rotterdam sur l'Europe du Nord. Qu'ont décidé les Espagnols ? Les Espagnols sont en train de construire deux lignes parallèles, d'Algésiras jusqu'à Barcelone. Deux lignes de chemin de fer, une ligne à écartement espagnol pour la desserte locale, et une ligne à écartement européen. Ils ont décidé que sur ces lignes, il y aurait 70 % de fret car les Espagnols ont compris le dégât que pouvait causer ce transport routier. Ils vont arriver à Barcelone et nous, pendant ce temps, nous faisons une ligne qui est uniquement grande vitesse, y compris celle que nous voulons faire, dans laquelle la part du fret sera minime – voire de Béziers jusqu'à Perpignan, il y a zéro fret prévu, la ligne n'est pas prévue pour le fret.

C'est un contresens total par rapport aux axes de développement qui doivent être les nôtres. Il y a besoin ici (et je compte sur vous, Monsieur le Président) que lors de la rencontre des villes à grande vitesse, cette problématique puisse être posée le plus clairement possible pour que nous changions de stratégie de transport. Je vous remercie.

## **Monsieur le Président**

Oui : sur le fret, Monsieur Revol, je partage votre point de vue. Je le partage d'autant que lorsque la SNCF a fait la grande enquête pour demander aux habitants de Languedoc-Roussillon comment ils concevaient la future ligne LGV (simple, double, mixte), moi je m'étais prononcé en tant qu'Adjoint à l'urbanisme de la

Ville de Montpellier pour une ligne double. Pourquoi ? Pour les raisons que vous venez d'indiquer, mais aussi parce que les trains de fret qui sont des charrois très lourds, très bruyants, nous les dégagerions ainsi du centre-ville de Montpellier, donc de la gare Saint-Roch.

Malheureusement, les contraintes budgétaires (ce sont les arguments qu'a donnés la SNCF) n'ont pas permis de faire cela et ils ont opté pour une ligne mixte, mais (vous venez de le dire) qui n'est mixte que sur certains tronçons, parce qu'il y a des tronçons sur lesquels il n'y a pratiquement pas de fret. Cela ne répond pas à la question, tout simplement.

Monsieur Domergue.

### **Monsieur DOMERGUE**

Monsieur le Président, je ne sais pas si lors de la réunion sur les lignes à grande vitesse vous pourrez infléchir la tendance, mais il est certain qu'il y a des aberrations et des incohérences dans le projet actuel. Ce qui est incohérent, ce n'est pas spécialement de faire une gare à la Mogère. Ce qui est incohérent, c'est de faire une gare à la Mogère et une gare à Manduel, c'est-à-dire à 40 ou 50 kilomètres d'intervalle. Parce qu'une gare pour les lignes LGV aurait très bien pu se faire en terrain neutre, si j'ose dire, à mi-distance entre les deux grandes villes, pour répondre à la demande. Et nous aurions eu à adapter notre connexion avec la ville de Montpellier, comme Nîmes aurait pu le faire avec la nouvelle gare qui aurait été prévue.

Je crois que ce dossier montre une chose de manière évidente : l'axe prioritaire pour le Gouvernement n'est pas notre axe à nous, c'est la côte Ouest, la côte atlantique. La question que nous devons nous poser est : quelle est la raison pour qu'il y ait cet axe prioritaire ? Est-ce un axe prioritaire cohérent ? Apparemment non, puisque nous sommes sur un axe prioritaire européen. A un moment donné, j'ai cru que l'Europe allait financer (pas à elle seule mais presque) la ligne LGV jusqu'à l'Espagne.

Si la ligne à grande vitesse ne s'arrête pas à Bordeaux mais va jusqu'à Dax, il ne faut pas être naïfs. Je pense que celles et ceux qui connaissent la région de Biarritz savent que les vacanciers parisiens qui vont passer leur séjour sur la côte basque sont désireux que la ligne à grande vitesse aille jusqu'à Dax. J'en connais beaucoup. Aujourd'hui, c'est une galère pas possible pour aller jusque dans la région de Biarritz, la région du Pays basque, alors qu'une ligne à grande vitesse qui serait poursuivie jusque-là permettrait une desserte (notamment pour la région Ile-de-France) qui serait extrêmement agréable.

Mais bien sûr, cela n'a rien à voir avec l'intérêt économique que peut avoir la ligne à grande vitesse sur notre axe à nous parce que là, c'est une priorité nationale mais aussi une priorité européenne.

Pour en revenir à l'Europe, on pouvait imaginer à un moment donné que l'Europe aurait des financements pour assurer la connexion que l'Etat français et les collectivités locales sont dans l'impossibilité de financer. Mais regardez ce qui se passe à Nantes, regardez les dépenses supplémentaires qui sont en train de sourdre, avec le problème de la migration et l'accueil que nous allons devoir réserver à ces personnes qui viennent massivement en Europe.

La question que nous devons nous poser : l'Europe aura-t-elle des crédits demain pour financer les grands projets, ou l'Europe va-t-elle être submergée ? Nous risquons, pour des raisons politiques d'une part, et pour les raisons européennes que je viens d'évoquer, d'être victimes de ces dérives et finalement de devenir le parent pauvre de la France, alors que tout laissait pressentir que nous avions un avenir plutôt prometteur, notamment au travers de la Grande Région qui s'annonce. Mais là encore, ce n'est pas la peine de souligner les incohérences de ce Gouvernement : la remise au goût du jour des bus polluants au travers de la France pour des sommes modiques en est un exemple. Pendant quinze ou vingt ans (je le disais tout à l'heure devant le nouveau bus de la Métropole), on nous a serinés qu'il fallait privilégier l'électrique, le train, et au-

jourd'hui nous avons l'impression de vivre un véritable retour en arrière. Cette incohérence est une incohérence de plus.

## **Monsieur le Président**

Merci pour votre intervention, Monsieur Domergue. Je voudrais ajouter un mot sur l'Europe. Ici à Montpellier, nous avons une grande chance : nous avons, installée à 50 mètres de l'hôtel de la Métropole, la permanence de la Députée européenne PRG Madame Virginie Rozière. Mais moi, je ne l'entends pas, Madame Virginie Rozière, sur ce sujet. Pourquoi ne dit-elle rien ? Le TGV est le maillon entre Perpignan et l'Espagne, c'est de responsabilité européenne.

J'aimerais qu'elle nous dise quelque chose. De toute façon, si elle ne dit rien, je vais lui écrire, et j'enverrai le double à la presse. Et j'enverrai le double de la réponse. J'aimerais que les intérêts des habitants du Languedoc-Roussillon soient défendus au travers du TGV, tout simplement.

Monsieur Larue.

## **Monsieur LARUE**

Monsieur le Président, chers collègues, je voulais rebondir rapidement sur les propos de Jean-François Audrin et sur les vôtres que je partage sur ce dossier complètement. Je ne sais pas comment on peut en 2015 structurer un territoire, notamment la localisation d'une école de commerce, sur une hypothèse. Nous sommes aujourd'hui confrontés à une hypothèse : plus le temps passe, plus elle devient improbable.

On nous dit effectivement que l'Ecole supérieure de commerce devrait se situer à côté de la gare de la Mogère. Monsieur Audrin a fort justement souligné qu'il y avait vraiment un aléa sur ce sujet et que les étudiants et le quartier qui seraient structurés autour seraient bien abandonnés si cette gare ne devait pas se faire.

J'entends vos propos sur votre absence de volonté d'ingérence, et c'est tout à votre honneur, cependant vous avez la responsabilité, comme nous tous ici, d'aménager ce territoire, de façon pertinente, de façon équilibrée. J'ai été très sensible au concept de conquête de l'Ouest que je ne connaissais pas mais que je reprends volontiers. Je pense qu'il serait de votre devoir et du nôtre, sur ce sujet, de mettre en demeure (je pense que le terme est suffisamment exact en la matière) le Gouvernement et le Premier Ministre pour leur demander quelles sont réellement leurs intentions sur ce sujet, puisque l'issue de ce sujet est pour nous clé, pour mener votre politique territoriale d'aménagement du territoire.

Hier, j'ai eu la chance d'entendre les propos de Stéphanie Jannin à ce sujet. Je regrette que tout le monde n'ait pas pu avoir cette occasion et je pense qu'à ce sujet il faudrait que nous puissions mettre en demeure le Premier Ministre pour lui demander ce qu'il veut faire en la matière. A partir de là, nous pourrions dérouler votre politique d'aménagement du territoire. Il faudrait peut-être demander à Monsieur Deljarry de mettre cela en suspens. Je comprends que pour lui c'est compliqué et qu'il y a peut-être urgence en la matière, mais ce serait à mon sens coupable de sa part de faire loger une école de commerce dans un désert futur.

Par ailleurs, une petite parenthèse sur l'aménagement du territoire de notre Métropole : beaucoup de choses sont concentrées dans cette région, dans cette partie de la Métropole – la gare de la Mogère et le futur projet ODE. Nous avons un vrai déséquilibre territorial qui se fait notamment au détriment de l'Ouest. Je pense qu'au-delà de votre volonté de ne pas vous ingérer dans ce type de problématique, il serait bon de mettre Monsieur Deljarry face à ses responsabilités en la matière, sans lui mettre le couteau sous la gorge, mais lui expliquer que ce serait de l'intérêt du territoire métropolitain et des étudiants de revoir sa copie sur ce sujet.



**Monsieur le Président**

Je comprends votre désir d'équilibrer le territoire.

**Monsieur LARUE**

Sans volonté politique, vous l'avez compris.

**Monsieur le Président**

Moi, j'ai dit ce que j'avais à dire sur le sujet, je ne vais pas plus loin. Le Président de la Chambre de Commerce est autonome. Moi, je ne siège pas au Conseil d'administration de la Chambre de Commerce. Justement, en début de mandat j'ai voulu séparer les pouvoirs.

**Monsieur LARUE**

J'entends, mais il ne peut pas faire fi de l'aménagement global de la Métropole, ce n'est pas possible.

**Monsieur le Président**

Parce que si vous voulez, lorsqu'il y a trop de rapprochement entre la Chambre de Commerce et d'Industrie et le pouvoir exécutif sur l'aménagement du territoire de la Ville et de la Métropole, cela amène à des confusions de genre, et moi je ne veux pas ces confusions de genre. Je sépare les deux pouvoirs.

**Monsieur LARUE**

Imaginez, Monsieur le Président, que cette gare ne se fasse pas, finalement. Nous serions tous comptables vis-à-vis de nos concitoyens d'avoir structuré un territoire métropolitain autour d'un trou. Je pense que la raison en la matière serait peut-être de faire un débat public avec Monsieur Deljarry pour le sensibiliser à nouveau sur cette question. Je reprends enfin votre commentaire sur Madame la Députée européenne. Ce qui serait bien, ce serait de l'inviter un jour dans notre assemblée pour qu'elle nous explique...

**Un intervenant**

Déjà, pour que nous la connaissions.

**Monsieur LARUE**

Déjà, pour que nous la connaissions.

**Monsieur le Président**

Monsieur Larue, je ne vais pas faire la campagne de Madame Rozière.

**Monsieur LARUE**

Elle est élue de ce territoire aussi.

**Monsieur le Président**

Je vais lui écrire formellement, en tant que Président de la Métropole.

## **Monsieur LARUE**

Elle a un devoir vis-à-vis de la population : ce serait bien de la recevoir, de l'écouter sur ce sujet.

## **Monsieur le Président**

Je vous remercie. Monsieur Moure.

## **Monsieur MOURE**

Monsieur le Président, chers collègues, nous sommes sur un sujet que nous avons largement évoqué hier en Conseil municipal, sujet d'importance, sujet sur lequel nos points de vue sont assez voisins par rapport à l'enjeu de la situation. Je dois dire que ce que nous abordons comme dossier, ce n'est pas du tout venant. Ce n'est pas le problème de savoir si c'est à l'Est ou à l'Ouest de la Métropole, anciennement Agglomération et autour de la ville de Montpellier. C'est un vrai débat d'aménagement du territoire à l'échelle européenne.

La problématique est que la gare se fera à la Mogère ; on peut dire que le site n'est pas inondable, contrairement à ce que j'ai pu entendre de manière très très éloignée de la réalité. Le Commissaire enquêteur a tort du coup à ceux qui disaient qu'elle était inondable. Elle n'est pas inondable parce que dans ce dossier il y a des mesures compensatoires qui prennent en compte l'ensemble des problématiques d'inondabilité et qui en plus renforcent le site concerné par rapport à la situation actuelle. De même, sur ODE, on fait en sorte de ramener à la nature des zones qui ont été imperméabilisées dans le temps avec les grandes surfaces commerciales.

L'enjeu qui est posé, c'est le point central de la Mogère en termes de gare et en termes de liaison ferroviaire par rapport à l'axe Nord-Sud européen Hambourg-Séville qui passe par Montpellier et qui va rejoindre la Catalogne au-delà de la frontière, en direction de Barcelone. C'est le point principal.

Il y a à peu près trente ans que ce dossier a été lancé pour voir l'ersatz d'une espérance de réalisation de la ligne Montpellier grande vitesse. J'entends : « *attention, difficultés, planquons-nos, attendons que ceci ou cela* ». Si dans l'histoire politique et économique, on avait attendu les certitudes, pas grand-chose ne se serait fait. Je crois que ces trente ans de travail en direction de la ligne grande vitesse, il faut les bonifier à plein et à fond sur les temps qui viennent.

Je vais l'évacuer rapidement parce que le temps qui vient est un débat qui va concerner, politiquement parlant, j'entends, les élections régionales. Nous sommes doublement concernés dans ce dossier par le fait que l'annonce qui a été faite hier ou avant-hier concernant Bordeaux-Dax et Bordeaux-Toulouse, met en quelque sorte en compétition ces deux tronçons (qui ne sont pas sortis du chapeau, qui avaient été évoqués mais qui n'étaient pas des priorités), et vient concurrencer ce que nous espérons voir réaliser rapidement, à savoir la liaison Montpellier-Perpignan.

Juste une parenthèse : Montpellier-Perpignan, c'est aussi, avec la gare de la Mogère, la gare de Manduel. Là, nous savions depuis longtemps qu'il y avait un delta de temps entre la réalisation de la Mogère et de Manduel. La réalisation de Manduel que nous souhaitons le plus rapidement possible, pour mettre le côté optimal de la liaison par la Mogère, passe par la réalisation de la gare de Manduel, mais c'est un débat nîmo-gardois. A savoir : est-ce que l'on fait la gare de Manduel, ou est-ce que l'on dessert la gare actuelle de Nîmes ? C'est un débat dont les Gardois devront faire en sorte qu'il soit tranché rapidement pour aller dans le sens des études et des enquêtes publiques qui ont déjà été menées et sur lequel l'ensemble des collectivités, dont la nôtre, ont financé largement (et ce n'est pas donné, ce ne sont pas des petites pépites) les frais consécutifs aux études de la ligne grande vitesse.

Le dossier a rebondi il y a quelques mois. J'avais eu l'occasion de rencontrer le Député européen Lamasoure, qui pourtant, étant du Sud-Ouest, était tout à fait d'accord avec le fait que l'intérêt de la ligne Montpellier-Perpignan était cette liaison transfrontalière avec la région économique de Barcelone. Et l'Europe, il y a à peu près un an, a remis sur la table le fait qu'elle favorisait en termes de priorité les liaisons transfrontalières, dont celle de Montpellier-Perpignan.

Je note également que l'annonce qui a été faite hier ou avant-hier concernant Bordeaux-Toulouse ou Bordeaux-Dax, est à un niveau à peu près voisin de ce que l'on estime être le coût de liaison entre Montpellier-Perpignan. Je sais également que le temps de réalisation des études de Bordeaux-Dax et de Bordeaux-Toulouse, au-delà des oppositions qu'il peut y avoir quant à l'intérêt de cette étude dans la Grande Région Sud-Ouest (même si Rousset a poussé pour cela), le délai incontournable de réalisation des études pour ces deux tronçons, dépasse largement l'état d'avancement de la ligne à grande vitesse.

Dans le dossier où nous votons d'ailleurs l'avis de la Métropole sur le choix du passage de la ligne à grande vitesse, notamment dans le secteur de la Gardiole, nous avons abouti favorablement à ce que nous souhaitions les uns et les autres : cela passera au-dessus.

Cela veut dire tout simplement que l'enjeu est d'importance. S'il a fallu trente ans pour arriver en quelque sorte à la sortie du tunnel des vestiaires pour entrer sur le terrain de la régulation, il ne faudrait pas que nous en passions cinquante en nous satisfaisant, même si nous ne sommes pas d'accord, de voir Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax. Bordeaux-Toulouse, c'est également Toulouse-Montpellier.

L'ensemble de ce tronçon, à terme, c'est le deuxième axe européen important, au Sud, c'est celui qui rejoint Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Marseille, Nice, Gênes, Milan. C'est-à-dire toute l'amélioration ferroviaire du Sud de la France qui vient en complémentarité de l'axe Nord-Sud. Je veux dire par là que ce dossier, ce n'est pas de la roupie de sansonnet. C'est un dossier majeur puisque la Mogère est au cœur d'une intermodalité qui concerne un autre dossier qui va incessamment voir le jour : celui en 2017 du déplacement de l'autoroute, avec le fait que sur la façade montpelliéraine on évacuera les voitures de transit et on ne gardera que le trafic de proximité. Il y a également des opérations importantes envisagées à un niveau de décision régional, c'est tout ce qui a trait au pluvial. C'est toute la connexion entre la grande vitesse, entre le fret, cela a été évoqué, avec des TER, avec le maillage routier, et tous les aménagements intermédiaires entre Toulouse et Narbonne.

Je crains que si nous ne nous bougeons pas le train, Toulouse-Bordeaux et Dax-Bordeaux passent avant. Les Toulousains, dans la partie Ouest de la nouvelle région, vont d'une certaine manière être non pas en concurrence mais en partenariat plus ou moins rapproché avec l'ancienne Région Languedoc-Roussillon. Pour aller entre autres à Paris, ils n'auront plus besoin d'avoir des liaisons économiques avec Montpellier. Ils prendront le TGV à Toulouse pour aller directement à Paris. Cela veut dire que nous conforterions à ce moment-là la place de Toulouse qui déjà a l'aéroport, et nous ne prendrions pas en compte d'autres sujets qui pourraient être intéressants tels que le canal du Midi, le transfert de l'eau entre les deux grandes régions futures, etc.

C'est un dossier d'importance. Je considère que la Métropole, je l'ai dit également hier à la Ville, est au cœur de ce dispositif. Nous ne pouvons pas nous permettre non pas de regarder passer les trains, mais d'entendre d'autres décider où les trains vont se faire en priorité, alors qu'ici cela fait pratiquement quarante ans que nous l'attendons. Quand nous voyons le débat économique et le débat politique qu'il y a à Barcelone, je me méfie également d'une autre chose : la partie Ouest de la future Grande Région, elle considère que la relation principale, ce n'est pas par le Boulou ou par Perpignan, mais c'est par le tunnel du Somport. Et là, attention. La relation économique forte s'accentuerait entre la Catalogne, Barcelone et Toulouse. Sur un plan économique, quand on parle de Bordeaux, Montpellier, Marseille, Nice, il y a un élément intéressant dans le rapprochement aussi de la connaissance de notre Région future, sur le plan du tourisme.

Tout cela est lié, mais je pense que cela mérite plus qu'un débat, cela mérite de l'action. Je considère qu'au niveau de la Métropole (je vous rejoins par rapport à cela), au niveau de la Ville, il faut battre le fer rapidement. Nous ne pouvons pas nous permettre d'être méprisés dans cette question-là. J'en connais, nos prédécesseurs se sont battus par rapport à cela. Nous avons financé, le Président Georges Frêche, le Président Bourquin, celui qui s'exprime en ce moment. Vous reprenez également ce dossier : la Métropole de Montpellier et la Ville de Montpellier (et quand je dis « *la Métropole de Montpellier* », cela vaut pour le Grand Montpellier qui concerne Béziers, qui concerne également Narbonne), c'est toute l'irrigation dans ce territoire d'un vrai projet économique d'infrastructure à la hauteur des enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle. Sinon, nous en prenons pour quarante ou cinquante ans, et nous jouerons non pas en deuxième division mais en nationale.

### **Monsieur le Président**

Merci Monsieur Moure. Je partage votre point de vue à 200 %, comme hier j'ai eu l'occasion de vous le dire au Conseil municipal. Mais l'autorité en termes de transport et de compétence transport, c'est la Région, et silence radio. Je n'entends pas Monsieur Alary sur le sujet de la LGV. Je n'entends pas Monsieur Codorniu. J'ai déjà parlé de Madame Rozière. Mais ils sont où, les copains ? Ils sont en vacances, ou quoi ? Heureusement que nous sommes là, Monsieur Moure, pour porter un peu le fer avec les Maires, avec les élus qui ont compris les enjeux du grand territoire. Heureusement. Mais moi, je pense que les citoyens ne sont pas idiots, loin de là.

Je passe à l'ordre du jour. Monsieur Rouilleault.

### **Monsieur ROUILLEAULT**

Je souhaiterais qu'une fois, soit aujourd'hui soit au prochain Conseil de Métropole (puisque'il y a un ordre du jour très très lourd aujourd'hui), soit abordée la question des réfugiés. Pour paraphraser Michel Rocard, Montpellier Méditerranée Métropole et les 31 communes qui la composent ne peuvent accueillir toute la misère du monde mais doivent en prendre leur part.

### **Monsieur le Président**

Monsieur Rouilleault, je vais vous répondre directement pour vous dire un peu où nous en sommes.

Je vais commencer par la ville de Montpellier. C'est l'occasion pour moi aussi de saluer les Maires qui se sont engagés. Des dizaines de Maires se sont engagés à recevoir des migrants, des demandeurs d'asile sur leur commune, par le truchement de la réservation de logements sociaux. Concernant la Ville de Montpellier, nous avons avec l'Etat mis en place un centre d'accueil des demandeurs d'asile, un CADA, qui est de soixante places dans un même bâtiment, et de trente places dans le diffus. C'est-à-dire 90 places. Il sera prêt lorsque les travaux seront effectués, à la fin de l'année. Nous sommes à peu près dans ces étages-là. Les Maires qui m'ont interpellé, qui m'ont envoyé par texto leur assentiment, je les en remercie. Cependant, sur cette affaire, je laisse les Maires s'exprimer un par un. Ce n'est pas à moi de m'exprimer à leur place. Les communes sont autonomes et les Maires sont légitimes dans leurs paroles vis-à-vis de leurs administrés. Je peux vous dire que j'ai reçu la proposition d'une dizaine de Maires de cette assemblée qui sont favorables à l'accueil de demandeurs d'asile sur la commune par la réservation de logements sociaux, sur le contingent dont ils disposent sur leur territoire communal. Pour ce qui est de la Ville, je l'ai indiqué dans la presse, vous l'avez lu.

## **AFFAIRE N° 1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR**

Je passe à l'affaire numéro 1, Conseil de Métropole du 30 septembre 2015, nous avons une modification de l'ordre de passage. Les affaires 29 à 42, qui sont les affaires concernant le logement, Monsieur Ségura m'a demandé de les présenter juste après l'affaire 5 sur le PLH car il est retenu pour des motifs personnels par la suite. Si vous êtes d'accord, nous pouvons modifier le déroulé de l'ordre du jour dans ce sens-là.

Concernant le regroupement des tracts... des CRAC (pas des tracts, ce n'est rien, c'est la période qui fait cela), de 26 et 27, pour le développement économique, affaires 44 à 54, 56 à 58, 63 à 69, prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public 99 et 100, transport et mobilité 103 à 105, les affaires modifiées c'est l'affaire numéro 7 sur les finances, taxe sur la consommation finale d'électricité et l'affaire 70 sur les ressources humaines, modification du tableau des effectifs.

L'ordre du jour comprend donc 114 affaires. Je mets aux voix l'ordre du jour dûment modifié. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions. Il est adopté, je vous en remercie.

## **AFFAIRE N° 2 : APPROBATION DES PROCES-VERBAUX DES 29 JUIN ET 22 JUILLET 2015**

**Monsieur le Président**

Affaire 2, c'est l'approbation des procès-verbaux des séances de 29 juin et 22 juillet. Vous avez pris connaissance de ces procès-verbaux. Avez-vous des observations à formuler sur la rédaction ? Je mets aux voix les deux PV. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Ils sont adoptés. Trois abstentions.

## **AFFAIRE N° 3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5 211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**Monsieur le Président**

Affaire 3 : application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales. Ce sont les décisions prises et leur synthèse. Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Deux contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

## **AFFAIRE N° 4 : HORS COMMISSION – SOMMET DES VILLES ET AGGLOMERATIONS POUR LA GRANDE VITESSE ET L'INTERCONNEXION FERROVIAIRE DU COULOIR MEDITERRANEEN DU 13 OCTOBRE 2015 A MONTPELLIER – ORGANISATION DU SOMMET PAR MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 4, il s'agit là du Sommet des Villes et Agglomérations pour la grande vitesse, ce dont je vous parlais tout à l'heure. L'an dernier, c'est la ville de Gérone qui avait présidé cette manifestation. Cette année, à l'unanimité, la ville de Montpellier a été désignée. Je présiderai ce Sommet qui aura lieu le 13 octobre 2015. La subvention qui est demandée pour son organisation est de 29 000 euros.

Le Sommet des Villes à grande vitesse change chaque année de siège et évolue dans chacune des villes qui en sont membres. Cette année, lorsque nous clorons les travaux, nous désignerons la ville qui accueillera le Sommet des Villes à grande vitesse l'an prochain. Je mets aux voix l'affaire 4. Qui est contre ?

Oui, Madame Jamet. Si vous êtes d'accord sur le protocole, essayez de faire des interventions ciblées, judicieuses, resserrées, pragmatiques, synthétiques et courtes, parce qu'il y a 114 affaires.

**Monsieur LARUE**

Et respectueuses.

**Monsieur le Président**

Et respectueuses, oui, c'est vrai Monsieur Larue, vous avez raison. Madame Jamet.

**Madame JAMET**

Pardon ? Je n'ai pas entendu.

**Monsieur le Président**

Vous avez la parole.

**Madame JAMET**

« *Irrespectueuses* » ? C'est-à-dire ?

**Monsieur le Président**

Et respectueuses.

**Madame JAMET**

C'est moi qui me suis fait traiter de Ducon hier.

**Monsieur le Président**

De quoi ?

**Madame JAMET**

De Ducon. Je n'ai pas de leçons à recevoir...

**Monsieur le Président**

Madame Jamet, je n'ai jamais entendu ce mot.

**Madame JAMET**

Monsieur Larue l'a entendu puisque c'est lui qui l'a prononcé.

Mais bon, n'essayez pas...

Oui : Ducon, Duconne... Je voudrais parler sérieusement.

**Monsieur le Président**

Soyons sérieux. Nous avons 114 affaires, il faut s'accrocher à la rampe.

**Madame JAMET**

Je vois bien qu'en général, la préoccupation essentielle est le temps. Je pense qu'il s'agit aussi d'accorder de l'importance au fond. Je me suis retenue d'entrer dans le débat qui a précédé parce que je pensais que nous n'étions pas là pour faire de la politique politicienne ou dérapier peut-être sur une campagne régionale. Cependant...

Oui, je ne suis pas toujours en campagne, moi. Cependant...

**Madame JAMET**

Dites-moi, cela ne va pas faire comme hier ? Nous n'allons pas pouvoir parler correctement et nous exprimer démocratiquement.

**Monsieur le Président**

Allez-y. Je vais vous dire : si les débats dérapent, cela va être clair, je vais mettre une cloche et une minute-ré, comme à l'école. Il y aura deux minutes, comme au Conseil municipal.

**Monsieur le Président**

Je ferai voter. Et comme j'ai la majorité, tout le monde votera. Soyez concise : deux minutes chacun. En deux minutes, vous savez, on peut en dire, des choses.

**Madame JAMET**

Attendez, ce n'est pas à moi qu'il faut vous en prendre, Monsieur le Maire. C'est à la séance qui n'arrive pas à se dérouler correctement, cela suffit maintenant.

Ce rapport appelle des réserves, en tout cas des remarques de ma part, que je souhaitais constructives. A savoir : c'est un Comité des Villes et des Agglomérations qui va rassembler des Villes espagnoles et françaises. A ce sujet, je pense que comme tous mes collègues l'ont fait sans restriction de temps, cela appelle des remarques, par exemple quant à la politique de l'Espagne qui, en moins de vingt ans, elle, a su bâtir plus de 2 056 kilomètres de TGV alors que nous n'en avons que 1 896.

Pourquoi ? D'abord parce que l'Etat espagnol a balancé 7 à 8 millions de subventions dans ce secteur-là, et que l'Espagne a été aidée systématiquement et en grande partie par l'Europe, ce dont nous n'avons pas pu bénéficier. Au demeurant, une fois que nous arrivons à cette constatation, l'Espagne s'est aperçue qu'en fait, ces lignes LGV à tout va n'avaient pas de justification puisque la demande étant trop basse, jamais les coûts ne sont couverts. On s'est aperçu que la LGV était terriblement coûteuse et pas forcément efficace.

Cependant, comme nous l'avons vu hier, comme je l'avais répété, etc., et comme cela avait été abordé, il y a une véritable problématique dans la mesure où à Montpellier, avec ce fameux couloir Nord-Sud pour lequel effectivement l'Europe avait accepté de s'investir, il y avait une véritable demande et il fallait que Montpellier soit relié à Perpignan donc à l'Espagne. Nous l'avons dit hier : cela fait trente ans que l'on en parle et ce n'est toujours pas abouti. Apparemment, il va nous falloir attendre jusqu'en 2030.

Nous pourrions nous poser la question de pourquoi. Il y a une véritable demande. Le rapport Duron, c'est vrai, avait trouvé relativement cette fameuse fracture territoriale dont nous avons parlé hier entre Toulouse, la future Grande Région, et Montpellier. Nous regrettons effectivement que Toulouse ne soit pas relié à Narbonne plutôt qu'à Bordeaux et que, comme je l'ai dit et répété, nous voyions aujourd'hui Toulouse qui tourne le dos à Montpellier. Et c'est très grave.

Mais c'est une volonté européenne qui nous a menés là, c'est aussi une impéritie française, certes. Je le sais parce que je l'ai suivi de très près au niveau de la Région : des millions on en a, mais je me souviens d'une intervention que j'avais faite où j'interrogeais Monsieur Bourquin en lui demandant où nous allions. Il disait : *« Nous ne savons rien pour l'instant, personne ne connaît les contours, et c'est normal que nous ne sachions pas où nous allons, l'essentiel c'est de mettre de l'argent. »* Avec des raisonnements comme cela, nous nous retrouvons dans la situation dans laquelle nous sommes.

Il est vrai qu'économiquement, cela va être terrible pour Montpellier par rapport à Toulouse (je vous parle de la fracture), mais aussi c'est un signe fort qui est donné. Pourquoi ? Parce qu'au-delà de cette incapacité, nous relevons les carences finalement de la SNCF. C'est là-dessus que j'aurais voulu élargir le débat qui a été caressé tout à l'heure par Monsieur Revol. Je pense que la SNCF serait quand même bien inspirée de faire des travaux d'entretien, de sécurité, de remettre à niveau son maillage territorial qui est abandonné au profit de la ligne à grande vitesse et non pas, comme on le disait tout à l'heure, pour une minorité de personnes qui prend le TGV, alors qu'une majorité souhaiterait prendre les transports en commun avec le bilan carbone et tout ce que cela implique.

Si je veux revenir là-dessus, c'est qu'il est clair que cet entretien n'est pas fait, que les améliorations ne seront pas au rendez-vous, et aussi que pour quelques dollars ou quelques euros de plus, qui vont vraisemblablement profiter à Vinci et Bouygues mais pas à Montpellier, à Toulouse, on va essayer de gagner quelques minutes de moins. Eh bien, je dénonce ce fait. Je voudrais que ce soit abordé, que vous ayez aussi cette réflexion. Je me suis fait le chantre et le défenseur hier de la ligne Toulouse-Montpellier, mais je crois que cela ne doit pas se faire au détriment de ce que l'on appelle la désertification rurale, qui va s'amplifier avec la fusion des Régions puisque notre territoire va grandir.

C'est aussi, et c'est cela qui est le plus important, une méconnaissance avérée qui apparaît de la part de nos notables et de nos gouvernants, je l'ai dit, que ce soit au niveau de l'Europe, au niveau national et au niveau régional. Mais plus grave encore parce que comme nous l'avions déjà vu...

## **Monsieur le Président**

Concluez Madame Jamet, s'il vous plaît. Je vais être obligé de sortir la sonnette, sinon.

## **Madame JAMET**

Nous avons vu en son temps, au moment des municipales, Monsieur Bascou qui a réussi à sortir du tiroir cette fameuse gare à Narbonne. Il est clair aujourd'hui que si Monsieur Malvy arrive à sortir une ligne Toulouse-Bordeaux à un moment particulièrement pertinent, c'est évidemment pour des raisons essentiellement électoralistes.

Moi, je veux tout simplement (et je conclus) vous dire qu'au-delà de ces problématiques d'espace et de temps, ce qui apparaît clairement, c'est le problème des distances. C'est la distance qui est en train de s'agrandir entre les notables qui sont déconnectés non seulement des réalités, mais qui sont déconnectés aussi des préoccupations de nos compatriotes. C'est cela avant tout que nous devons relever, et c'est cela qui devrait surtout nous scandaliser. Je pense que c'est cela que nos compatriotes jugeront, et c'est sur ces sujets que nos compatriotes prendront la mesure des élus qu'ils ont élus, et de ce qu'ils veulent pour demain.



## **Monsieur le Président**

Merci Madame Jamet. Simplement, je voudrais ajouter un petit mot. Quand vous dites que Toulouse tourne le dos à Montpellier, heureusement que d'emblée j'ai orienté la relation Toulouse-Montpellier vers la coopération avec Jean-Luc Moudenc. Heureusement qu'en dehors de toute idée politicienne, j'ai organisé avec Jean-Luc Moudenc une sorte de *gentlemen agreement* entre les deux Métropoles. Heureusement qu'avec Max Lévitte représentant la Métropole de Montpellier et avec le premier Vice-Président de la Métropole Toulousaine, nous nous voyons chaque mois pour déterminer tous les domaines de compétences dans lesquels les deux Métropoles peuvent échanger. Heureusement ! J'aimerais qu'il m'en soit fait grâce ou que l'on m'en donne acte. Merci de le faire, Madame Jamet, parce que c'est la conclusion de votre raisonnement.

## **Madame JAMET**

Non (intervention hors micro 1'05'38).

## **Monsieur le Président**

Donc vous bénissez le travail que je fais, je vous en remercie.

Je mets aux voix l'affaire 4. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux contre. Adoptée.

## **AFFAIRE N° 5 : LOGEMENT – ETAT DE REALISATION 2014 DU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT – APPROBATION**

### **Monsieur le Président**

Affaire numéro 5 : état de réalisation 2014 du PLH de la Métropole. Je vais donner la parole à Monsieur Ségura Noël, Vice-Président chargé du logement. Monsieur Ségura, et je vous dirai un petit mot après sur le congrès HLM, parce qu'il y a des choses à dire sur le congrès HLM – outre le fait que j'ai rencontré Monsieur Hue.

### **Monsieur SEGURA**

Il cherche un appartement ?

Monsieur le Président, merci d'avoir accédé à ma demande. Je vais vous faire un état de la réalisation du PLH, comme il se doit. Constructions neuves : le PLH fixe un objectif de production annuelle moyen de 5 000 logements neufs, dont 2 500 à Montpellier et 2 500 dans les communes de la Métropole.

Nous constatons qu'à l'échelle nationale, le nombre de logements mis en chantier baisse de 10 % entre 2013 et 2014, alors que dans la Métropole la hausse est significative, de 6 %, avec 4 333 logements mis en œuvre en 2014 contre 4 490 en 2013.

Je vous avais parlé en décembre, alors que nous n'avions pas le chiffre du dernier trimestre, d'une reprise de la construction. Celle-ci se confirme dans le premier semestre 2015. Montpellier se rapproche des 2 500 logements commencés en 2014, ce qui correspond à l'objectif annuel fixé par le PLH 2013-2018. Dans les trente communes de la Métropole, 1 907 logements ont été mis en chantier contre 2 190 en 2013, ce qui annonce une baisse de 13 %. Les communes de Lattes (347 logements), Saint Jean de Védas (338), Le Crès

(193), Baillargues (170), Juvignac (166), assurent à elles seules 64 % de production de logements neufs pour 2014.

On note donc une reprise de 3 % de l'activité de la promotion immobilière par rapport à 2013. Le développement des ZAC communales, l'incitation à l'investissement locatif Pinel, le reclassement de 17 communes en zone A ont conforté la politique de dynamisation de l'offre de logements. Il faut noter également 6 829 logements qui ont été autorisés en 2014, soit +31 %, ce qui témoigne de la reprise du marché et de la confiance des opérateurs.

La production de logements locatifs sociaux quant à elle : l'objectif annuel est de 1 500 logements. Pour 2014, 1 704 logements ont été financés, dont 1 201 logements destinés aux familles et aux personnes défavorisées. Ils représentent 25 % des logements autorisés sur le territoire de la Métropole et 39 % de logements mis en chantier. 503 logements sociaux étudiants, 60 % relèvent du PLUS, 32 % d'un PLAI, soit un total de 92 % de PLUS/PLAI, sur un objectif fixé du PLH. Cet excellent résultat provient des profils ménages candidats au logement social, 77 % qui relèvent du PLAI.

Les logements financés en PLS représentent 8 % des logements familiaux en 2014 pour un objectif plafond fixé à 17 %. On note toujours une forte demande sur le territoire de la Métropole, 21 663 demandes en 2014, soit une augmentation de 2 % par rapport à 2013 et de 50 % depuis 2007.

L'Etat a quant à lui dénombré 14 383 logements locatifs sociaux en 2014. De par sa compétence, la Métropole attribue depuis 2006 des aides qui s'élèvent pour 2014 à 2 562 525 euros, complétées par une enveloppe de 7 576 858 euros attribués par Action logement. De fait, la Métropole mobilise une enveloppe supérieure à celle de l'Etat, avec un montant d'aide délibéré à hauteur de 3 293 000 euros, et garantit en direction des bailleurs sociaux les emprunts à hauteur de 60 millions d'euros qui correspondent à 902 logements locatifs sociaux.

L'accession abordable : l'objectif sur la Métropole a été fixé dans le PLH à 1 000 logements par an. En 2014, 251 logements issus de dispositifs encadrés par les pouvoirs publics, dont 174 ventes en direction de l'accession aidée dans les opérations de la Ville et des autres communes. 58 logements PLSA, 19 logements dans le cadre du renouvellement urbain bénéficiant ainsi d'une TVA réduite et d'un prix plafonné. En 2015, le régime fiscal en direction des logements neufs à destination des propriétaires occupants sous condition de ressources et de prix de vente plafonné, a été étendu aux nouveaux quartiers prioritaires de la politique de la ville et dans une bande de 300 mètres autour.

Douze quartiers sont concernés, ce qui à mon sens devrait conforter la production de logements à prix maîtrisés. La Métropole et la Ville de Montpellier ont engagé en 2014 une réflexion permettant d'avoir différents leviers afin de maîtriser au mieux des logements en adéquation avec les ménages, la diversité des besoins et des parcours résidentiels.

La réhabilitation du parc de logements privés, autre axe prioritaire, la réhabilitation des logements anciens : 284 logements ont été réhabilités dont 265 occupés par des propriétaires modestes ou très modestes, 19 logements locatifs avec en contrepartie par le propriétaire une location pour une durée de neuf ans. Au niveau de l'ANAH, 25 logements ont été traités habitat indigne, 179 logements lutte contre la précarité énergétique, 80 logements liés à la perte d'autonomie, de handicap ou de vieillissement, neuf ensembles immobiliers regroupant 84 logements pour requalifier les propriétés dégradées. Cette opération est nommée « Rénover pour un habitat durable et solidaire » avec le traitement de 900 logements en cinq ans à l'horizon 2018.

A ce jour, 349 logements ont été réhabilités. Cette opération vient en complément :

- des actions menées par le plan de sauvegarde du Petit-Bard prolongé de deux ans,
- de l'opération programmée de l'habitat de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées Gambetta/Figuerolles/Nord-Ecusson,

- de l'OPH des Cévennes 1,
- de l'OPAH Saint-Guilhem/Laissac/Sud-Comédie.

4,5 millions d'euros mobilisés, dont 2,9 millions de crédits délégués par l'ANAH, 727 000 de l'Etat au titre du FART, le fonds d'aide rénovation thermique, et 874 000 euros sur les fonds propres de Montpellier Méditerranée Métropole.

Enfin, Montpellier Méditerranée Métropole a participé techniquement et financièrement à l'observatoire des loyers sur son territoire, dans le cadre d'une expérimentation du Ministère du Logement et des Travaux, étude en collaboration avec l'INSEE afin de donner un diagnostic du territoire et d'une analyse sociodémographique issue du recensement de 2011 dont les chiffres seront publiés dans le deuxième semestre de 2015.

Il est donc demandé au Conseil de prendre acte de l'état de réalisation du PLH et d'autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

### **Monsieur le Président**

Merci Monsieur Ségura. Je vais ouvrir le débat. C'est un prendre acte, ce n'est pas un vote, mais nous devons le faire passer en assemblée publique, c'est la loi. Qui souhaite s'exprimer sur l'affaire proposée par Monsieur Ségura et présentée par lui ?

Monsieur Martin. Allez-y, Monsieur Martin.

### **Monsieur MARTIN**

Merci, Monsieur le Président. J'entends dans la présentation de Monsieur Ségura que la promotion immobilière repart. Pour atteindre l'objectif des 5 000 logements par an, c'est nécessaire. En revanche, vous comprendrez que mon sujet d'inquiétude (et vraiment un sujet d'inquiétude majeure), c'est que la production de logements sociaux, elle, accuse une baisse de 20 %. Je parle du logement locatif social familial. Là, l'objectif est de 1 500 logements sociaux par an, or cette année nous en avons sorti 1 201 auxquels il faut ajouter 500 logements étudiants.

Mais je voudrais rappeler, puisque c'était peut-être légèrement confus de la façon dont c'était présenté, que l'objectif du PLH, ce sont 30 % de logements locatifs sociaux familiaux, les résidences HLM au sens classique du terme, et 10 % de logements sociaux spécifiques, c'est-à-dire à peu près le logement social étudiant et les EHPAD pour les personnes âgées. Cela fait 300 logements sociaux qui manquent par rapport à l'objectif, c'est-à-dire une baisse de 20 %.

J'ai essayé, avec des chiffres qui sont là, de regarder où se posait le problème. Dans ce qui est indiqué dans la rédaction de l'affaire, 55 % de la production des 1 700 logements sociaux étaient effectués sur la ville centre de Montpellier et 45 % sur les communes autour de Montpellier. Je me suis livré à un facile et rapide calcul. Cela doit faire 937 logements à Montpellier et 767 logements dans les autres communes. 767 pour un objectif de 750, sur les trente autres communes, cela veut dire que visiblement (il faudrait entrer dans le détail commune par commune mais ce n'est peut-être pas là l'objet, dans un débat tel que celui de ce soir), l'objectif sur les trente communes est rempli. En revanche, sur les 937, si je souscris les 500 logements sociaux, cela veut dire qu'il reste...

### **Monsieur le Président**

Etudiants.

## **Monsieur MARTIN**

500 logements étudiants, merci, excusez-moi. Cela veut dire qu'il reste, à l'unité près (c'est un calcul de pourcentage que j'ai fait comme cela) 434 logements sociaux familiaux dans la ville de Montpellier pour un objectif de 750 logements sur la ville. C'est dans la ville centre qu'il y a une baisse importante, très importante, de la production de logements sociaux. Cela voudrait dire qu'à peu près, d'après mon calcul, nous aurions eu une production de logements sociaux à Montpellier de 18 % pour un objectif de 30 %.

Là, il y a une baisse extrêmement préoccupante qu'il faut mettre en relief avec le nombre de demandes de logements qui est cette année de 21 663, qui encore une fois a accusé une hausse par rapport à l'année précédente. C'est bien rappelé dans l'affaire, cela fait des années que ce chiffre augmente pour les raisons que nous comprenons bien : la crise passe par là, le chômage est important dans notre région et dans notre agglomération bien évidemment, nous sommes dans une région où les salaires sont particulièrement bas. Un certain nombre de facteurs qui font que les gens, de plus en plus confrontés à la crise, bien évidemment, font des demandes de logements sociaux. Cette année, je dirais que, alors que nous avons créé un PLH pour répondre à ces besoins importants de la population, nous avons baissé les armes par rapport à cet objectif, et je le regrette extrêmement fortement.

Deuxième regret : même si j'en connais la difficulté, c'est sur l'accession abordable. C'est vrai que cela a toujours été très compliqué et nous savions qu'en fixant un objectif de 20 % d'accession abordable, c'est-à-dire 1 000 logements par an, cela demandait un effort et une organisation particulière. C'est d'ailleurs rappelé dans l'affaire. Nous aurions 251 logements abordables qui auraient été créés. J'en connais la difficulté. Simplement, je ne voudrais pas que nous prenions trop de retard là-dessus. C'est un maillon essentiel dans le parcours résidentiel des citoyens et des habitants de l'agglomération.

Si les gens peuvent accéder facilement à la propriété, cela fera d'autant plus de facilité, très souvent, à libérer des logements dans le locatif social, et nous savons que nous manquons de *turnover* dans le logement locatif social – c'est une des raisons pour lesquelles il faut en créer beaucoup. En quelque sorte, le logement abordable est une façon de sortir par le haut du logement social et de libérer des places pour d'autres demandeurs.

L'intérêt économique en plus, à la fois pour les familles et pour le territoire, est fort d'abord parce que l'on connaît l'importance de la construction sur l'économie locale, mais aussi parce que le poste budgétaire dans les familles du logement est tellement important que quand ils peuvent accéder à la fois à un logement digne mais aussi à un logement à un prix abordable, c'est du revenu qui est disponible pour eux, pour d'autres postes de dépenses, que ce soient les transports, que ce soit l'éducation, que ce soit se nourrir, etc. C'est d'une importance absolument majeure. Je regrette réellement que nous ayons accusé cette baisse de 20 %, de 300 logements sociaux, dans la ville de Montpellier. Je vous remercie.

## **Monsieur le Président**

Merci. Je vais répondre point par point à ce que vous avez dit. Je vais donner la parole à Madame Jannin puis je vous répondrai sur le fond, sur la forme, je vous répondrai politiquement, et aussi sur l'avenir.

Madame Jannin.

## **Madame JANNIN**

Monsieur Martin, vous faites le constat des objectifs de production et vous mettez en avant le fait que ces objectifs de production ne sont pas bons. Mais pour avoir des objectifs de production, avant de produire, il faut autoriser. Là, vous mettez en avant le bilan déplorable des deux années précédant la production.

**Monsieur le Président**

C'est-à-dire vous. Vous êtes maso !

**Madame JANNIN**

Faisant ce constat dès notre arrivée aux affaires en avril 2014, nous avons immédiatement redressé la barre et nous avons, en à peine un semestre, rattrapé tout le retard qui avait été pris. Nous avons donc en 2014 autorisé, c'est-à-dire donné les autorisations d'urbanisme permettant demain de produire les parfaits objectifs du PLH, notamment l'inscription exacte des 30 % de logements sociaux.

**Monsieur le Président**

Merci Madame Jannin.

**Monsieur MARTIN**

Je voudrais répondre.

**Monsieur le Président**

Vous allez répondre, je vais me régaler, sur ce dossier. Je vais me régaler sur toutes les réponses et toutes les questions. D'abord, le bilan 2014, c'est la programmation des années avant. Cela tombe sous le sens. Oui ou non ? Voulez-vous que je le fasse voter ?

**Monsieur MARTIN**

Non.

**Monsieur le Président**

Bon. Je veux bien que vous m'expliquiez que les éléphants, cela vole, mais moi je n'y crois pas. Enfin, cela dépend comment on interprète le terme « éléphants ». Le bilan 2014, c'est la programmation des années avant. Nous n'étions pas là. C'est vous qui étiez en charge de ce dossier.

Deuxième point : je voudrais citer les mots de François Hollande lors du Congrès HLM, qui est notre Président et qui est votre mentor politique puisque vous êtes dans l'équipe PS Verts.

**Monsieur MARTIN**

Moi ? Non.

**Monsieur le Président**

Donc c'est votre équipe. Et le Président Hollande a dit la chose suivante : « *Je félicite la Ville de Montpellier et sa Métropole pour cette belle action exemplaire envers le logement social.* » Merci, Monsieur le Président !

Troisième point, je cite toujours François Hollande (ne croyez pas que ce soit devenu ma bible). Mais quand même ! Quand c'est bien, il faut l'expliquer. François Hollande nous a dit : « *Pendant la campagne électorale, j'ai proposé que les friches qui appartiennent à l'Etat dans les communes soient cédées gratuitement aux municipalités lorsqu'ils construisent sur lesdites friches du logement social.* » Donc, j'invite tous les

Maires ici qui ont sur leur commune des friches qui appartiennent à l'Etat et dont ils ne se servent plus, s'ils le souhaitent bien entendu, à faire la demande. Je centraliserai les demandes et je ferai un courrier commun, parce que j'ai déjà fait un premier courrier pour Montpellier. Les demandes, je les centraliserai, j'écirai un petit corpus général de toutes les communes qui font cela et je l'enverrai au Président de la République, pour qu'il mette en action les promesses qu'il nous a faites.

Si nous avions su cela, cela aurait évité à Madame Mandroux et Monsieur Delafosse d'acheter l'EAI 19 millions d'euros à Monsieur Sarkozy, pas à Monsieur Hollande. Ils l'ont acheté un mois avant les présidentielles. Si les deux avaient lu le programme de François Hollande, ils ne l'auraient pas acheté, ils auraient attendu un mois, c'était gratuit. C'est un calcul simple.

Nous avons été deux à nous opposer à cela : Monsieur Lévitte et moi-même. Il faut savoir ce que l'on raconte quand on parle de logement social. Et il faut savoir ce que l'on raconte lorsque l'on parle de foncier. Vous le savez bien et je comprends les Maires. Les Maires ont des objectifs de construction des logements sociaux, mais je vais prendre le cas du Maire de Cournonterral. A Cournonterral, une grande partie de la commune est protégée au titre de Natura 2000. Il y a des libellules bleues avec des points jaunes dessus, qui s'envolent de temps en temps et qui sont protégées par Natura 2000. Il n'a pas le droit de construire, or ce sont des friches qui pourraient ouvrir la construction de programmes. Le cas du Maire de Cournonterral n'est pas le seul, il y en a beaucoup qui sont dans ce cas-là. Il faut raison garder.

Pourquoi le Président de la République a-t-il félicité Montpellier ? Parce que Montpellier possède 23 % de logements sociaux. J'avais oublié, suis-je idiot ! Nous avons eu préalablement les félicitations de Madame Pinel. Madame Pinel s'est extasiée devant notre politique de logement social. Alors, vous comprenez bien que je vous entends, Monsieur Martin, mais quand la Ministre du Logement nous félicite, que le Président de la République nous félicite et qu'après Monsieur Martin nous critique, je suis tenté de croire plutôt le Président de la République. Mais enfin, je peux me tromper. Vous voulez ajouter ? Allez-y, parce que j'ai encore une ou deux choses à dire.

**Monsieur MARTIN**

Alors, allez-y !

**Monsieur le Président**

Non, je les dirai après votre intervention. Allez-y !

**Monsieur MARTIN**

Je vous laisse terminer.

**Monsieur le Président**

Non, Monsieur Martin ! Je vous en prie, je n'en ferai rien.

**Monsieur MARTIN**

Cela risquerait de me faire intervenir une troisième fois.

**Monsieur le Président**

Allez-y !

**Monsieur MARTIN**

Je sens bien que cela risquerait de me faire intervenir une troisième fois.

**Monsieur le Président**

Ne vous inquiétez pas, je ferai la synthèse. Allez-y.

**Monsieur MARTIN**

Je vous laisse être le porte-parole de François Hollande et de Madame Pinel.

**Monsieur le Président**

Non !

**Monsieur MARTIN**

C'est ce que vous venez de faire.

**Monsieur le Président**

Non ! D'abord, c'est le Président de tous les Français, premièrement, et nous respectons la fonction. Deuxièmement, vous étiez dans une équipe qui se revendiquait du même parti politique que le Président de la République. Dites-le, c'est plus simple.

**Monsieur MARTIN**

Je n'ai pas à le dire, tout le monde le sait. Cela dit, tout le monde fait la différence entre des élections municipales et présidentielles.

**Monsieur le Président**

Les spectateurs dans les tribunes ne savent pas.

**Monsieur MARTIN**

En revanche, d'entendre les 21 000 Montpelliérains qui sont en demande de logements sociaux, de savoir qu'on leur répond par : « *Monsieur Hollande a dit ceci, Madame Pinel a dit cela, Monsieur Martin était là.* », je pense que cela les intéresse peu. Le chiffre qui va les intéresser, peut-être ne l'avez-vous pas donné à Monsieur Hollande quand il est venu. C'est ce chiffre de 18 % de logements sociaux cette année.

**Monsieur le Président**

Il est idiot, Monsieur Hollande. Il n'a pas de services, il ne sait rien. Mais enfin, ne prenez pas le Ministère pour des imbéciles !

**Monsieur MARTIN**

Je ne suis pas là pour commenter Monsieur Hollande, je suis là pour commenter le PLH, et le résultat de la production de logements sociaux sur ce PLH, c'est 18 %. Je veux bien que l'on remonte aux calendes

grecques pour essayer d'en faire supporter la responsabilité à d'autres. Je rappelle juste que l'année dernière, au mois de décembre je crois, nous avons fait le bilan du PLH de l'année d'avant.

**Monsieur le Président**

Monsieur Grand a raison.

**Monsieur MARTIN**

On va recommencer à m'interrompre, ou puis-je continuer ?

**Monsieur le Président**

Non, mais c'est que nous ne sommes pas au Conseil municipal de Montpellier. Il a raison.

**Monsieur MARTIN**

Cela pose un autre problème, voyez-vous. Quand on fait passer des compétences des communes à la Métropole, ce n'est plus à l'ordre du jour de la commune. Sinon je l'aurais commenté hier, je vous assure.

**Monsieur le Président**

Madame Jamet, vous devez être contente parce que c'est ce que vous dites tout le temps.

**Un intervenant**

Qui se ressemble s'assemble.

**Monsieur le Président**

Monsieur Martin, j'ai compris votre problème. Je vais le résoudre.

**Monsieur MARTIN**

Laissez-moi terminer s'il vous plaît ! D'abord, le « *qui se ressemble s'assemble* », je le trouve de trop, je trouve cela absolument déplorable. Pour en revenir à ce que je disais tout à l'heure, l'année dernière... Oui, je l'ai entendu et Monsieur Saurel, nous nous connaissons suffisamment et je pense que vous n'auriez pas osé me faire cette insulte, l'un de vos élus vient de le faire.

**Monsieur le Président**

Je n'ai jamais entendu cela, et je ne l'ai jamais dit, en plus.

**Monsieur MARTIN**

Moi, je viens de l'entendre. Je sais que vous ne l'auriez pas fait, mais un de vos élus vient de le faire, je trouve cela déplorable.

**Monsieur le Président**

Ah bon ?



**Monsieur MARTIN**

Oui.

**Monsieur MARTIN**

L'année dernière, 4 030 logements : il y avait des difficultés de production, nous savons ce que la crise a fait sur la production de logement social.

**Monsieur le Président**

Ah !

**Monsieur MARTIN**

En revanche, alors qu'il y avait globalement 300 logements de moins, il a quand même été possible de sortir 1 505 logements sociaux. Là, nous n'en avons que 1 200. Je veux bien que nous remontions aux calendes grecques pour faire reposer la responsabilité sur d'autres : c'est absolument faux.

**Monsieur le Président**

Ce ne sont pas les calendes grecques, c'est 2014.

**Monsieur MARTIN**

Oui, mais l'année dernière, avec une production globale moindre pour les raisons de crise que nous connaissons, les logements sociaux nous en avons sorti suffisamment pour répondre à l'objectif. Cette année, cela n'a pas été fait. Je veux bien en porter la responsabilité, mais...

**Monsieur le Président**

D'accord, on fait la paix. Mais je constate qu'avant de construire il faut instruire, il faut libérer des terrains.

**Monsieur MARTIN**

Excusez-moi. Vous avez parlé aussi des autres communes. J'ai précisé tout à l'heure (je connais très bien – vous vous en doutez quand même – les difficultés diverses et variées comme celles de Cournonterral) ce type de difficulté pour créer du logement social. Mais j'ai bien dit dans mon intervention que sur le reste des communes, il faudrait voir le détail, commune par commune. Mais 760 et quelques (je n'ai plus le détail en tête) pour 750, cela veut dire que les autres communes ont fait le boulot.

**Monsieur le Président**

Donc vous êtes favorable au programme social sur Las Rebes ?

**Monsieur MARTIN**

Sur Las Rebes, c'est le deuxième étage de la fusée. C'est très bien que vous en parliez.

**Monsieur le Président**

Vous y êtes favorable ?

**Monsieur MARTIN**

Je vous réponds.

**Monsieur le Président**

Voulez-vous faire des logements sociaux sur Las Rebes, oui ou non ?

**Monsieur MARTIN**

Je vous réponds, si vous me laissez.

**Monsieur le Président**

Répondez-moi par oui ou non.

**Monsieur MARTIN**

Je fais une réponse complète mais rapide, je vous rassure. C'est le deuxième étage de la fusée. Non seulement vous en faites peu, mais vous les faites au mauvais endroit. Il y a déjà 600 logements sociaux à Las Rebes. Vous voulez en faire 10 % de plus...

**Monsieur le Président**

Je remarque que vous ne voulez pas construire de logement social sur Las Rebes.

**Monsieur MARTIN**

... au mépris de la mixité sociale, et en sacrifiant le dernier espace vert de ce quartier-là. Vous en faites peu et vous les faites au mauvais endroit.

**Monsieur le Président**

Monsieur Martin, vous n'êtes pas logique.

**Monsieur MARTIN**

En plus, eux ne seraient pas rentrés dans la comptabilité que nous sommes en train de faire.

**Monsieur le Président**

C'est normal que vous ayez perdu les élections.

**Monsieur MARTIN**

Il faut tirer des leçons du passé et ne pas refaire les ghettos qui ont été faits à une époque.

**Monsieur le Président**

C'est vous qui devez les tirer, les leçons du passé, je vais vous dire.

**Monsieur le Président**

Ecoutez, nous allons clore le débat. Nous ne sommes pas au Conseil municipal de Montpellier, le Sénateur Grand a raison.

**Monsieur MARTIN**

Mais les compétences sont ici, elles ne sont plus à Montpellier.

**Monsieur le Président**

Nous disons seulement que le bilan 2014 découle des programmations antérieures. Tout le monde est d'accord.

Deuxièmement, le PLH sera tenu sur l'ensemble du mandat, de la période du PLH. Troisièmement, la ville de Montpellier est à 23 %. Quatrièmement, je vais écrire à François Hollande pour qu'il libère un certain nombre de terrains qui appartiennent à l'Etat, qu'il nous les donne gratuitement pour construire du logement social comme il s'y est engagé publiquement devant tous les organismes HLM de France. Voilà ce que je vais faire. Et je me ferai le relais des Maires qui ont sur leur commune des terrains susceptibles de répondre à ces conditions.

Nous prenons acte de la délibération, Monsieur Ségura, que vous nous avez présentée.

Nous passons aux affaires qui concernent le logement.

**AFFAIRE N° 29 : LOGEMENT – DELEGATION DE COMPETENCE D'ATTRIBUTION DES AIDES A LA PIERRE – AVENANT N° 7 A CONVENTION SIGNEE AVEC L'AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT – REVISION DES OBJECTIFS ET DOTATIONS 2015 – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 29, délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre. Qui veut des renseignements auprès de Monsieur Ségura ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 30 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 136 LOGEMENTS SOCIAUX A COURNONTERRAL, SAINT JEAN-DE-VEDAS ET MONTPELLIER – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SA D'HLM FDI HABITAT – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 30, construction de 136 logements. A quelle heure avez-vous rendez-vous, Monsieur Ségura ? Je vais vite, alors. Construction de 136 logements. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 31 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 108 LOGEMENTS SOCIAUX A GRABELS ET MONTPELLIER – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

31, construction de 108 logements à Montpellier et à Grabels. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 32 : LOGEMENT – INTERVENTIONS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL – GARANTIES D'EMPRUNT – REGLEMENT INTERIEUR – DELIBERATION N° 11747 DU 27 JUILLET 2013 – MODIFICATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 32 : intervention de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur du logement social, ce sont des garanties d'emprunt. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 33 : LOGEMENT – REAMENAGEMENTS DE PRETS CONTRACTES PAR ACM HABITAT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX A MONTPELLIER – RENOUVELLEMENT DE GARANTIE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 33, réaménagement de prêts contractés par ACM. Madame Illaire, Madame Lévy-Rameau, Madame Miralles, Monsieur Cotte, Monsieur El Kandoussi, Monsieur Gérard Castre, Monsieur Savy et Monsieur Travier ne prennent pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Et je m'occuperai d'ACM après les régionales, de façon précise.

**AFFAIRE N° 34 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 315 LOGEMENTS SOCIAUX ETUDIANTS – RESIDENCE ETUDIANTE TRIOLET 2 – AVENUE AUGUSTIN-FLICHE A MONTPELLIER – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL – DELIBERATION N° 12941 DU 28 AVRIL 2015 – MODIFICATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 34 : construction de 315 logements sociaux étudiants. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Deux contre.

**Madame JAMET**

Non, abstentions.

**Monsieur le Président**

Deux abstentions.

**AFFAIRE N° 35 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 181 LOGEMENTS SOCIAUX ETUDIANTS – RESIDENCE UNIVERSITAIRE LA COLOMBIERE II – RUE COLOMBIERE A MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNTS A L’OPH DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 35 : construction de 181 logements sociaux en résidence universitaire de la Colombière. Ne prennent pas part au vote Madame Illaire, Madame Lévy-Rameau, Madame Miralles, Monsieur Cotte, Monsieur Castre, Monsieur Savy, Monsieur El Kandoussi et Monsieur Travier.

Contre ? Abstentions ? Deux abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE N° 36 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE TRENTE LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE ELAIA – RUE DES ACONITS A MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE 23/09/2015 3 N° OBJET**

**Monsieur le Président**

Affaire 36 : construction de trente logements sociaux, Monsieur Ségura et Monsieur Pellet ne prennent pas part au vote. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 37 : LOGEMENT – ACQUISITION-AMELIORATION DE QUINZE LOGEMENTS SOCIAUX – PATRIMOINE SCOLAIRE – RUE DE LA CROIX-DE-FIGUEROLLES, RUE DES CORONILLES ET RUE DES TOURTERELLES A MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 35 : acquisition-amélioration de quinze logements rue des Tourterelles, Nouveau logis méridional. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 38 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE SEIZE LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE LES TERRASSES-DE-SAINT-LOUP – RUE DE BIONNE A MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM PROMOLOGIS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 38 : construction de seize logements sociaux Terrasses-de-Saint-Loup, rue de Bionne à Montpellier. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 39 : LOGEMENT – CONSTRUCTION D’UNE RESIDENCE SOCIALE JEUNES DE 78 LOGEMENTS – RESIDENCE MAS DE PRUNET IRTS – 1011 RUE DU PONT-DE-LAVERUNE A MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM SFHE GROUPE ARCADE – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 39 : construction d’une résidence sociale jeunes de 78 logements, rue du Pont-de-Lavérune. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 40 : LOGEMENT – OPERATION PROGRAMMEE D’AMELIORATION DE L’HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2012-2017 – QUARTIERS SAINT-GUILHEM/LAISSAC/SUD-COMEDIE – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION D’UN LOGEMENT – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 40 : opération programmée d’amélioration de l’habitat à Montpellier. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 41 : LOGEMENT – OPERATION PROGRAMMEE D’AMELIORATION DE L’HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 – QUARTIERS GAMBETTA/FIGUEROLLES/NORD-ECUSSON – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE HUIT LOGEMENTS – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

41 : OPH Gambetta/Figuerolles/Nord-Ecusson. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 42 : LOGEMENT – OPERATION RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE 2013-2016 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE 55 LOGEMENTS SITUES DANS DOUZE COMMUNES DE LA METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 42 : opération Rénover pour un habitat durable et solidaire. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Je crois que nous avons fini vos affaires, Monsieur Ségura. Vous ne serez pas en retard à votre rendez-vous. Merci aux élus de s'être prêtés amicalement à ce petit exercice.

**AFFAIRE N° 6 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – GOUVERNANCE – AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE ET CORSE – CONTRAT DE METROPOLE DE COOPERATION POUR UNE GESTION DURABLE DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES ET CONVENTIONS D'APPLICATION SPECIFIQUES – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je passe à l'affaire suivante, l'affaire 6. Service public de l'eau et de l'assainissement, Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse, contrat de Métropole de coopération pour une gestion durable de l'eau. La parole est à René Revol, Vice-Président.

**Monsieur REVOL**

Monsieur le Président, chers collègues, il s'agit d'une convention-cadre, j'espère que vous l'avez lue, entre l'Agence de l'eau et la Métropole, auxquelles seront associés également les syndicats de bassins, le SYBLE, le SYMBO, et pour ce qui concerne la gestion de l'eau potable la Régie publique des eaux de Montpellier.

Cette convention-cadre est préparée depuis déjà de longs mois par un travail commun des services et de l'Agence de l'eau, et fixe un programme qui porte sur deux tranches : une tranche 2015-2017 et une tranche 2017-2019, pour un total de travaux qui représente un investissement pour notre collectivité de 142 millions d'euros qui nous rend éligibles à des subventions de l'Agence de l'eau pour un montant de 24 millions d'euros. Cela tourne autour essentiellement de six objectifs.

Le premier objectif, c'est l'assainissement collectif. Notamment, la majorité de cet investissement sera consacrée à l'extension et à l'amélioration de la station de MAERA sur laquelle je reviendrai en conclusion de mon intervention.

Deuxièmement, cela concerne la pollution, les luttes contre toutes les pollutions qui se développent dans les réseaux et qu'il faut combattre de manière systématique.

Troisièmement, cela concerne l'assainissement non collectif. Nous avons déjà voté ici le principe d'une subvention aux particuliers qui rénovent leur propre station. Ainsi, cela nous rend possible cette opération avec l'Agence de l'eau.

Quatrièmement, cela concerne la gestion de l'eau potable au niveau de l'ensemble de la Métropole, pas simplement au niveau du périmètre de la Régie qui concerne les treize communes.

Ensuite, il s'agit de la gestion des milieux aquatiques qui nous permet de préparer toutes les actions que nous allons devoir prendre en compte à partir du moment où nous aurons la compétence GEMAPI, dans un an, à assumer directement.

Enfin, la coopération décentralisée d'actions internationales, notamment en ce qui concerne l'accès à l'eau potable, sur lequel notre collectivité dans la mandature précédente a pris un retard important, et qu'il s'agit de rattraper par toute une série d'initiatives.

Cela est consigné dans 68 fiches d'actions qui ont été discutées, présentées en commission, travaillées avec chacun des acteurs. C'est un cadre pour mener cette action et il s'agit maintenant de respecter ces échéances. Nous pouvons avoir, de ce point de vue, le soutien de l'Agence de l'eau.

Deux mots sur MAERA. Effectivement, l'investissement sur MAERA est important. Nous avons pu en discuter lors du comité de suivi qui rassemble la totalité des acteurs qui s'occupent de MAERA, et nous avons pu en discuter aussi à l'occasion des événements qui se sont produits le 12 août et le 23 août, et qui ont entraîné un début de pollution au niveau du Lez qui s'est répercuté et qui a obligé la commune de Palavas à interdire à la baignade les plages de Palavas pour ces deux échéances. Nous avons eu l'occasion de travailler sur ce dossier. Je voudrais apporter des précisions, dans la mesure où les choses ne sont pas toujours très nettement comprises.

Premièrement, le système d'épuration de la station MAERA a-t-il dysfonctionné à ce moment-là ? Pas du tout. La station MAERA a fonctionné du point de vue de son épuration, par rapport à la quantité hydraulique qu'elle est capable d'absorber. Il n'y a donc eu aucun dysfonctionnement de la station MAERA, et cela a été vérifié par toutes les instances de contrôle à ce sujet.

En revanche, la charge hydraulique qui arrive à MAERA était bien supérieure à sa capacité de traitement. Après le premier prétraitement qui permet d'enlever les matériaux les plus lourds, il y a eu un dévers au sein du Lez, comme c'est prévu par la législation, avec un contrôle de ce dévers. Donc, le problème qu'il s'agit pour nous désormais de régler et que nous allons chercher à régler, c'est de faire que la capacité d'accueil de MAERA, en termes hydrauliques, en masse hydraulique, puisse augmenter. C'est ce qui va se faire puisque nous l'augmentons quasiment de 30 à 40 % sur la base des investissements que nous allons réaliser, mais il s'agit aussi de pouvoir conserver au maximum la surcharge qui se présente en évitant de passer par le réseau d'assainissement.

Pour cela, nous avons depuis un an voté beaucoup de délibérations sur l'intercepteur Est, qui va permettre de développer un réseau séparatif qui évite et qui diminue la part du réseau unitaire, qui sera au terme de tous ces investissements réservé à la partie la plus ancienne de Montpellier qui ne peut pas être à cette étape modifiée.

Par là même, nous allons diminuer la charge hydraulique qui arrive. Certains bassins d'orage jouent leur rôle important par rapport à ce qui existait il y a quatre ans (de ce point de vue, cela s'est amélioré), mais il faut encore augmenter ces bassins d'orage pour permettre qu'au moment des grandes crues, il y ait la charge hydraulique la plus faible possible qui vienne sur la station de MAERA.

Nous avons pu, Monsieur le Président, en discuter directement avec l'Agglomération de l'Etang de l'Or et avec le Maire de Palavas. Ainsi, nous sommes tombés d'accord pour organiser cet investissement, pour assurer cette meilleure gestion possible de MAERA. Notamment j'ai pris l'initiative, au comité de suivi, de proposer que le suivi de ces investissements puisse être contrôlé par tous les acteurs, à commencer par la Mairie de Lattes.

Mon collègue et ami Cyril Meunier sait à quel point je suis attaché à ce que la commune de Lattes soit informée à chaque étape, notamment dans la lutte contre les odeurs qui a déjà commencé cet été par un inves-



tissement sérieux, puisse s'améliorer à cette occasion, mais également tous les autres. Il faut savoir que MAERA raccorde également des communes qui ne sont pas sur le territoire de la Métropole, parce que le bassin versant se moque de nos limites administratives. Il y a Palavas, Carnon, Saint-Aunès, Assas, Teyran, qui sont sur une autre collectivité, qui sont reliés à MAERA. Comme nous traitons cela pour le bien de tous ensembles, il faut avoir une meilleure collaboration possible entre les différentes collectivités concernées. Voilà : l'Agence de l'eau nous suit dans cette démarche. Je vous remercie.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, René Revol. Souhaitez-vous vous exprimer sur ce sujet ? Monsieur Raymond, Monsieur Larue.

Monsieur Raymond.

### **Monsieur RAYMOND**

Monsieur le Président, mes chers collègues, je tiens à remercier René Revol pour ce travail important concernant l'eau, et plus particulièrement cet accord-cadre. Pourquoi ? Parce que cet accord-cadre d'une part a été signé par beaucoup de grandes collectivités de notre petite Région. Je veux citer notamment Perpignan, Carcassonne, Narbonne, Nîmes, depuis des mois, voire des années. Cela veut donc dire que nous rattrapons un peu le retard concernant la politique de l'eau.

Deuxième point : cet accord-cadre met vraiment une politique de gouvernance de l'eau qui s'axe sur le cycle de l'eau, avec les différents volets sur les prélèvements, l'usage de l'eau et également les rejets de l'eau, avec le volet assainissement. Je pense qu'il était important d'avoir une politique globale.

Enfin, il est important en effet de le signer avec l'Agence de l'eau puisque c'est le bras financier de l'Etat en termes d'accompagnement financier, pour tous les investissements. L'Agence de l'eau finance d'autant mieux les investissements que nous proposons à partir du moment où cet accord-cadre est signé, à partir du moment où les objectifs sont fixés par l'Agence de l'eau à travers notamment son schéma directeur d'aménagement de gestion de l'eau. Je ne peux que me féliciter de ces six volets et je vous en remercie.

### **Monsieur le Président**

Merci Monsieur Raymond.

Monsieur Larue.

### **Monsieur LARUE**

Monsieur le Président, chers collègues, je voulais revenir rapidement sur les propos de Monsieur Revol sur l'incident qui s'est passé cet été à Palavas à deux reprises. Je me réjouis d'ailleurs de la coopération entre le Pays de l'Or, Palavas et notre Métropole. Je trouve que cela va dans le bon sens.

J'ai plusieurs questions sur le plan de travaux qui a été annoncé. J'ai lu dans la presse que l'on parlait de chiffre de 60 millions puis de 100 millions. D'abord, j'aimerais avoir le chiffre précis (parce qu'il y a quand même un écart assez important), avoir un peu plus de détails sur les travaux qui correspondent à cette enveloppe, le financement. Nous avons parlé de subventions de l'Agence de l'eau et c'est une bonne chose, mais dans quelles proportions notre Métropole devra-t-elle supporter le financement et comment allons-nous le structurer ?

Une question assez importante aussi sur l'anticipation de ces coûts. De mémoire, l'année dernière au mois d'octobre 2014, nous avons renouvelé la DSP sur le traitement des eaux usées qui a été attribuée à Veolia. A ce moment-là, n'avions-nous pas la possibilité (c'est une question ouverte) d'anticiper ces problématiques ? Cela a-t-il été pris en compte dans le nouveau cahier des charges assigné à Veolia ? Par ailleurs, dans ce cahier des charges, je pense qu'il est fait référence à des niveaux acceptables de nombre d'opérations de débordement par an, d'événements de débordement. Sommes-nous toujours dans les clous par rapport à ce cahier des charges ?

Monsieur Revol parlait aussi des bassins d'orage. Ces bassins d'orage, si j'ai bien compris leur fonctionnement, doivent être vides toute l'année et doivent se remplir au moment où l'on annonce les orages, pour compenser la surcharge hydraulique qui arrive. J'ai cru comprendre que ces bassins tout au long de l'année étaient pleins et que c'est une des raisons pour lesquelles il y a ces débordements. Je voudrais savoir pourquoi.

Enfin, sur la question du raccordement, j'entends qu'il y a beaucoup de communes raccordées, au-delà même de la Métropole. Tout à l'heure, nous parlions de Palavas. Je crois que c'est le fruit de l'histoire au moment de la sortie de Palavas de l'Agglomération, mais ne sommes-nous pas allés à marche forcée sur ces raccordements, sur une usine qui n'était manifestement pas dimensionnée pour accueillir tous ces raccordements ? Et les 100 millions de travaux, les 60 millions de travaux que l'on nous annonce seront-ils de nature à éviter à l'avenir ces drames ? Beaucoup de questions.

### **Monsieur le Président**

Merci. Monsieur Revol ?

### **Monsieur REVOL**

Beaucoup de questions, nous allons essayer d'être assez rapides. Du point de vue de l'investissement, concernant la station de MAERA, nous sommes dans la projection et nous sommes dans la phase d'études. Je ne peux pas détailler ces études. Elles seront détaillées devant le Conseil métropolitain lorsqu'elles seront terminées pour que nous puissions en discuter, mais c'est une enveloppe autour de 70 millions d'euros.

Pour ce qui est du financement, nous aurons certes l'Agence de l'eau, mais je tiens à rappeler à tous ici ce que certains ne savent pas (je le sais puisqu'ils m'ont posé la question, il a fallu que je réponde) : une bonne partie de ces investissements sont payés sur la base du principe que c'est l'eau qui paye l'eau. Lorsque vous payez votre eau, vous avez d'une part le prix de l'eau potable, d'autre part le prix de l'assainissement, et selon la façon dont vous rémunérez soit le délégataire, soit le coût de fonctionnement de la régie, la différence entre le prix et le coût de fonctionnement, c'est l'excédent que la Métropole peut utiliser pour organiser ses investissements.

Je tiens quand même à rappeler qu'y compris dans toutes les délégations précédentes, la majorité des investissements ont été faits par la collectivité et n'ont pas été faits par les délégataires. Il en est ainsi. Là, nous nous donnons les moyens de faire ces investissements. Justement, lorsque nous avons négocié la nouvelle DSP il y a un an et que nous l'avons présentée ici, j'ai insisté, cela n'a pas été suffisamment noté à mon avis : nous avons fait baisser le prix de rémunération de la DSP de 30 à 40 %, ce qui par là même, avec un prix inchangé pour l'usager, fait un excédent pour nous qui nous permet de financer.

Monsieur le Président et moi-même, le mois prochain, une fois que le travail aura été fait précisément, nous annoncerons le nouveau prix de l'eau qui comprend ces deux variables au 1<sup>er</sup> janvier prochain. Nous sommes en train de calculer un prix qui, certes, sera à la baisse, mais qui ne mettra pas en cause l'excédent que la Métropole doit avoir pour assurer le financement de ses investissements.

Par ailleurs, concernant les dévers, nous sommes dans le cadre du contrat et des autorisations légales qui ont été faites. Voilà les précisions que je pouvais apporter. Les bassins d'orage sont vides, ils ne sont pas pleins toute l'année, ce n'est pas vrai. Ils sont vides. Le problème est que la capacité des bassins d'orage n'est pas suffisante et qu'il faut que nous construisions un nouveau bassin d'orage, notamment en partie sur la commune de Palavas, ce qui suppose que Palavas modifie son PLU et que nous ayons des accords à ce sujet pour le faire, pour augmenter la capacité des bassins d'orage. Je crois que tout le monde est d'accord pour aller sur cette question.

Enfin, en ce qui concerne la totalité des communes raccordées à MAERA, nous pouvons réfléchir. Nous avons eu un débat en 2004 lorsque nous avons parlé de MAERA. C'est un peu dépassé, cet investissement est là ; il s'agit de réfléchir à la manière de l'utiliser au mieux. Je rappelle quand même que sur les 31 communes, il n'y en aura que quatorze qui sont reliés à MAERA, et que par ailleurs onze stations d'épuration ont été modernisées.

D'ailleurs l'une des délibérations ce soir concerne celle de Sussargues et Saint-Geniès-des-Mourgues qui va bientôt fonctionner, qui est renouvelée début novembre, que nous avons visitée l'autre jour avec les deux Maires de la commune. C'est toute une occupation de territoires qui cherchent à obéir à la logique de bassins versants. Se rejoint à MAERA ce qui obéit à ce bassin versant. C'est pour cela que Teyran et Assas sont reliés au bassin versant du Lez. Nous n'y pouvons rien : c'est la géographie qui le décide, même si la politique a décidé qu'ils étaient reliés à la Communauté du Pic Saint-Loup. Il faut réfléchir à cette logique territoriale. Maintenant, je pense que nous pouvons améliorer le fonctionnement de MAERA, mais c'est un bon dossier qui va encore nous occuper dans les quatre années qui viennent.

### **Monsieur le Président**

Simplement quelques compléments d'information sur le sujet. Je remercie une fois de plus Monsieur Revol pour tout le boulot qu'il mène sur le sujet. Monsieur Revol l'a fait remarquer en séance : c'est un petit événement, ce que nous avons fait à Palavas. Nous avons été capables, avec le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, Monsieur Rossignol, Maire de La Grande Motte, républicain, Monsieur Jeanjean, Maire de Palavas, républicain, Monsieur Revol...

### **Monsieur REVOL**

Dis-le ! Front de gauche !

### **Monsieur le Président**

Front de gauche, gauche de la gauche, et moi-même, divers gauche, nous avons été capables de discuter ensemble, en dehors de toute problématique politique, pour trouver une solution dans l'intérêt général des populations dont nous avons la charge. Mais moi, la politique comme cela, que voulez-vous que je vous dise ? Je l'aime.

Alors, qu'avons-nous négocié ensemble ? Nous avons négocié d'augmenter le bassin d'orage de MAERA. Nous avons négocié de créer un nouveau bassin d'extension à Palavas, ce qui demande à Monsieur Jeanjean de modifier légèrement l'urbanisme de Palavas. Nous avons prévu, avec Monsieur Revol, avec Monsieur Meunier, 60 millions d'euros de travaux sur MAERA. Et nous avons prévu également de remettre à niveau le poste de relevage de Palavas avec (et c'est là l'intérêt du truc) un financement croisé Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, Montpellier Méditerranée Métropole.

Si nous avons tous été arc-boutés sur des positions dogmatiques, les Palavasiens auraient continué à se baigner dans des eaux putrides. Je crois que c'est l'intelligence qui a prévalu. Voilà un raisonnement qui de temps en temps donne un peu d'oxygène à l'action publique. Je voudrais remercier tout le monde. Monsieur

Revol a dit une phrase, « *La guerre est finie.* », qui a été reprise par *Midi-Libre* – c’est tout à fait cela. Cela ne veut pas dire que nous sommes d’accord politiquement. Cela ne veut pas dire que nous avons les mêmes idéologies, les mêmes orientations politiques. Cela veut dire que nous sommes capables, en dehors de tout contexte, de dire qu’il y a un problème, que nous le réglons intelligemment et dans l’intérêt des collectivités. Cela, nous l’avons fait.

Quand j’entends des imbéciles qui disent que nous ne faisons rien, il faudrait qu’ils ouvrent les yeux. Parce qu’avec Monsieur Revol, Monsieur Jeanjean, Monsieur Rossignol, Monsieur Fina, Monsieur Manuel, mon Directeur de cabinet, nous avons fait la réunion préparatoire à la mairie de Palavas dimanche matin à 7 heures et demie du matin. Je n’ai pas fait le *base boy*, je n’ai pas dit : « *C’est nous les plus forts !* », mais nous l’avons fait.

Je mets aux voix l’affaire présentée par Monsieur Revol. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Pardon, Madame Touzard, excusez-moi.

### **Madame TOUZARD**

Très rapidement, Monsieur le Président, mes chers collègues, merci bien entendu à René Revol pour ce rapport. Simplement, je voudrais évoquer très rapidement la question des ressources en eau, celle du *reuse*, de la réutilisation des eaux usées ou des stations d’épuration. C’est un sujet d’avenir. De nombreuses villes se penchent sur la question. Ce sont des millions de mètres cubes potentiellement utilisables à l’équivalent de l’eau brute, et je pense que nous devrions très sérieusement nous poser sur la question au moins d’analyser les coûts/bénéfices de cette nouvelle source d’eau, de ce robinet d’eau que nous avons ici sur le territoire, au moins le comparer avec d’autres sources d’eau brute comme celle de BRL par exemple. Une grande partie du territoire montpelliérain est concernée, j’en suis persuadée. Je parle en tant que VPL agriculture et aux besoins d’irrigation, mais il n’y a pas que cela. Il y a aussi le nettoyage des voies, les espaces verts, etc. Je pense que là, nous avons un train à ne pas louper.

### **Monsieur le Président**

J’entends bien. Je suis prêt à étudier la question en fonction des réglementations.

### **Madame TOUZARD**

Elles sont de plus en plus favorables.

### **Madame TOUZARD**

Nous avons des opérations pilotes dans la Métropole, mais il faut savoir que les réglementations sont de plus en plus favorables.

### **Monsieur le Président**

Je mets aux voix l’affaire présentée par René Revol. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Deux abstentions. Adoptée.

## **AFFAIRE N° 7 : FINANCES – TAXE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE – TRANSFERT DE LA PERCEPTION – REVERSEMENT DU PRODUIT A MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire finances, taxe sur la consommation finale d'électricité, transfert de la perception. Max Lévit.

**Monsieur LEVITA**

Monsieur le Président, mes chers collègues, la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole implique le transfert à la Métropole de la compétence concession de la distribution publique d'électricité et de gaz. Là, nous avons affaire à un système un peu compliqué puisque les 31 communes, en ce qui concerne la taxe sur la consommation finale d'électricité, ont quatre régimes différents.

Les communes de moins de 2 000 habitants font partie automatiquement du syndicat Euro-Energie qui relève pour elles cette taxe et leur reverse 77 % ou 75 % de cette taxe.

Il y a une deuxième catégorie de communes qui sont adhérentes au syndicat et qui ont demandé au syndicat de faire le transfert à leur place.

Il y a une troisième catégorie de communes qui sont les communes adhérentes du syndicat, mais qui ne font pas le transfert. Elles reçoivent elles-mêmes le produit de la taxe.

Ensuite, il y a le quatrième type de communes qui ne sont pas adhérentes à ce syndicat et qui donc relèvent directement de la taxe. C'est le premier problème.

Le second problème est qu'il y a un taux sur cette consommation finale d'électricité, le maximum est de 8,5. C'est le taux du syndicat Euro-Energie, 8,5, mais parmi nous il y a des communes qui sont à 4 % et ensuite les autres sont presque toutes entre 8 et 8,5. Dans cette affaire, d'ores et déjà, deux communes ont accepté (c'est l'objet du rapport que je vous soumetts) de transférer à la Métropole le produit de cette taxe après l'avoir élevé à 8,5. Les autres communes sont libres, en fonction du principe de la neutralité budgétaire. Ce sera inscrit dans le rapport mais au titre des transferts de compétences, et bien sûr au montant qu'elles auront, au moment où elles transmettront. Pour l'heure, il y a deux communes qui font ce transfert, c'est la commune de Grabels et la commune de Montpellier. C'est ce que je vous propose dans ce rapport : d'enregistrer ces deux accords. Il y a ensuite un certain nombre de communes, quatre je crois exactement, qui devraient donner une réponse positive, mais nous sommes en attente de cette réponse.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur Lévit. Qui demande la parole ? Monsieur Moynier. Monsieur le Maire, vous avez la parole.

**Monsieur MOYNIER**

Merci. Je crois qu'il faut juste changer de délibération parce que la commune de Beaulieu s'est prononcée défavorablement au transfert de la TCFE. Je pense que la délibération n'est pas à jour. Est-ce que je me trompe ? Non, c'est bon. C'est une ressource dynamique que nous avons jugé bon de garder. Merci.

**Monsieur le Président**

Donc il faut modifier ?

**Monsieur LEVITA**

Pas du tout.

**Monsieur le Président**

Je vous propose de voter cette affaire avec une modification.

**Monsieur LEVITA**

Il n'y a pas de modification. Nous savons que la commune de Montaud a dit non.

**Un intervenant**

C'est Beaulieu.

**Monsieur le Président**

Sur la table, vous avez une délibération qui en tient compte.

Je mets aux voix l'affaire présentée par Max Lévit. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux contre.

## **AFFAIRE N° 8 : FINANCES – FIXATION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATIONS DEFINITIVES 2015 – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Toujours finances et toujours Max Lévit, fixation des attributions de compensations 2015.

**Monsieur LEVITA**

Monsieur le Président, mes chers collègues, je voudrais souligner l'excellent climat qui a conduit à la rédaction de ce rapport, un climat qui a été marqué par la volonté de coopération et de confiance de l'ensemble des Maires. Je soulignerai également le remarquable travail des Maires ainsi que de leurs DGS qui ont conduit ensemble un travail énorme, je dirais même un travail gigantesque qui aboutit ce soir au rapport que j'ai l'honneur et le plaisir de vous présenter. Ce rapport a été précédé d'une réunion de la CLECT qui a voté ce rapport à l'unanimité.

Le rapport, vous l'avez sous les yeux, vous l'avez lu. Je suis prêt à répondre aux questions s'il y en a. Je voudrais conclure simplement en donnant deux précisions. A la suite du rapport, cette compensation va être envoyée à toutes les mairies, aux 31 mairies. Les mairies vont devoir délibérer dans les deux mois qui viennent sur leur accord des compensations qui sont inscrites. Dans ce cas, nous avons besoin d'avoir un vote unanime des 31 communes. Si parmi les 31 communes, il y en avait une qui décidait de voter contre le rapport, tout le travail qui a été fait serait mis à bas. Dans la proposition que je vous fais ce soir, des méthodes dérogatoires ont été adoptées à l'unanimité des Maires, je le précise, mais s'il y avait un vote négatif, nous serions obligés de revenir à la méthode réglementaire qui est défavorable – ainsi en avons-nous jugé – à l'ensemble des communes. C'est le premier point.

Seconde précision : les évaluations que je vous propose ce soir ne sont ni révisées, ni indexées. Toutefois, les montants pourront être modifiés si nécessaire lors d'une prochaine CLECT, vraisemblablement janvier,

en fonction des correctifs à apporter aux données individuelles des communes puisqu'il peut y avoir encore quelques erreurs. Nous sommes convenus que la CLECT sera saisie pour un nouvel examen dans les cas suivants. Je me permets de les énoncer.

Premièrement, le transfert de la charge liée aux dispositions de la loi NOTRe relative aux charges d'action sociale.

Deuxièmement, des transferts d'emprunts relatifs aux constructions d'ouvrages et transferts d'emprunts affectés à 100 % à la compétence voirie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Troisième point, des produits de la taxe sur la consommation finale d'électricité pour les communes qui auront transféré la taxe par délibérations concordantes.

Des casernes communales pour une intégration éventuelle. Sur ce point, nous attendons la réponse de la Préfecture sur la prise en compte du transfert des casernes de pompiers dans le périmètre du transfert de la compétence incendie et secours.

Cinquièmement, de l'investissement en ce qui concerne l'aire d'accueil des gens du voyage. A l'heure actuelle, il y a une incertitude sur le calendrier d'adoption du schéma départemental et il y a une étude sur les investissements nécessaires, qui nécessiteront de refaire une évaluation à partir de 2016.

Avant-dernier point, sur le tourisme : il y a une estimation des moyens de financer un office du tourisme métropolitain ensuite qui nécessitera une étude des charges liées à la promotion du tourisme. Il y a le problème du transfert de la taxe de séjour à la Métropole.

Enfin, dernier point, le problème des amendes de police. Pour le moment, le produit des amendes de police n'est pas intégré aux évaluations 2015 mais un nouvel examen sera proposé et fera suite à l'entrée en vigueur de la réforme. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur Lévit. Qui souhaite s'exprimer sur cette affaire ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Deux contre. Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité moins deux voix.

Merci, Monsieur Lévit. Je voudrais à cette occasion vous remercier, remercier tous les Maires, remercier les Directeurs généraux des services de toutes les communes, des 31 communes, remercier les services de la Métropole, remercier Pierre Bonnal, Vice-Président qui a conduit brillamment avec Christian Fina ces travaux.

## **AFFAIRE N° 9 : HORS COMMISSION – LANCEMENT DU PROCESSUS DE DELIBERATION DU SCHEMA DE MUTUALISATION – INFORMATION**

**Monsieur le Président**

Je passe à l'affaire suivante, l'affaire 9, qui est le lancement du processus de délibération du schéma de mutualisation. Vous savez que ce schéma doit être voté absolument avant la fin de l'année 2015. Il a fait l'objet d'une quantité phénoménale de réunions. C'est un gros travail qui a été fourni et là, nous vous proposons d'en voter les premières orientations donc je passe la parole à celui qui a conduit tout cela avec brio et avec constance. Pierre Bonnal.

## Monsieur BONNAL

Il ne faut pas employer le passé composé : cela continue et cela continuera. Je pense que le schéma de mutualisation est quelque chose dont nous allons parler ce soir et dont nous parlerons dans les prochains mois, que nous serons amenés, nous, communes, à voter avant la fin de l'année. C'est le même ordre d'idée que ce que vient de présenter Max Lévitte au niveau de la CLECT.

C'est la traduction concrète de la théorie que nous avons votée l'été dernier au niveau du pacte de confiance. *« L'intercommunalité doit être considérée comme une coopérative d'actions publiques au service des communes. La Métropole place la solidarité et la coopération au cœur de son projet politique. Elle encourage notamment les communes à s'associer pour porter des projets, s'inscrivant dans la dynamique métropolitaine. »* C'est écrit noir sur blanc et nous l'avons voté.

Cette logique de coopération, de coopérative de services, c'est écrit quelque part dans la délib, c'est vraiment l'ADN du projet métropolitain. Aujourd'hui nous constatons les réductions des dotations de l'Etat : certains manifestent, d'autres non. Moi, je ne me vois pas recevoir de subventions pour alourdir la dette de la France, mais c'est mon point de vue. La rationalisation des moyens s'impose donc à nous tous.

Il va falloir réduire les doublons, et les doublons, il y en a. Il faudra en arriver bien évidemment à les supprimer. Il va falloir réaliser bon nombre d'économies en mutualisant les achats. Je ne sais pas qui parmi nous (pour une commune au moins je le sais) a participé au dernier marché sur tous les équipements micro-informatiques et autres. Je pense que nous avons pu tous constater à quel point ce marché nous a amené des économies substantielles. Il faudra renforcer l'efficacité des services, il faudra travailler ensemble.

La feuille de route, et cela fait quand même un certain nombre de mois que nous sommes dessus, en Conférence des Maires ou en Bureau, vous avez souvent eu l'occasion de l'entendre, nous avons eu longuement l'occasion d'en discuter. Il y a un travail extraordinaire, le Président vient de le rappeler, et quand je dis *« extraordinaire »*, c'est vraiment le mot, au niveau des services et ici de la Métropole, de tous, les DGS, les communes mais aussi les cadres des communes. Bon nombre de cadres travaillent partout. Vous devez les recevoir tous plus ou moins à tour de rôle, ces groupes de travail, dans les communes. Je sais que cet après-midi il y en avait un au Crès, sur le Pôle métropolitain de Castelnau. Donc ce travail avance et c'est excellent.

Vous avez ce document, cela fait quelque temps qu'il tourne et qu'il se met en forme. Il avait pour vocation au départ et il parvient (mais il n'est pas terminé, je le répète) à couvrir l'ensemble des domaines de la Métropole. C'est un état des lieux. A partir de cet état des lieux, en deuxième partie vous trouverez toutes les pistes imaginées par nos collaborateurs. Ce n'est pas fini, je le répète. Il y a encore du travail et c'est un projet qui sera toujours un projet, qui devra toujours être amélioré au fil du temps.

Il a l'avantage d'être bien écrit, mais il a aussi l'avantage, je le pense, d'être clair. C'est du concret, ce sont des choses que les communes, que la Métropole vivent au jour le jour. Il y a de tout qui est proposé. Il y aura du volontariat, et ce sera essentiellement sur la base du volontariat.

Je conclurai comme cela : il faut que nous votions, nous, Métropole, avant la fin de l'année, mais dans toutes les communes, dans les deux mois qui viennent. Sachant que, je vous le demande, je vous l'ai déjà dit plusieurs fois, nous avons besoin de toute la collaboration possible de toutes les communes. Il y a une foultitude d'idées, une foultitude de propositions qui sont véritablement remontées de la base. Faites remonter, envoyez vos gens, laissez-les s'exprimer. Je ne dis pas qu'ils ne sont pas libres de s'exprimer, mais il y en a parfois, on s'en rend compte, ils se demandent où ils mettent les pieds. Et puis on se rend compte que ces gens-là sont tout à fait capables de faire des tas de propositions très intéressantes.



J'aurai, au moins au niveau du Bureau, des prochaines Conférences de Maires, d'autres sujets à aborder parce que le 2 janvier 2016, les pôles (au moins en matière de voirie) seront en place et il y aura de vastes chantiers à traiter. Mais nous aurons l'occasion d'en reparler en matière de ressources humaines, Monsieur le Président.

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Bonnal. Le débat est ouvert. Qui veut s'exprimer ? Madame Touzard.

### **Madame TOUZARD**

Merci. C'est vrai que c'est un énorme travail dont nous disposons ici, mais je répète peut-être ici quelque chose que j'avais déjà dit en Bureau : il me semble que dans les fiches actions prospectives, elles sont de natures différentes. Il y a des fiches vraiment de l'ordre des outils, de la mutualisation des outils au niveau des services et dans le groupement de commandes, des choses comme cela, pour l'informatique, et il y a des fiches action qui relèvent par exemple de la stratégie foncière, qui renvoient à mon avis à des éléments d'harmonisation de politique entre les communes. C'est peut-être plus encore que de la mutualisation qui se cache derrière.

Je pense qu'il faut que nous reprenions cela. A mon avis, cela a été fait (comme de nombreux dossiers) dans l'urgence, etc., mais certaines fiches ont été élaborées par les services (que je remercie beaucoup pour l'immense travail qui a été fait, les groupes de travail ont été très nombreux) et je pense qu'il faut les regarder vraiment entre élus.

Deuxième chose : j'émets un vœu. Je ne l'ai pas dit tout à l'heure, mais au moment des calculs d'attributions de compensation, je me suis rendu compte que nous arrivons, au final, dans certains cas, à des dépenses en plus pour le contribuable. Quand on fait la somme avant/après, on constate certaines dépenses en plus. Je ne reviendrai pas sur les explications : dans le cas de petites communes, nous avons évalué des dépenses qui en réalité n'existaient pas jusqu'à présent. Il faut que nous soyons extrêmement vigilants sur cet aspect économies générées par ce schéma de mutualisation. Je vous remercie.

### **Monsieur BONNAL**

Je vous réponds, Madame la Vice-Présidente. Ce schéma est une expression libre à la suite du *brainstorming* (pour faire moderne). Il y a des sujets et sur tous ces sujets-là, les gens se sont investis, ont travaillé. C'est là que nous avons une foultitude d'idées et de propositions. Ne t'étonne pas que sur certains points il n'y ait pas ceci ou cela. C'est quelque chose de très évolutif et c'est cela l'important.

### **Monsieur le Président**

Monsieur Revol ?

### **Monsieur REVOL**

Je voudrais rendre hommage au travail de Pierre Bonnal et de tout le groupe...

### **Monsieur BONNAL**

Ce n'est pas Pierre Bonnal. Ce sont tous les cadres qui ont bossé.

## **Monsieur REVOL**

Laisse-moi la suite. Pierre Bonnal et tous ceux qui se sont associés à ce travail, les services à la fois de la Métropole et des communes, parce que c'était loin d'être évident. Au début, il s'agissait d'une mutualisation imposée par la loi puisque nous étions contraints de le faire d'ici la fin de l'année, alors que nous avions programmé de prendre le temps de la discussion. Cela a démultiplié le travail à faire puisqu'il fallait le faire beaucoup plus vite.

Ensuite, il faut savoir que la loi NOTRe, dont nous aurons l'occasion de reparler du caractère particulièrement nocif, va déterminer pour chaque Agglomération et Métropole un coefficient de mutualisation. Si ce coefficient de mutualisation est trop faible, cela va avoir un effet sur la DGF, sur la dotation donnée aux communes et à la Métropole. C'est un piège, il faut s'en méfier. A partir de là, il a fallu que nous travaillions sur la mutualisation, que nous transformions une mutualisation forcée en une mutualisation librement consentie. C'est ce que j'ai ressenti dans la discussion. Nous avons discuté parce que d'abord nous avons une tradition de mutualisation au niveau de cette collectivité pour essayer de faire des choses pertinentes.

Moi, je trouve qu'il y a plein d'idées intéressantes dans ce schéma. Simplement, lorsque l'on dit que l'on veut faire avec ce schéma de mutualisation des économies, je ne suis pas *a priori* contre, nous sommes tous obligés d'en faire, mais il faut toujours réfléchir avec un principe simple. Aucune économie budgétaire ne doit être faite de manière à ce qu'elle diminue la qualité et le niveau de service public rendu. C'est le critère fondamental, sinon nous ne sommes plus dans l'économie, nous sommes dans l'austérité. Il faut vraiment avoir un regard, question par question, pour permettre à cette mutualisation d'être efficace.

## **Monsieur BONNAL**

Chers collègues, au hasard j'ai sous les yeux les pages 2 et 3, plate-forme e-marchés, plate-forme e-services. Le Maire que je suis pourrait-il se payer cela tout seul ? C'est en ce sens-là, l'économie. Je pense qu'il faut nous y mettre tous au niveau des e-services, des e-marchés, et tout le reste, plan climat énergie. Qu'est-ce que je vais faire au Crès ? Pas grand-chose. A Grabels, tu ne feras pas grand-chose non plus. C'est là qu'il y a ces économies à faire, sur tous ces services-là. Y compris au niveau qu'a dit Madame le Maire. C'est là-dessus que nous allons gratter. Il n'est pas joli, le verbe gratter, mais cela va y ressembler.

## **Monsieur le Président**

Merci Monsieur Bonnal. Je mets aux voix l'affaire 9, lancement du processus de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et des communes. Qui est contre ? Deux contre. Qui s'abstient ? Adoptée.

## **AFFAIRE N° 10 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – MODIFICATION DES STATUTS DE L'OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER, EN VUE DE LA CREATION D'UN OFFICE DE TOURISME METROPOLITAIN – APPROBATION**

## **Monsieur le Président**

Affaire 10 : développement économique, modification des statuts de l'office de tourisme. Je vais donner la parole à Chantal Marion. Vous savez que le choix a été fait de doter la Métropole de la compétence tourisme. L'office de tourisme de Montpellier bien sûr, mais pas seulement puisque dans d'autres communes existent des offices de tourisme. Je crois que c'est l'échelle pertinente pour travailler sur le tourisme, entre la Métropole et la Région, qui a également une compétence sur ce secteur, mais dans une politique qui valorise tout le territoire métropolitain, ainsi que le grand territoire de la Métropole. Le tourisme est une fonction qui intéresse beaucoup le Pôle métropolitain, le Parlement des territoires et notamment les 52 Communautés

de communes qui pour la plupart vivent du tourisme au travers des gîtes pour la montagne, de la campagne, des stations balnéaires, etc. C'est une petite révolution que de prendre la compétence tourisme à la Métropole. Chantal Marion.

## **Madame MARION**

Merci Monsieur le Président. Mes chers collègues, comme l'a dit le Président, la loi de modernisation de l'action publique territoriale du 27 janvier 2014 prévoit le transfert à la Métropole des compétences relatives à la promotion du tourisme, dont la création de l'office du tourisme. Ainsi, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la Métropole est devenue autorité compétente en matière de politique touristique sur l'ensemble du territoire intercommunal. En application de la convention de gestion pour l'exercice transitoire des compétences de la Métropole par les communes, celle-ci assure jusqu'au 31 décembre 2015 (et c'est très important pour la Métropole) sur leur territoire les missions qu'elles exerçaient jusqu'alors et qui relèvent de Montpellier Méditerranée Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Dans la perspective de l'achèvement de la période transitoire, il est nécessaire évidemment de créer dès 2016 un office métropolitain ayant pour objectif de développer une stratégie et des actions touristiques communes à l'ensemble du territoire, basées sur les spécificités et complémentarités de chacune de ses composantes.

Alors, cette création évidemment, comme l'a dit le Président, est délicate. Elle concernerait tout particulièrement les communes disposant déjà d'un office de tourisme, Montpellier et Castries entre autres, ainsi que celles disposant de ce que l'on appelle des points d'information touristiques telles que Villeneuve-lès-Maguelone et Lattes.

Je ne vais pas vous rappeler que le tourisme est un secteur stratégique qui fait partie des sept piliers de la Métropole et que sur notre territoire, le secteur touristique emploie à l'heure actuelle près de 23 000 salariés. Il s'agit de la première industrie. Ce mot « industrie » est important pour la Métropole et pour la future Grande Région avec 7 millions d'euros de recettes, soit 12 % du PIB départemental. Nous sommes la quatrième destination touristique française et la première en matière d'hôtellerie de plein air.

Dans cette optique et dans la continuité du dispositif de coordination instauré pour organiser le transfert de compétences, il y a eu l'organisation d'un groupe de travail thématique spécifique sur le sujet du tourisme qui a été acté lors de la Conférence des Maires du 9 février 2015. Des débats et travaux de réflexion ont été menés par les élus et les cadres territoriaux concernés. A cette occasion, je veux remercier tous les Maires des communes ou les DGS qui ont participé à toutes les réunions qui ont été très nombreuses de façon à ce qu'il y ait des décisions communes. Tout le monde s'est écouté et c'est très important. A l'issue, la fusion des offices du tourisme de Montpellier et Via Domitia, et l'intégration des points d'information de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone (maintenus sous l'appellation de « bureaux d'information touristique ») a été proposée.

Ce projet évidemment va entraîner et a entraîné une modification des statuts de l'association de l'office de tourisme de Montpellier, c'est-à-dire l'élargissement de son périmètre et la modification de sa gouvernance, ce qui n'est pas rien, vous le pensez. Donc, d'une manière consensuelle, il a été demandé aux Maires, aux Adjoints, et il a été décidé le maintien de la forme associative qui va conférer le plus de souplesse et d'adaptabilité possible à la future entité politique, dans la perspective évidemment d'une évolution à moyen terme de ces statuts. Il est proposé au Conseil de bien vouloir approuver le maintien de la forme associative comme structure juridique, d'approuver le principe de la création d'un office du tourisme métropolitain, et d'autoriser le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au Conseil d'administration de l'office de tourisme de Montpellier à participer à l'élaboration future des nouveaux statuts de cet office de tourisme métropolitain.

## **Monsieur le Président**

Merci, Madame Marion. Qui souhaite prendre la parole ? L'échelle pertinente de l'exercice de la compétence tourisme, c'est le grand territoire, le territoire métropolitain au sens large, et le territoire régional. Là, on colle au terrain réel, au pays réel.

Je mets aux voix. Contre ? Deux contre. Abstentions ? Adoptée. Je vous en remercie.

## **AFFAIRE N° 11 : HORS COMMISSION – CREATION, GESTION, EXTENSION ET TRANSLATION DE CIMETIERES – DEFINITION DE L'INTERET METROPOLITAIN – APPROBATION**

### **Monsieur le Président**

Affaire 11, c'est la création, la gestion, l'extension et la translation de cimetières. C'est la définition de l'intérêt métropolitain. C'est une décision que nous avons prise en particulier avec l'ensemble des élus de la Ville de Montpellier mais aussi avec d'autres élus métropolitains, d'autres Maires. Sous la houlette du Vice-Président Laurent Jaoul, nous avons fait le constat que les cimetières deviennent souvent trop petits, qu'ils ne correspondent pas à la demande, d'autant que (vous connaissez la loi dans notre République) le cimetière a une enceinte laïque mais qu'à l'intérieur de cette enceinte laïque, peuvent être installés des carrés confessionnels de différentes religions.

Il se trouve que, pour la religion musulmane, les carrés confessionnels sont extrêmement réduits, et que cela crée vraiment des problèmes dans les familles lorsqu'il y a un décès : la mise en terre ne peut pas se faire dans une tombe, puisqu'il manque des tombes. Nous avons voulu pallier cela et nous avons pris la décision de créer un cimetière métropolitain qui pourra répondre à cette demande pour les 31 communes. Mais avant de faire cela, et de le construire (et nous avons travaillé sur ce dossier avec Laurent Jaoul en tant que Vice-Président de la Métropole et Lorraine Acquier qui est chargée du dossier à la Ville de Montpellier), il faut transférer, il faut créer la compétence du cimetière à la Métropole, cimetière métropolitain. C'est l'objet de cette affaire.

C'est une affaire très importante parce qu'elle répond à une véritable demande des familles. Cela évitera qu'il y ait des conflits dans des moments difficiles, puisque les familles se retournent vers les Maires qui veulent les accueillir et quelquefois, c'est un parcours du combattant. Tous ceux qui sont en charge de l'action publique – les Maires, les Adjoints – connaissent cela par cœur. C'est une véritable réponse à un problème qui a été soulevé par plusieurs élus, ceux de Montpellier en particulier, et aujourd'hui nous y répondons par cette création de compétences, Monsieur Jaoul puis Madame Acquier.

### **Monsieur JAOUL**

Monsieur le Président merci, mes chers collègues.

### **Monsieur le Président**

Et Monsieur Meissonnier, pardon.

### **Monsieur JAOUL**

Vous venez d'évoquer ce projet de cimetière métropolitain et les différents types d'équipements que nous aurons à y investir. Je crois qu'il faut une vraie volonté politique parce que les cimetières (vous venez de l'évoquer), c'est quelque chose de très particulier. Nous sommes souvent dans l'émotionnel et c'est un sujet

qui effraie beaucoup de monde, celui de la mort. C'est l'échéance ultime. C'est la fin. C'est tellement sensible qu'il va falloir aller dans le cœur du projet pour aller vers la vie de ce cimetière, parce que dans un cimetière, il y a aussi de la vie.

Il va falloir porter ce projet auprès du grand public mais aussi auprès des représentants des communautés religieuses, vous l'avez évoqué, puisque c'est une donnée qu'il va falloir prendre en compte naturellement, même si cela n'est pas toujours simple à coordonner. Un cimetière, c'est vivant. C'est un lieu bien entendu d'inhumation, c'est aussi un lieu de recueillement. C'est un lieu de vie, un lieu de partage, avec une philosophie spécifique à chacun, très différente pour chacun d'entre nous. Nous touchons à la sociologie, nous touchons à l'humain, nous touchons à l'archéologie, nous touchons à l'urbanisme, nous touchons également au paysager, nous touchons au bâtiment, et finalement, avec ce projet, je crois que nous travaillons pour l'éternité.

### **Monsieur le Président**

Vous avez raison, Monsieur Jaoul, de présenter les choses comme cela.

### **Monsieur JAOUL**

Je voudrais d'ailleurs associer à ces remerciements les services de la Métropole, les services de la Ville, mais également notre collègue Lorraine Acquier avec qui je travaille en étroite collaboration sur ce sujet. Finalement, je crois que dans votre vision, Monsieur le Président, ce projet sera représentatif et je souhaite du fond du cœur qu'il fasse honneur à nos défunts. Je vous remercie.

### **Monsieur le Président**

Madame Acquier.

### **Madame ACQUIER**

Je serai moins lyrique que le Vice-Président Laurent Jaoul. Simplement c'est un sujet que nous avons, au sein du Conseil municipal de Montpellier, abordé régulièrement. C'est un sujet sur lequel nous interpellent régulièrement les Montpelliérains. C'est un sujet sur lequel les services de la Ville de Montpellier ont déjà beaucoup travaillé et se mettront au service de la Métropole pour vous accompagner sur ce projet-là. La Ville de Montpellier a une excellente réputation en termes de gestion des carrés confessionnels. Nous serons là pour accompagner la création de ce service métropolitain.

### **Monsieur le Président**

Monsieur Meissonnier.

### **Monsieur MEISSONNIER**

Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais souligner l'intervention qu'a faite Pierre Dudieuzère, que j'ai l'honneur et le privilège de représenter ce soir, lors de la Conférence des Maires et Vice-Présidents, qui souhaite justement que les services de la Métropole portent une attention particulière à sa proposition de faire ce cimetière métropolitain sur son territoire, étant donné qu'il propose un terrain qui serait mis à disposition. Comme je représente Pierre Dudieuzère ce soir, je me permets de souligner son intervention quand il s'agit de ce sujet-là.

## **Monsieur le Président**

Merci Monsieur Meissonnier. Je tiens à dire que la première partie de la réflexion porte sur l'extension du cimetière Saint-Etienne de Grammont qui deviendrait métropolitain, mais que, à l'avenir, rien n'est arrêté sur la possibilité d'installer d'autres cimetières métropolitains dans deux autres zones de la Métropole qui pourraient être l'Est et l'Ouest. Tout cela pourrait être concevable à terme.

Je crois que nous devons tout de suite prendre la décision de le créer sur l'espace dont nous disposons et sur lequel des études ont déjà été menées : non seulement cela intéresse la ville de Montpellier, mais cela intéresse toutes les communes. J'ai eu le cas à plusieurs reprises de décès qui se sont passés dans la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, que nous n'avons pas pu recevoir parce que nous n'avions pas la disponibilité. Heureusement que d'autres Maires de la Métropole les ont acceptés, notamment le Maire de Castelnau. Il n'est pas là mais je le cite, et je cite Madame Dardé, cela s'est posé à plusieurs reprises et je l'en remercie.

Mais nous ne pouvons pas faire tout le temps du troc en dernière minute, lorsque l'on connaît la détresse des familles et que l'on agit dans l'urgence. Ce n'est pas cohérent et pas correct. Donc nous avons pris la décision de faire passer cette compétence à la Métropole, ainsi nous pourrions répondre sur l'ensemble du territoire métropolitain à une demande réelle, effective, et qui correspond en termes de carrés confessionnels au nombre de personnes présentes sur l'ensemble des communes et qui appartiennent à des confessions différentes. C'est tout simple, c'est adapter la proposition en fonction de la sociologie et en fonction de la demande du peuple métropolitain.

## **Monsieur le Président**

Monsieur Fina me souffle à l'oreille, il a tout à fait raison, que cela ne remplace pas les cimetières communaux. Ce sont deux structures. Il y a les cimetières communaux et puis il y a le cimetière métropolitain dans lequel seront aménagées un certain nombre de tombes qui pourront répondre à la demande.

Je mets aux voix l'affaire 11. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. C'est quand même approuvé à l'unanimité des exprimés.

## **AFFAIRE N° 12 : HORS COMMISSION – COMEDIE DU LIVRE – MANIFESTATION D'INTERET METROPOLITAIN – APPROBATION**

## **Monsieur le Président**

Affaire 12 : Comédie du livre. En l'absence du Vice-Président, empêché, je vais présenter cette affaire qui est le transfert de la Comédie du livre, qui est une opération montpelliéraine à la Métropole. Elle est déjà effective, cette opération-là. Déjà, les médiathèques de la Métropole reçoivent lors de la Comédie du livre un certain nombre de manifestations avec des auteurs, sur l'ensemble du territoire métropolitain. Mais là, nous changeons le fonctionnement. La gouvernance de la Comédie du livre passera de la Ville à la Métropole. Ce sera accompagné aussi par un changement au niveau de l'association Cœur de livres et de la gouvernance de l'opération.

La manifestation sur la place de la Comédie ne bougera pas mais il y aura dans toutes les médiathèques de la Métropole des manifestations accrues lors de la Comédie du livre, avec la présence d'auteurs et la présence des livres, bien sûr, et des manifestations autour du livre.

Qui veut prendre la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Deux abstentions.

**AFFAIRE N° 13 : HORS COMMISSION – PARC GERARD-BRUYERE – EQUIPEMENTS D'INTERET METROPOLITAIN – MODIFICATION DE LA LISTE DES EQUIPEMENTS TRANSFERES – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 13, parc Gérard-Bruyère, équipement d'intérêt métropolitain, modification de la liste d'équipements transférés. Là, le projet de parc multiglisser (cher au Maire de Baillargues) Gérard-Bruyère initié par la commune de Baillargues enfin entre en phase opérationnelle sur un site de 12 hectares. Il comprend un bassin de pêche et un plan d'eau aménagé pour la pratique des sports de glisse. Le parc Gérard-Bruyère, soutenu financièrement par l'Etat, 400 000 euros, et par la Région Languedoc-Roussillon, 2 millions d'euros, bénéficiera d'un rayonnement local, régional, voire national, avec possibilité d'organiser des compétitions fédérales de wakeboard et d'être retenu comme site d'entraînement de l'équipe de France. Il générera pour la Métropole des retombées économiques liées à une activité touristique et sportive à l'entrée Est de son territoire, immédiatement accessible depuis l'autoroute A9 et depuis le réseau ferré, huit minutes du centre-ville de Montpellier. Il est donc proposé de qualifier cet équipement « d'intérêt métropolitain » et d'approuver son transfert à compter de la notification du contrat de délégation de service public relatif à son exploitation.

Qui souhaite intervenir sur cette affaire ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Madame Touzard.

**Madame TOUZARD**

Juste une petite précision. Cela s'accompagne de transferts de charges, j'imagine. Les calculs sont faits un peu selon les mêmes méthodes de calcul que nous avons eues ? Comment cela se passe-t-il ? Je ne sais pas si ma question est claire.

**Monsieur le Président**

La réponse est : c'est à discuter. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N° 14 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) – COMMUNE DE COURNONSEC – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 14 : modification simplifiée du plan local d'urbanisme de la commune de Cournonsec. Qui veut des explications auprès de Madame Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Deux abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE N° 15 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –  
MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) – COMMUNE DE RESTINCLIERES  
– APPROBATION**

**PRESIDENT**

Affaire 15 : modification du PLU de la commune de Restinclières. Je mets aux voix, si personne ne demande d'explication. Contre ? Abstentions ? Deux abstentions, adoptée.

**AFFAIRE N° 16 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –  
MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – COMMUNE DE MURVIEL-LES-  
MONTPELLIER – PARTICIPATION DE LA METROPOLE A UNE ETUDE DE PROJET UR-  
BAIN – CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 16 : commune de Murviel-lès-Montpellier, participation de la Métropole à une étude de projet urbain, convention de groupement de commandes. Qui veut des explications auprès de Stéphanie Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Deux abstentions.

**AFFAIRE N° 17 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –  
MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL URBANISME (PLU) – COMMUNE DE BAIL-  
LARGUES – MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC**

**Monsieur le Président**

Affaire 17 : modification simplifiée du PLU de la commune de Baillargues. Qui veut des explications ? Personne ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 18 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –  
MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) – COMMUNE DE  
SAINT-GENIES-DES-MOURGUES – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

18 : modification du PLU de la commune de Saint-Geniès-des-Mourgues. Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.



**AFFAIRE N° 19 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SITE NATURA 2000 HAUTES GARRIGUES DU MONTPELLIERAIN – CONVENTION DE PARTENARIAT – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE 23/09/2015 2 N° OBJET**

**Monsieur le Président**

Affaire 19 : site Natura 2000 Hautes garrigues du Montpelliérain, convention de partenariat, autorisation de signature. Madame Jannin, vous nous dites un mot des affaires 19, 20, sur les sites Natura 2000.

**Madame JANNIN**

Monsieur le Président, chers collègues, nous sommes, la Métropole, partenaire de trois zones Natura 2000, et pilote de l'une d'elles. Les deux affaires qui suivent traitent donc deux de ces zones Natura 2000 et il s'agit d'une convention de partenariat pour animer ces deux zones Natura 2000. Le financement se fait à 80 % par l'Etat et l'Europe, et à 20 % par les collectivités. Le montant est défini au prorata de la surface du site. Nous avons pour la première zone Natura 2000 une faible proportion de notre territoire qui est incluse dans cette zone. Nous avons de ce fait une assez faible contribution. C'est le cas également pour la zone Natura 2000 Montagne de la Moure et Causse d'Aumelas, mais je rappelle la grande cohérence et l'intérêt que la Métropole participe à ces réflexions aux côtés des autres territoires, car l'environnement ne s'arrête pas aux frontières administratives et c'est un lieu où nous décidons des choses et où nous observons collégialement le territoire.

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications complémentaires sur les propos de Madame Jannin qui concernent les affaires 19 et 20 ? Je mets aux voix l'affaire 19. Contre ? Abstentions ? Deux abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE N° 20 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SITE NATURA 2000 MONTAGNE DE LA MOURE ET CAUSSE D'AUMELAS – CONVENTION DE PARTENARIAT – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 20. Contre ? Abstentions ? Deux abstentions, adoptée.

**AFFAIRE N° 21 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – CONVENTION POUR LA GESTION DU SITE DES SALINES DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE POUR L'ANNEE 2015 – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 21, convention pour la gestion du site des salines de Villeneuve-lès-Maguelone. Qui veut des explications complémentaires auprès de Madame Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Deux abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE N° 22 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROJET URBAIN PARTENARIAL – COMMUNE DE SUSSARGUES – CONVENTION AVEC FDI PROMOTION – CONVENTION DE REVERSEMENT AVEC LA COMMUNE DE SUSSARGUES – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 22 : projet urbain partenarial, commune de Sussargues, convention avec FDI. Demandes d'explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 23 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROJET URBAIN PARTENARIAL – COMMUNE DE JUVIGNAC – SECTEUR CARRIERE DE L'ORT – CONVENTIONS AVEC LA SCCV DOMAINE DE BELROSE ET LA SARL KALITHYS – CONVENTIONS DE REVERSEMENT AVEC LA COMMUNE DE JUVIGNAC – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 23, projet urbain partenarial, commune de Juvignac secteur carrière de l'Ort. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 24 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ETUDES DE RENOVATION THERMIQUE DE COPROPRIETES – MANDAT D'ETUDES A LA SAAM – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 24, étude de rénovation thermique des copropriétés, mandat d'études à la SAAM. Madame Jannin.

**Madame JANNIN**

La Métropole a répondu à l'appel à projets Ecocités Villes de demain qui vise à soutenir des opérations de rénovation énergétique. Cette candidature a d'ailleurs été approuvée par le Conseil de Communauté d'agglomération de Montpellier le 18 décembre 2014 par délibération. Aujourd'hui, nous faisons partie des trois villes françaises qui ont été retenues pour engager ce programme de rénovation thermique des copropriétés privées. C'est donc une grande réussite et un engagement encore une fois pour l'aménagement durable du territoire puisque, sur notre territoire, ayant peu d'industries, l'émission de nos gaz à effet de serre est principalement liée à la dépense énergétique de l'habitat, le chauffage, et au transport.

Là, nous pouvons nous y attaquer dans de bonnes conditions, avec un montage très précis qui a été fait. Cette rénovation thermique des copropriétés à la fois permet de s'attaquer à cette question environnementale, mais elle permet aussi d'avancer en ce qui concerne la précarité énergétique, et elle soutient également l'emploi dans notre territoire. Vous savez que l'emploi lié au bâtiment est extrêmement important. Le montage que nous avons réussi à mettre en avant permet que, pour un euro investi par la Métropole, ce sont 19 euros de retombées en termes d'emploi et de construction, de marchés de travaux sur le territoire. Là, nous en sommes à l'étape dans cette délibération où nous confions à la SAAM un mandat d'études pour réaliser maintenant les études techniques plus approfondies qui permettront donc aux copropriétés de voter les travaux proposés.

## **Monsieur le Président**

Qui demande des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Deux contre. Abstentions ? Deux abstentions. Adoptée.

## **AFFAIRE N° 25 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE MONTPELLIER – ETUDE STRATEGIQUE DE RECONQUETE URBAINE ENTRE LA COMEDIE ET LE LEZ DANS LE CADRE DE LA REVISION DU SCOT ET DE L'ELABORATION DU PLUI – APPROBATION**

## **Monsieur le Président**

Affaire suivante, étude stratégique de reconquête urbaine entre la Comédie et le Lez, dans le cadre de la révision du Schéma de Cohérence Territoriale et de l'élaboration du PLUi. Madame Jannin.

## **Madame JANNIN**

Situé au cœur de la ville de Montpellier, le secteur Comédie/Esplanade jusqu'au Lez peut constituer un trait d'union essentiel entre la ville et le Lez. De par sa position stratégique, son réaménagement permettrait d'améliorer la couture urbaine entre le centre historique et les extensions plus récentes qui ont été faites lors de ces dernières décennies, et ainsi de participer de manière essentielle au travail que nous menons sur le centre-ville.

La localisation du secteur d'étude, qui est à la charnière de la ville historique et d'Antigone, qui représentait la première extension d'envergure de la centralité urbaine, impose d'améliorer la qualité de fonctionnement du site et sa qualité urbaine, en définissant une programmation plus adaptée et en tenant compte des bâtiments administratifs situés sur ce secteur. Nous anticipons par cette étude les éventuels et probables départs qui s'engagent concernant ces bâtiments administratifs.

Je cite un peu les institutions que nous trouvons dans ce secteur aujourd'hui : l'INSEE, les Finances publiques, le Conservatoire des espaces naturels, l'UNIFAF, l'URIOPSS, la DREAL, la DIRECCTE – un certain nombre de lieux qui nous obligent aujourd'hui à nous questionner.

Nous avons tenu à ce que cette étude soit portée par la Métropole, conjointement avec la ville, puisqu'il s'agit bien d'un enjeu métropolitain lié au centre de la ville centre. Il s'agit donc de lancer une réflexion en retenant une équipe pluridisciplinaire qui sera composée au moins d'un architecte urbaniste, d'un paysagiste et d'un programmiste. L'objectif de cette étude sera de définir une stratégie de reconquête urbaine, d'établir une programmation urbaine et de stratégie économique, d'affirmer et développer des liaisons entre la ville et le Lez, et enfin de reconquérir un tissu urbain existant.

## **Monsieur le Président**

Merci Madame Jannin. J'ai modifié un peu le trait de crayon sur ce sujet. Il n'y a pas une photo du plan ? C'est dommage. J'ai intégré dans le périmètre l'hôtel de Région. Est sorti hier soir sur le blog de France 3 Midi-Pyrénées le projet jusqu'alors caché d'agrandissement de l'hémicycle du Conseil régional de Toulouse. Cela veut dire que Monsieur Alary n'a raconté que des salades, ou alors on lui a dit des choses, il les a répétées sans vérifier. L'hôtel de Région et l'hémicycle, il est prévu qu'il soit à Toulouse. Monsieur Malvy l'a prévu depuis longtemps puisque l'affaire a été votée et envisagée en commission permanente en juin.

Ce document est en ligne sur le blog de France 3 Midi-Pyrénées. Puisqu'il faut 153 places et que l'amphithéâtre est trop petit à Toulouse, il faut faire des travaux. D'ailleurs, vous avez vu à quel point Monsieur Malvy était en colère lorsque Madame Delga a dit que les réunions du Conseil régional se passeraient à Montpellier. Evidemment ! Il avait déjà engagé le projet au niveau architectural.

Donc, j'ai encerclé l'hôtel de Région en rouge. Nous ne savons pas ce qui va se passer : si jamais l'hémicycle est déplacé à Toulouse, il faudra bien que nous nous occupions de ces grands bâtiments magnifiques, et peut-être que nous pourrions envisager d'y installer des entreprises, voire d'autres institutions. Il y a des bureaux, il y a l'hémicycle, il y a des choses. J'ai modifié le trait. Au lieu qu'il s'arrête au Lez, il a franchi le Lez pour attraper (que dis-je, étreindre) l'hôtel de Région. Il faut qu'ils arrêtent de mentir, qu'ils disent les choses. Il ne faut pas avoir peur du peuple.

Je mets aux voix l'affaire présentée par Madame Jannin. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE N° 26 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ECOCITE – COMMUNES DE LATTES ET DE PEROLS – CONCESSION D'AMENAGEMENT ODE A LA MER – COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE EXERCICE 2014 – SOCIETE D'AMENAGEMENT DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER (SAAM) – AVENANT A LA CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire suivante, c'est quelle affaire ? 26. Ecocité, commune de Lattes et de Pérols, aménagement ODE à la mer, compte rendu, c'est le CRAC. Qui veut des explications auprès de Madame Jannin ? Je vous en prie.

**Monsieur FOURCADE**

Bonsoir. Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente, chers collègues, je suis séduit par la philosophie du projet ODE. Nous avons tous fait le même constat sur ce secteur avec des zones commerciales vieillissantes, le long de la route de la Mer, qui ne répondent plus aux besoins et aux attentes des consommateurs, avec des enseignes commerciales en difficulté, avec un besoin urgent de construire des logements ici, avec des points noirs hydrauliques à supprimer.

C'est vrai qu'ODE, dans la description que l'on en fait dans la délibération, permet de se donner les moyens de reconquérir ces secteurs du Fenouillet, du Solis et du Soriech. D'une façon générale donc, j'y suis tout à fait favorable, mais il y a des zones d'ombre et des incohérences dans le projet qui aujourd'hui me bloquent – vous allez peut-être pouvoir m'éclairer.

Les zones d'ombre d'abord. Nous avons bien compris le concept de déménager les enseignes du Fenouillet vers le Pôle ODE acte I qui va être construit par le groupe Frey, et de libérer ainsi le foncier du secteur ODE II pour réengager des futures constructions. Ainsi, en zone inondable du Fenouillet, il est prévu de recréer des bassins de rétention et de résoudre ainsi une partie des difficultés hydrauliques du secteur. Très bien. C'est la SAAM, si j'ai bien compris, qui va se porter acquéreur du foncier libéré pour le compte de la collectivité. Mais aujourd'hui, qui va financer la déconstruction de hangars existants ? En zone non inondable du Fenouillet, la SAAM va également se porter acquéreur du foncier pour permettre la construction de projets immobiliers, mais idem : qui va supporter les dépenses liées au démantèlement et à la déconstruction de hangars existants ?

**Monsieur le Président**

C'est nous.

**Monsieur FOURCADE**

C'est la collectivité ?

**Monsieur le Président**

C'est la SAAM.

**Monsieur FOURCADE**

D'accord. Je ne le vois pas apparaître dans les bilans financiers. Ma crainte était (mais elle est résolue) que cela devienne une friche pendant dix, vingt ou trente ans, le temps de démonter ces hangars si nous n'avions pas le financement.

Sur les incohérences du projet qui me bloquent aujourd'hui, je lis dans le corps de la délibération des mots et des phrases comme « *construire la ville de la biodiversité* », « *renforcer les trames bleues et les corridors hydrologiques* », « *restituer des corridors écologiques* ». Très bien, j'y souscris à 100 %.

Mais derrière, on va libérer des terrains sur les coteaux de la Lironde pour y construire des logements. C'est sur la commune de Lattes. Ces terrains surplombent le cours d'eau de la Lironde et déjà dans les travaux d'aménagement du chenal de la Lironde, toute la ripisylve de ce secteur est abattue. C'était le prix à payer pour la protection hydraulique de Lattes et de certains quartiers montpelliérains.

Sur ces coteaux de la Lironde, il reste quelques secteurs boisés dont certains sont classés, comme des îlots isolés qui sont le refuge de toute la faune locale. J'entends les hiboux petits-ducs, les hiboux moyens-ducs, les chouettes chevêches, chauves-souris, etc. On n'imagine pas la richesse qu'il y a dans ces espaces-là.

Alors que le projet ODE est censé reconquérir et reconstruire sur de l'ancien obsolète pour faire du neuf fonctionnel, alors qu'ODE est censé économiser notre capital foncier, alors qu'ODE est censé reconquérir les espaces abîmés d'un point de vue hydraulique et en termes de biodiversité, vous nous proposez le contraire dans la délib sur ce secteur des coteaux de la Lironde. C'est ce que je ne comprends pas. On va abîmer ce qui a été préservé jusqu'à présent.

Vous l'avez perçu d'ailleurs, parce que vous indiquez une petite parenthèse dans la délibération qui n'est pas innocente. Vous indiquez : « *une attention particulière sera portée aux coteaux de la Lironde en particulier* ». Vous répétez deux fois le mot « *en particulier* ». Cette incohérence, vous l'avez bien perçue, vous nous dites : « *Nous allons faire attention.* »

Ce secteur des Hauts de la Lironde au départ devait être réservé pour implanter le projet du Pôle autonomie santé. Ce Pôle autonomie santé, cela fait dix ans que l'on nous en parle et aujourd'hui, rien n'est sorti, rien ne sort. Ce Pôle n'est même pas aujourd'hui évoqué dans la délibération. D'un secteur qui devait tourner autour de ce projet structurant, aujourd'hui on fait un prétexte à bâtir en y construisant un nouveau lotissement isolé, déconnecté de la trame de Lattes centre, de la zone urbaine de Lattes centre, ce qui va à l'encontre de toutes les logiques urbanistiques actuelles où l'on doit s'appuyer sur le bâti existant plutôt que d'aller reconstruire des îlots isolés. Ne faisons pas un énième quartier dans la commune de Lattes. Nous avons déjà Maurin, Lattes centre, Boirargues, les Marestellles, la Céreirède. N'y ajoutons pas les hauts de Lattes, cela n'a pas de sens.

Construisons d'abord ces logements le long de l'avenue de la Mer, activons les acquisitions foncières pour reconquérir le Soriech et le Solis, faisons tout pour économiser notre espace foncier et préserver les espaces naturels, si petits qu'ils soient. De mon point de vue, vous l'avez compris, cette opération des hauts de la Lironde va à l'encontre des objectifs et de la philosophie du projet ODE dans son ensemble. Je vous remercie.

### **Monsieur le Président**

Je vous ai bien entendu mais je vais vous dire exactement ce que j'ai dit tout à l'heure concernant Montpellier. C'est un débat latto-lattois. Il y a ce qui concerne le projet ODE, mais pour ce qui est de l'urbanisme de Lattes, c'est un débat qui intéresse le Conseil municipal de Lattes.

### **Monsieur FOURCADE**

Je me permettais d'en parler parce que c'est le cœur du débat.

### **Monsieur le Président**

C'est votre droit de vous exprimer en assemblée publique. Il n'y a pas de problème. Mais je recadre votre intervention dans un contexte qui est celui de la Métropole. Pour la Métropole, que vous parliez du projet ODE, ok. Que vous fassiez la critique de l'urbanisme de Lattes dans son ensemble, c'est une façon de procéder qui appartient au Conseil municipal de Lattes, qui n'appartient pas au Conseil métropolitain. D'ailleurs, Monsieur le Maire a demandé la parole je crois.

### **Monsieur MEUNIER**

Mon cher Maire de Montpellier, vous vous trouvez dans la situation des Maires de l'Agglomération qui écoutent régulièrement les débats montpelliéro-montpelliérains dans l'enceinte de l'Agglomération. Nous sommes habitués, nous les Maires de l'Agglomération, à écouter les débats et les joutes oratoires entre Montpelliérains de tous bords. Nous avons la chance, vous comme Jean-Pierre Grand et moi-même, d'avoir (je crois que nous sommes les trois seuls) nos opposants à l'intérieur de ce Conseil d'Agglomération, ce qui est la marque de cette loi qui nous a mis en Métropole en nous donnant la proportionnalité.

Tant mieux, cela permet à Monsieur Fourcade de s'exprimer sur les désaccords qu'il a avec nous, avec la majorité. Parce que c'est la majorité qui dirige à Lattes, la majorité donnée par les électeurs sur un programme clairement défini il y a de cela 18 mois. Il y a 18 mois, les électeurs lattois ont choisi entre plusieurs visions de ce que devait devenir Lattes, et ils ont choisi de nous confier, à moi et à mon équipe, la conduite de la commune à 51 %. Evidemment, il y a des opposants. Ils ont tribune au Conseil municipal, ils ont tribune ici et j'en suis ravi, c'est ce que l'on appelle la démocratie.

Cela étant, nous ne faisons pas n'importe quoi à Lattes. Après quinze ans de mandat, après avoir gelé l'urbanisme pour rattraper les erreurs du passé faites par les personnes qui ont soutenu Monsieur Fourcade à la dernière élection municipale de Lattes, nous avons établi un plan d'aménagement qui a plusieurs objectifs.

Le premier objectif est déjà de valoriser les terrains que, via la politique de l'urbanisation de la Métropole et à travers le SCoT, nous avons pu irriguer par les tramways et les modes de déplacements doux. Nous avons également décidé d'aménager le Nord de la commune de Boirargues pour éviter que Boirargues se retrouve en première ligne, à 300 mètres du TGV et de l'autoroute qui nous font le plaisir de traverser et de zébrer notre commune. Nous avons également décidé d'offrir à Lattes (mais surtout à l'ensemble de la Métropole de Montpellier) l'un des pôles d'excellence européens, si ce n'est le pôle d'excellence européen en matière de recherche et de développement, en matière d'aide technique et technologique.

Mais vous savez, quand on bâtit un bâtiment public de 4 500 mètres carrés qui va servir à définir peut-être une des premières filières industrielles du bassin montpelliérain, il faut faire évidemment de l'immobilier, et nous allons faire de l'immobilier de qualité sur ce territoire pour pouvoir payer ces équipements publics. Cela s'appelle l'aménagement du territoire pensé, réfléchi. Je suis désolé que ce quartier se situe à, à peu près, 400 mètres de la propriété de Monsieur Fourcade, ce qui est sûrement une des raisons pour lesquelles il est intervenu auprès de vous aujourd'hui.

Je vous remercie de m'avoir écouté, excusez-moi d'avoir été absent au début, et je remercie de Monsieur Meissonnier de m'avoir averti dès mon arrivée dans la salle que j'étais en train de me faire casser. Merci, mon cher Jean-Luc.

### **Monsieur le Président**

Franchement, Monsieur le Maire, vous êtes plus dur que moi.

### **Monsieur MEUNIER**

Je suis en pleine forme !

### **Monsieur le Président**

Moi, je ne ressors pas les affaires de famille, la propriété, l'achat des maisons. Je ne le fais pas. Vous êtes plus dur que moi. Je constate. Madame Gianiel a demandé la parole et Madame Jannin conclura.

### **Madame GIANIEL**

Monsieur le Président, chers collègues, si le Maire de Pérols était là, sans doute aimerait-il recadrer le débat sur le projet lui-même, sur ce fantastique projet ODE acte I et acte II, je le rappelle. Stéphanie Jannin, je la remercie, était venue nous l'expliquer dans le détail à Pérols au cours d'une réunion publique l'an passé qui avait permis d'éclairer la population parfois réticente ou en tout cas en demande d'informations sur ce projet.

Ce projet est un projet énorme de reconversion urbaine. Il s'agit effectivement de faire muter toutes ces boîtes à chaussures le long de la route de la Mer, qui non seulement s'essouffent commercialement, comme l'expliquait Monsieur Fourcade, mais qui en outre correspondent aujourd'hui à un modèle de consommation quelque peu consommateur d'espace et quelque peu périmé. A Pérols, nous sommes extrêmement favorables à ce projet.

J'ajouterai un point important : aujourd'hui, la zone du Fenouillet à Pérols, qui se situe dans la partie extrême Nord de la commune, constitue dans le cadre de cette reconversion urbaine la seule réserve foncière possible pour Pérols, pour entrer dans la logique gouvernementale et dans la logique de la Métropole de création de logement social, sachant que, je vous le rappelle, malheureusement c'est l'historique, c'est notre vécu, notre difficulté en tant qu'élus aujourd'hui à Pérols : la commune de Pérols est le plus mauvais élève du département en termes de logement social.

Si ce projet porté par la Métropole, de reconversion urbaine, ne nous permettait pas de dégager des zones inondables du Fenouillet Sud toutes les boîtes à chaussures qui s'inondent à chaque pluie centennale qui maintenant se produisent tous les ans sur notre périmètre, nous ne pourrions pas, sur la partie Nord du Fenouillet, construire de manière concertée, imaginative, rapide, avec l'aide de la Métropole, du logement étudiant qui viendra de manière rapide surseoir à notre problème de logement social à Pérols. Je voulais remercier la Métropole de son accompagnement de la politique pérolienne en matière d'urbanisme.

## **Monsieur le Président**

Merci Madame Gianiel. Madame Jannin ?

## **Madame JANNIN**

Je vais profiter de l'occasion pour replacer ce projet d'ODE dans le regard global que nous avons sur l'aménagement du territoire de la Métropole, et replacer un petit peu la qualité et la spécificité de notre Métropole qui est tout d'abord marquée par des paysages naturels remarquables, exceptionnels. Je rappelle que nous faisons partie des 35 hotspots mondiaux de la biodiversité, avec ce paysage multiple, une ville centre très dynamique, des villes et villages, ces espaces naturels.

Ce constat est à croiser avec une croissance démographique qui ne se dément pas d'année en année et qui nécessite un besoin de 5 000 logements par an dont 30 % de logements sociaux, nous en avons parlé avec Noël Ségura au début de cette séance. Cette croissance démographique est aujourd'hui plus liée au solde naturel que migratoire. C'est un fait. Nous devons l'intégrer.

Et puis, nous avons aussi cette particularité d'une vulnérabilité qui est importante, une vulnérabilité liée à la biodiversité. Elle est exceptionnelle. Il y a une croissance démographique, donc à tout moment cette biodiversité peut être détruite. Evidemment, nous avons une vulnérabilité liée au changement climatique, notamment sur la question hydraulique qui doit aujourd'hui faire partie intégrante et irriguer tout le projet d'aménagement du territoire.

La feuille de route que vous m'avez donnée, Monsieur le Président, à notre arrivée, c'est de prévoir sur le territoire de la Métropole un aménagement qui soit à la fois ambitieux, innovant et durable. Un projet qui réconcilie le projet urbain de la ville centre avec le projet du territoire. Depuis 18 mois, nous sommes dans la vision d'une Métropole à 360 degrés, qui regarde le littoral mais aussi l'arrière-pays, qui regarde Marseille, qui regarde Toulouse, qui regarde au-delà et peut se placer sur l'échiquier des Métropoles européennes.

Bref, c'est la vision d'un territoire équilibré. Ce projet d'aménagement durable dont nous avons entériné une délibération fondatrice au mois de juin, Montpellier Métropole territoire, il lie au même plan l'environnement, le social et l'économie. Les élus que nous sommes ont la responsabilité de produire les conditions nécessaires à la fois à notre développement démographique et à notre développement économique.

Car, si nous ne le faisons pas, dans quelques années et assez rapidement la spéculation prendrait le dessus. Le prix de l'immobilier flamberait, obligeant nos familles et nos enfants à se déplacer plus loin et encore plus loin de la Métropole pour venir y travailler. Nous aurions donc tous ces déplacements quotidiens pendulaires qui ne correspondent absolument pas à un aménagement du territoire durable.

Cette responsabilité, nous l'avons aussi dans le sens de prévoir cette croissance en harmonie avec l'environnement, et je crois qu'il faut fondamentalement arrêter d'opposer l'urbanisme et la protection de l'environnement. Il ne suffirait pas de trouver un juste milieu qui permettrait de ménager l'un et l'autre, mais il faut bien changer de logiciel et comprendre que c'est là que réside la notion de progrès. Le territoire de Montpellier a toujours été à la pointe en matière d'urbanisme. Aujourd'hui, c'est dans la compréhension que nous avons de cette nécessité de lier l'urbanisme et l'environnement que se situe notre progrès.

Cela implique une certaine considération et notion de la résilience. J'allais dire de la résistance ! De la résilience. La résilience, c'est la capacité que notre projet d'aménagement a à réparer nos problématiques, qu'elles soient d'ordre naturel, climatique, ou constituées par l'homme. Cela revient à ce projet global qui



regarde de manière équilibrée son centre, sa périphérie, son littoral, sa plaine, son arrière-pays, ses territoires urbanisés, ses espaces naturels.

J'ouvrirai une petite parenthèse à propos du SRCE, schéma régional de cohérence écologique qui, vous vous en souvenez peut-être, nous a été soumis à délibération il y a quelques mois, proposé et travaillé par l'Etat et la Région. Certains acteurs régionaux se sont émus récemment que nous n'ayons pas voté ce schéma de cohérence écologique. Je rappelle, mais je suis sûre que personne ne l'a oublié ici, que c'est un schéma totalement ubuesque qui nous avait été proposé, et qu'il ne tenait absolument pas compte de la réalité de notre territoire. Nous avions des couloirs écologiques qui passaient sur des zones déjà urbanisées, des quartiers ou des villages. Nous avions des études plus fines qui avaient été faites sur les zones Natura 2000 qui n'avaient pas été intégrées.

Donc nous avons débattu dans cette assemblée. Je crois que nous avons tous montré, les élus et tous les conseillers, et vous-même Monsieur le Président, le sérieux de notre travail et l'approche pragmatique que nous avons par rapport à l'environnement en dehors de tout dogme.

Suite à ce vote négatif que vous avez tous souhaité prononcer, un travail tout naturel a été entamé avec les services de l'Etat et de la Région, en coordination et en partage avec l'ensemble des Maires qui ont pu faire remonter les réalités de terrain, ce qui permet au Conseil régional pour la prochaine Région de proposer ce schéma de cohérence écologique qui maintenant est pragmatique, réaliste, nous permet à nous, en dehors des dogmes des partis, d'avancer sur les questions écologiques, et nous le faisons.

Sur cette question de résilience du territoire, j'entends beaucoup de choses sur ce projet ODE. Vous l'avez toujours soutenu et nous l'avons toujours soutenu. Donc je voudrais rectifier – Isabelle Gianiel a déjà amorcé cette explication. Le projet ODE est avant tout un projet environnemental qui permet de réparer une zone commerciale existante qui est en désuétude. Les commerces et le quartier sont en souffrance, ce sont des quartiers très hostiles aux piétons qui n'offrent pas du tout le paysage qualitatif que l'on attend d'une Métropole en termes de mixité, de déplacements piétons, d'accès aux transports urbains, et ce projet va se dérouler sur 250 hectares, sur 25 à 30 ans, par des phénomènes de tiroirs qui vont permettre de libérer des zones et de reconduire sur d'autres zones mieux pensées, accessibles par le tramway, plus denses, avec des parkings en sous-sol et plus mixtes.

Pour la question de l'environnement, la première conséquence directe de l'acte I de l'aménagement va permettre de libérer la zone du Fenouillet qui est construite aujourd'hui en zone inondable, en zone rouge. C'est une zone de 11 hectares qui va être redonnée à la nature. Nous avons bien une action publique très forte qui permet de redonner à la nature des zones urbanisées en zone rouge. C'est tout à fait exceptionnel, et la France entière nous regarde sur ce projet. Il est extrêmement avancé en termes opérationnels. Nous sommes les premiers à le mettre en œuvre. J'ai une incompréhension absolument totale que les Verts des partis traditionnels s'opposent à ce projet. Je les invite à regarder un petit peu plus précisément de quoi il s'agit.

Nous allons donc redonner à l'espace naturel 11 hectares de zone rouge actuellement construite. Le marais de l'Estanel, de 10 hectares, a été acquis cette année par la SAAM et va donc être préservé. Alors certes, à un moment, pour démarrer ces opérations tiroirs, il faut construire l'acte I qui va concentrer sur 11 hectares ce qui s'étend aujourd'hui sur 31 hectares, avec des propositions de moyennes et grandes surfaces qui, je le rappelle, ne sont pas en concurrence avec les surfaces du centre-ville puisqu'il n'en existe quasiment pas en centre-ville.

Ces 11 hectares de terrain urbanisé sont quasiment directement compensés par les 11 hectares de la zone du Fenouillet en zone inondable qui va être redonnée à la nature. Je tenais à replacer ce projet dans son contexte. Pour ce qui concerne le CRAC, le compte rendu annuel à la collectivité qui est l'objet de cette délibé-

ration, je vous informe que le bilan reste globalement inchangé sur cette zone, sur l'année 2015. Je vous remercie.

### **Monsieur le Président**

Merci, Madame Jannin, pour cette explication très complète. Quelqu'un souhaite-t-il s'exprimer encore ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Trois abstentions, adoptée.

## **AFFAIRE N° 27 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SECTEUR DE LA MOGERE – CONCESSION D'AMENAGEMENT DE LA SAAM – COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE – AVENANT N° 3 – CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE – AVENANT N° 2 – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Monsieur le Président**

Affaire suivante : il s'agit de l'affaire 27, secteur de la Mogère, concession d'aménagement de la SAAM, compte rendu à la collectivité. Qui veut des explications ? Oui, Monsieur Fourcade ? Monsieur Fourcade et Monsieur Revol. Monsieur Fourcade.

### **Monsieur FOURCADE**

Merci Monsieur le Président. Je tiens à préciser que je n'habite pas juste à côté du projet de la future gare de la Mogère. Dans cette délibération, vous abordez certains points, et j'aimerais intervenir sur plusieurs d'entre eux.

Le premier, c'est sur le projet que nous voulons bâtir autour de la gare entre Montpellier et Boirargues. Le projet initial qui s'appelait Oz, qui était initié par l'équipe de Monsieur Moure, prévoyait une urbanisation continue entre la future gare et le quartier de Boirargues, avec la construction de complexes immobiliers de hauteur décroissante depuis la gare jusqu'à Boirargues : je n'étais pas favorable à ce choix d'aménagement où Montpellier « avalait » Boirargues. Je suis plutôt favorable à ce que nos deux communes puissent conserver une part de leur identité, de leur particularité.

Cependant, j'attire votre attention car je pense qu'il n'est pas opportun non plus de ne construire que sur la partie montpelliéraine et de laisser un *no man's land* entre Boirargues et la future gare, même si ce *no man's land* on l'appelle « ceinture verte » – c'est le terme que j'ai entendu à plusieurs reprises. Il ne faut pas exclure les Boirargais du projet. Aujourd'hui, Boirargues est enclavé au Sud par la zone commerciale de Carrefour et par l'avenue de la Mer. Il faut veiller à ne pas cloisonner le Nord du quartier par la mise en place de ce *no man's land*. Boirargues est un quartier où il n'y a plus de commerce de proximité, c'est devenu un lotissement.

Nous avons l'opportunité, sur cet espace entre la zone de la gare et Boirargues, de créer des secteurs partagés, des espaces métropolitains à cheval entre les deux communes où les Montpelliérains et les Boirargais pourraient se rencontrer. Nous pourrions y implanter des petits commerces de proximité pour redonner vie au quartier, une esplanade métropolitaine, des centres de loisirs en commun, bref, des aménagements pour faire passerelle entre les deux communes. Plutôt qu'une urbanisation continue ou à l'inverse un *no man's land*, ces secteurs métropolitains, en marquant le passage entre nos deux communes, seraient un lieu de vie, un lieu d'échanges et de rencontres. Il faut créer du lien entre nos deux communes. C'était sur le premier point de la délibération.

Sur le second, vous abordez également la question de la géothermie et de l'énergie renouvelable liée à ce quartier puisqu'Urban Park, créé un peu plus au Sud, a donné des données satisfaisantes sur cette géothermie. Je voudrais en profiter pour vous parler d'énergie renouvelable. C'est également en lien avec le partenariat que nous avons avec Oc'via dans le cadre de la construction de la ligne LGV. Nous avons sur notre territoire la LGV qui est en cours de construction. Cette infrastructure, qui présente un intérêt environnemental important grâce au report espéré de la route vers le fer de milliers de camions, grâce à la concurrence pour les voyageurs faite à l'avion et à la voiture, va traverser notre territoire et passe à proximité immédiate de Lattes et de Montpellier. Cela va impacter inévitablement les populations riveraines en générant du bruit à chaque passage du train – bien qu'Oc'via, c'est vrai, ait prévu la mise en place de murs antibruit tout le long du tracé au droit de nos communes.

J'aimerais vous soumettre un projet de mur antibruit solaire ayant deux objectifs complémentaires : réussir un projet innovant en combinant le report modal avec la production d'énergie renouvelable, et améliorer et optimiser les aménagements pour réduire les nuisances acoustiques. Cela consiste, vous l'avez compris, à combiner des modules de protection acoustique avec des modules photovoltaïques tout le long de la voie. L'Allemagne, Italie, la Suisse ont déjà mis en place de tels équipements. D'autres l'ont fait, pourquoi pas nous ? Je vous ai fait passer tout à l'heure de la doc concernant ces aménagements.

En résumé, l'orientation Est-Ouest de la LGV permet un ensoleillement maximal des panneaux solaires placés côté Sud. L'électricité consommée par 7 000 habitants serait ainsi produite et cela permettrait d'économiser 4 000 tonnes par an de CO<sub>2</sub> rejeté en moins. Enfin, la location de l'emprise du mur permettrait de dégager un gain financier de 0,5 million d'euros, cette somme pouvant être employée à améliorer les aménagements de protection acoustique.

Nous avons, sur notre territoire, basée à Pérols, une entreprise leader dans ce type d'aménagement prête à financer le projet. Tout le monde peut y gagner, cela ne coûte rien à la collectivité. C'est vrai qu'aujourd'hui, Oc'via nous explique être contrainte par des contrats de travaux déjà engagés, mais je reste persuadé que les aménagements prévus sur ces murs antibruit peuvent être encore adaptés pour la mise en œuvre de ce système.

Elus du territoire, je crois qu'il est notre mission de fédérer ces acteurs pour que de tels projets puissent voir le jour. Il faut tout le poids de la Métropole, financeur de la LGV, pour convaincre Oc'via qui a le nez dans le guidon et qui ne souhaite pas perdre du temps là-dessus. Je vous remercie, Monsieur le Président et chers collègues, de toute l'attention que vous porterez à cette proposition qui est innovante et qui est dans le coup.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur Fourcade. Monsieur Revol.

**Monsieur REVOL**

Je serai bref. Conformément à mes convictions et à mes votes antérieurs dans cette assemblée depuis quatre ans, je voterai contre cette délibération car je suis contre la gare TGV de la Mogère, contre le développement d'un quartier autour de cette gare, et naturellement aujourd'hui encore plus autour d'une gare qui risque de ne pas exister.

**Monsieur le Président**

Monsieur Meunier puis Madame Jannin.

## **Monsieur MEUNIER**

Je voulais rebondir sur les propos de Jean-Noël Fourcade, juste pour dire que je suis tout à fait d'accord avec ce qu'il vient de dire. Il est hors de question d'avoir un *no man's land* entre la partie aménagée dans la ZAC numéro 1 que nous avons faite et le quartier de la Mogère, mais nous l'avons bien entendu avec Stéphanie Jannin quand nous avons bâti le projet. Nous faisons une première ZAC sur les 50 hectares. Ce sont 50 hectares, Stéphanie ?

## **Madame JANNIN**

60.

## **Monsieur MEUNIER**

60 hectares sur Montpellier, et après nous ferons une ZAC pour combler cet espace qu'il y a entre la voie de TGV LGV fret, et le quartier de l'Urban Park que nous avons fait au niveau communal. Après, qu'y mettrons-nous ? Il est vrai qu'à l'origine du projet, il y avait une urbanisation. Cette urbanisation, nous en avons besoin à Boirargues, nous en avons besoin sur la commune pour pouvoir répondre aux exigences du PLH et nous nous en avons besoin vis-à-vis de Boirargues pour nous protéger contre le bruit et avoir une continuité.

Il y a deux visions du monde, quand on est lattois. Il y a une vision élevée au biberon par mon prédécesseur qui est : Montpellier vient manger Lattes. Il n'y a jamais eu de notre côté cette peur viscérale de se faire manger par l'autre. Les rencontres entre nos deux populations sont permanentes. Cela va bientôt faire trente ans que nous travaillons ensemble, main dans la main depuis quinze ans, et que nous réussissons des paris tels que MAERA, la lutte contre les inondations, la fin du Thot, les politiques culturelles, les politiques sportives, etc. N'ayez pas peur, Montpelliérains, de cette frilosité lattoise. Elle n'est pas partagée par la majorité des Lattois. Nous vous aimons et vous êtes évidemment les bienvenus, nous n'avons pas besoin d'équipements particuliers ou de zones d'échange, voire de *check-point*, pour vous accueillir chez nous. Vous êtes les bienvenus au basket, à l'étang du Méjean, au marché de Lattes ou encore au théâtre, tout ce qui fait que Montpellier se rappelle souvent qu'il est arrivé après Lattes et que c'est Lattes qui a fait Montpellier. Nous sommes toujours votre mère nourricière. Merci à vous.

## **Monsieur le Président**

Merci Monsieur Meunier. Je donne la parole à Monsieur Meissonnier, puis pour conclure Madame Jannin.

## **Monsieur MEISSONNIER**

Je voulais rappeler à mon ami Cyril que ce n'est pas Lattes qui a fait Montpellier, c'est Mauguio. Je plonge un peu dans l'histoire. C'est Mauguio qui a fait Montpellier, ce n'est pas Lattes.

## **Monsieur MEUNIER**

Je t'aime profondément mais à l'Age de fer, c'est à Lattes qu'était installée la plus grande concentration permanente de population de tout le bassin Méditerranée. Mais je te donnerai des cours, tu m'expliqueras comment sont les vaches et je t'expliquerai comment est l'archéologie lattoise.

## **Monsieur le Président**

Ne vous disputez pas, vous avez tous les deux raison. Monsieur Meunier a raison parce que les Etrusques étaient là avant Mauguio, à Lattes, et les peuples de la Méditerranée. Et Monsieur Meissonnier a raison

parce que la création de la ville, le premier acte juridique de la ville, de 985, émane du comte de Melgueil, du comte de Mauguio. Vous avez tous les deux raison.

**Monsieur MEUNIER**

Merci !

**Monsieur MEISSONNIER**

Merci !

**Monsieur le Président**

Et ne croyez pas que c'est avec des arrière-pensées. L'histoire, cela ne fait pas de politique. Madame Jannin.

**Madame JANNIN**

Cher Cyril, nous sommes loin, très loin d'être immobilisés par la peur. Je rappellerai juste que ce projet de la Mogère s'inscrit dans le recadrage que nous lui avons donné. Le Président Saurel a acté le fait que nous développons notre projet d'aménagement du territoire sur la préservation des terres fertiles, et nous sommes la première Métropole à le faire en France. C'est le sujet qui est porté par Isabelle Touzard, Vice-Présidente. Cela nous a conduits à acter, sur le territoire de la Métropole, deux tiers d'espaces naturels conservés, protégés, préservés, et un tiers de surface dédiée à notre croissance démographique, aux constructions nécessaires à notre croissance démographique et notre développement économique. Tout naturellement, sur ce projet de la Mogère, cela nous a conduits à réduire la feuille de route des 320 hectares initiaux à 60 hectares autour de la future gare.

**Monsieur le Président**

Merci. Je mets aux voix l'affaire 27. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Combien de contre ? Trois. Qui s'abstient ? Une abstention. Adoptée.

**AFFAIRE N° 28 : ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE – ACTIONS VISANT L'INFORMATION, LA SECURITE DES INSTALLATIONS INTERIEURES GAZ (ISIGAZ) – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LE CCAS DE MONTPELLIER, ACM HABITAT, ENGIE ET FACE HERAULT – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 28, actions visant l'information, la sécurité des installations intérieures gaz, convention de partenariat entre la Métropole, le CCAS de Montpellier, ACM, Engie et FACE Hérault. Madame Cassar.

**Madame CASSAR**

Président, chers collègues, il s'agit là d'une convention de partenariat entre la Métropole, le CCAS de Montpellier, ACM, Engie et FACE Hérault. Cette convention a pour objet de déterminer les modalités de coopération convenues entre les différents partenaires, en vue de développer et d'améliorer leurs actions en matière de sécurisation des installations intérieures gaz (Easy Gaz) dans un parc de logements situés dans douze quartiers prioritaires de la politique de la ville identifiés par l'Etat. L'action se déroulera dans les

parcs de logements du bailleur ACM habitat, et concerne 4 340 logements. Les équipes de l'association FACE Hérault interviendront dans ces logements. Elles sensibiliseront les utilisateurs concernés sur leurs responsabilités individuelles et collectives en matière de sécurité liée à l'usage du gaz naturel, allant même jusqu'à permettre la mise en place, si nécessaire, d'un système de raccordement cuisson vissé type Visso-gaz.

Le financement intégral est pris en charge par Engie qui versera une contribution forfaitaire de 69 400 euros à l'association FACE Hérault. Il n'y a aucun coût financier pour la Métropole. Cette convention prendra fin le 31 mars 2017. Il est donc proposé au Conseil de bien vouloir approuver cette convention et d'autoriser le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

### **Monsieur le Président**

Merci Madame Cassar. Très belle affaire, en vérité. Je voudrais remercier Madame la Présidente d'Engie, Madame la Présidente de FACE Hérault. Je voudrais dire que cela fait suite à la visite que nous avons faite à Paris au 45<sup>e</sup> étage de la tour de la Défense, où j'ai rencontré la Présidente d'Engie en présence de nombreux Directeurs régionaux. Le début de la rencontre a été compliqué parce que je n'ai pas l'habitude du discours technocratique du 45<sup>e</sup> étage de la Défense. Comme je n'étais pas très au fait de ce qui m'arrivait, j'ai pris les choses en main. J'ai dit : « *Madame la Présidente, voilà ce dont nous avons besoin.* » Et j'ai fait une certaine liste au Père Noël. Je la remercie d'avoir accepté d'aider la Métropole et la Ville sur des opérations importantes. Merci à Engie.

Je mets aux voix et Madame Clare Hart ne participe pas au vote. Contre ? Abstentions ? Deux abstentions. Adoptée.

L'affaire 29 a été traitée, jusqu'à l'affaire 43.

### **AFFAIRE N° 44 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – PARC D'ACTIVITE ECONOMIQUE CHARLES MARTEL – COMMUNE DE VILLENEUVE-LES – MAGUELONE – COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Monsieur le Président**

Je passe au développement économique avec Chantal Marion, parc d'activité économique Charles-Martel à Villeneuve-lès-Maguelone. C'est le CRAC. Souhaitez-vous des explications supplémentaires auprès de Chantal Marion, Vice-Présidente ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Deux abstentions. Adoptée.

### **AFFAIRE N° 43 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ENTREE DU BIC DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE DANS L'ESA BIC – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Monsieur le Président**

Affaire 45 : avenant au plan local de redynamisation de Montpellier, autorisation de signature...

Pardon, je reviens à la 43. Entrée du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole dans l'ESA BIC, convention, autorisation de signature. Dites-nous un mot sur cette affaire, Madame Marion.

## Madame MARION

Après le voyage de Madame Jannin de l'ODE à la mer je vais vous faire regarder les étoiles, si vous le permettez. Ce n'est pas moi personnellement, mais c'est le BIC : notre incubateur classé quatrième mondial a intéressé hautement l'Agence spatiale européenne (ESA) qui a souhaité mettre en place dans toute l'Europe ce que l'on appelle des ESA BIC (*Business Incubation Centres*), dans une volonté de favoriser la création d'entreprises autour du spatial en Europe.

Ces ESA BIC ont des objectifs très importants. Tout d'abord, ils vont porter des start-ups de moins de cinq ans durant une période de deux ans. Les objectifs sont l'accès à des subventions, l'accès à des prêts bancaires, entre autres, l'accès à des locaux équipés, et surtout des accès à des soutiens techniques. Les incubés pourront profiter de 80 heures d'accompagnement par le CNES qui est le Centre national d'études spatiales.

Il existe à l'heure actuelle en Europe neuf ESA BIC, mais l'ESA BIC Sud France s'est intéressé au BIC de Montpellier Méditerranée Métropole. Il faut que vous sachiez que l'ESA BIC Sud France est représenté et géré par l'Aerospace Valley. Il y a sept partenaires : le CNES, le Pôle Pégase, l'incubateur Midi-Pyrénées, le Conseil départemental de la Haute-Garonne, le technopôle Bordeaux technopôle, Estia entreprendre, et l'incubateur PACA Est. C'est l'incubateur de Montpellier Méditerranée Métropole qui l'a intéressé.

En ce moment, parmi les 150 start-ups que le BIC incube, il y a une quinzaine de start-ups qui sont d'ores et déjà potentiellement éligibles au dispositif. Je voulais vous signaler (parce que des fois on ne sait pas ce qu'il y a sur notre territoire) qu'il y a un centre spatial universitaire au sein de l'université de Montpellier qui est à la recherche de pointe sur les nanosatellites. C'est la fondation Van Allen de l'université de Montpellier qui a été créée en novembre 2012.

Je tiens à vous signaler que lors du dernier salon du Bourget de 2015, ils ont été interviewés entre autres par une presse américaine qui a estimé (ils sont très jeunes, ce sont de jeunes étudiants) que parmi toutes les personnes présentes à ce salon, ils faisaient partie des cinq incontournables du salon du Bourget. Je pense qu'effectivement, l'entrée du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole, d'une manière reconnue internationalement, dans cet ESA BIC est très importante. Je vous signale que ce contrat de partenariat est sans incidence financière pour Montpellier Méditerranée Métropole.

## Monsieur le Président

Merci beaucoup Madame Marion, et merci à Madame Pommier, Directrice du BIC, qui fait un travail remarquable. Ce matin, nous avons reçu le *cluster* régional Languedoc-Roussillon que nous avons accueilli au BIC. Le numérique concerne tout le monde. Bienvenue au French South Digital.

Et merci à la Région Languedoc-Roussillon, donc. Merci au Président, Monsieur Deniset. Ils sont venus nous rejoindre au BIC. Nous avons, avec Madame Marion, souhaité faire une proposition à toutes les entreprises et start-ups liées au numérique. Nous avons pensé (et c'est Monsieur Moure qui avait initié le projet) créer un bâtiment totem non loin de la Mogère pour y abriter les entreprises et les start-ups numériques. Dans la mesure où le quartier Oz est lié à la gare, qui est elle-même liée à la ligne LGV, elle-même liée à Manduel, nous n'avons pas la possibilité aujourd'hui de trouver une date qui soit à peu près réaliste.

En attendant cela, je pense que les start-ups ont besoin d'être rassemblées, surtout celles qui travaillent dans le cadre de la French Tech dont nous avons (je vous le rappelle) obtenu le label. Neuf Métropoles en France, dont Montpellier. Si nous n'avions pas été Métropole, nous n'aurions pas eu le label. Ainsi, nous allons mettre à disposition des entreprises l'ancien hôtel de Ville de Montpellier, qui sera un hébergement provisoire en attendant la construction de l'hôtel numérique totem qui se trouvera, selon toute vraisemblance, à proximité du quartier Oz. Voilà la décision que nous avons prise et qui a été accueillie avec bonheur par l'ensemble des chefs d'entreprise.

Je mets aux voix l'affaire 43. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions.

**AFFAIRE N° 45 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – AVENANT AU PLAN LOCAL DE REDYNAMISATION DE MONTPELLIER – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 44, je l'ai déjà fait voter.

45, avenant au plan de redynamisation de Montpellier. Qui veut des explications auprès de Chantal Marion ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 46 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – CITE INTELLIGENTE – ETUDE SUR LES DONNEES DE L'ENERGIE – CONVENTION DE GROUPEMENTS AVEC LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 46 : Cité intelligente, étude sur les données d'énergie, convention de groupement avec la Caisse des dépôts et consignations. Qui veut des explications ?

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 47 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – PARTICIPATION DE METROPOLE MEDITERRANEE METROPOLE AU STAND VIVAPOLIS – AMG VF – SMART CITY EXPO WORLD CONGRESS A BARCELONE – 17 AU 19 NOVEMBRE 2015 – AUTORISATION DE FINANCEMENT – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

47 : participation de Montpellier Méditerranée Métropole au stand Vivapolis AMG VF, Smart City Expo World Congress of Barcelone, 17 au 19 novembre 2015. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 48 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

48. Je vais vite, vous m'arrêtez si vous voulez. Affaire 48, soutien aux manifestations, attribution de subventions. Qui veut des explications auprès de Chantal Marion ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Deux contre.



**AFFAIRE N° 49 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – PARTICIPATION AU CAPITAL DE LA SOCIETE D’ACCELERATION DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE (SAIT) AXER – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 49 : participation au capital de la Société d’accélération de transfert de technologie, SATT AXER.  
Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 50 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ASSOCIATION INITIATIVE MONTPELLIER – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – DESIGNATIONS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 50, association Initiative Montpellier, attribution de subvention et désignations. Je vous propose de désigner les élus suivants : Madame Chantal Marion comme membre titulaire en remplacement de Madame Touzard Isabelle, et Madame Dardé Catherine comme membre suppléant en remplacement de Madame Marion Chantal.

Y a-t-il d’autres candidats ? Pas d’autre candidat. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Deux abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE N° 51 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – MARCHE N° 3971RI15 DE MISE EN PLACE D’UNE SOLUTION DE VIRTUALISATION DES POSTES DE TRAVAIL DE TYPE VDI (INFRASTRUCTURES DE BUREAU VIRTUEL) – AUTORISATION DE LANCEMENT ET DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 51, marché numéro 3971RI15 de mise en place d’une solution de virtualisation des postes de travail, toujours Madame Marion. Souhaitez-vous des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 52 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL – MISSION USA AUSTIN (CHANGEMENT DE DATES, PROLONGATION SUR NEW YORK) – MISSION CHINE CHENGDU/QINGDAO (LETTRE D’INTENTION AVEC LA VILLE DE QINGDAO) – MISSION D’AFFAIRES TLEMCEN (ALGERIE) 21,22 ET 23 OCTOBRE – FINANCEMENT DES MISSIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 52 : développement international mission aux USA, à Austin, changement de date, prolongation vers New York, mission en Chine et lettre d’intention avec la ville de Qingdao, mission d’affaire pour Tlemcen, en octobre, financement de ces missions, 4 500 euros. Madame Chantal Marion. C’est raisonnable.

Je mets aux voix. Contre ? Deux contre. Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 53 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ADHESION AUX ORGANISMES EXTERIEURS – FRANCE CONGRES – AUTORISATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 53 : adhésion aux organismes extérieurs. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 54 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – PORT MARIANNE PORTES DE LA MEDITERRANEE – MONTPELLIER – CONCESSION D'AMENAGEMENT AVEC LA SERM – COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE 2014 – AVENANT N° 1 A LA CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE 23/09/2015 4 N° OBJET**

**Monsieur le Président**

Port Marianne, Portes de la Méditerranée, concession d'aménagement avec la SERM, CRAC. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 55 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ZAC EUROMEDECINE II – COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE GRABELS – COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE – AVENANT N° 1 A LA CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE ET AVENANT N° 9 A LA CONCESSION – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 55, Euromédecine, communes de Montpellier et de Grabels, compte rendu annuel à la collectivité. Ne prennent pas part au vote Madame Guiraud, Monsieur Jaoul, Monsieur Lussert et Monsieur Lévit.

Contre ? Abstentions ? Deux abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE N° 56 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – CONCESSION D'AMENAGEMENT PARC EUREKA – COMMUNES DE CASTELNAU-LE-LEZ ET DE MONTPELLIER – COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE – APPROBATION – AVENANT N° 15 – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

56, concession d'aménagement parc EUREKA, CRAC. Ne prennent pas part au vote Madame Guiraud, Monsieur Jaoul, Monsieur Lussert et Monsieur Lévit. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 57 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ZAC CHARLES-MARTEL EXTENSION – COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE – DECLARATION D’INTERET GENERAL DU PROJET – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 57, ZAC Charles-Martel, extension. Qui veut des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 58 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – PARC D’ACTIVITES DU SALAISON – VENDARGUES – MANDAT D’ETUDES ET DE REALISATION POUR LA REQUALIFICATION DU PARC D’ACTIVITES DU SALAISON CONFIE A LA SAAM – COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

Affaire 58 : parc d’activité du Salaison, toujours Madame Marion, Vendargues, mandat d’études et de réalisation pour la requalification du parc d’activités du Salaison confié à la SAAM. Qui veut des explications autres ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 59 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ZAC GAROSUD – COMMUNE DE MONTPELLIER ET DE LATTES – COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE – AVENANT DE TRESORERIE N° 2 – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

59 : ZAC Garosud, commune de Montpellier et de Lattes, CRAC. Contre ? Abstentions ? Deux abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE N° 60 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ZAC PARC 2000 ET SA PREMIERE EXTENSION – COMMUNE DE MONTPELLIER – COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE – AVENANT N° 9 – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 60 : ZAC Parc 2000, CRAC. Madame Guiraud, Madame Navarre, Monsieur Jaoul, Monsieur Lusert, Monsieur Lévitte et Monsieur Audrin ne prennent pas part au vote. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 61 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ZAC PARC 2000 DEUXIEME EXTENSION – COMMUNE DE MONTPELLIER – DOSSIER DE REALISATION – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 61, ZAC Parc 2000, commune de Montpellier, dossier de réalisation. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 62 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ZAC PARC 2000 DEUXIEME EXTENSION – PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

62, Parc 2000, zone extension, programme des équipements publics. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 63 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ZAC PARC 2000 DEUXIEME EXTENSION – COMMUNE DE MONTPELLIER – COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Toujours Madame Marion, développement économique, ZAC Parc 2000, deuxième extension, commune de Montpellier, CRAC. Contre ? Abstentions ? Deux abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE N° 64 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ZAC DESCARTES – COMMUNE DE LAVERUNE – COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE – AVENANT N° 4 – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

64, ZAC Descartes, commune de Lavérune. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 65 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ZAC ODYSSEUM EST – COMMUNE DE MONTPELLIER – COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 65, ZAC Odysseum Est, CRAC. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 66 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ZAC HIPPOCRATE – COMMUNE DE MONTPELLIER – COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

66 : ZAC Hippocrate, CRAC. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 67 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – VILLAGE D’ENTREPRISES ARTISANALES ET DE SERVICES (VAES) HANNIBAL ET RESTRUCTURATION DU SECTEUR DU FRIGOULET – COURNONSEC – CONCESSION D’AMENAGEMENT – COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE – AVENANT N° 4 – CONVENTION D’AVANCE DE TRESORERIE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 67, village d’entreprises artisanales et de services Hannibal, concession d’aménagement, CRAC. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 68 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – PARC D’ACTIVITES MARCEL-DASSAULT – SAINT-JEAN-DE-VEDAS – CONCESSION D’AMENAGEMENT – COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

68 : parc d’activités Marcel-Dassault, concession d’aménagement, toujours le CRAC. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 69 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – PARC D’ACTIVITES MARCEL-DASSAULT DEUXIEME EXTENSION – SAINT-JEAN-DE-VEDAS – CONCESSION D’AMENAGEMENT – COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE – AVENANT N° 4 – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

69 : parc d’activités Marcel-Dassault, deuxième extension Saint-Jean-de-Védas, concession d’aménagement, CRAC. Contre ? Abstentions ? Deux abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE N° 70 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS**

**Monsieur le Président**

70 : modification du tableau des emplois et des effectifs, merci Madame Marion. Monsieur Bonnal.

**Monsieur BONNAL**

C’est bon ? C’est le type de délibération dont tout le monde a l’habitude, mais j’attire votre attention sur les cinq postes que nous créons d’attachés ou d’ingénieurs. Ce sont les futurs responsables des pôles territoriaux. Les entretiens ont lieu vendredi toute la journée, sachant qu’il y a eu bon nombre de candidatures sur ces postes-là et qu’avec les services, nous avons fait une sélection. Manifestement, les postes ont un gros succès, y compris, mes chers collègues, parmi vos collaborateurs et collaboratrices. Mais dès l’instant où le jury choisira quelqu’un, vous serez bien sûr prévenus.

Prise de fonction, dans toute la mesure du possible, le 1<sup>er</sup> novembre : il y a des pôles à mettre en place au 1<sup>er</sup> janvier. Ensuite, en termes de création de postes, le cuisinier c'est un « transfert » avec la Ville pour avoir un pôle à ce niveau-là ; un Adjoint du patrimoine à la programmation culturelle et puis le Directeur de projet du futur Centre d'art contemporain qu'il faut choisir, et enfin le D2E (Développement économique et emploi), nous venons d'en parler. Il faut là aussi du renfort et un Directeur de projet.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je me suis dit : « *Ils ne regardent pas.* » Mais « *qui s'abstient ?* », j'ai regardé sur ma droite.

**Monsieur le Président**

Adoptée à l'unanimité. Merci, Monsieur Bonnal.

**Monsieur BONNAL**

Non et non ! Je croyais avoir l'unanimité, mais non. Madame Jamet est contre.

**Monsieur le Président**

Deux contre.

**AFFAIRE N° 71 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHE N° 4052AJ15 POUR DES PRESTATIONS DE MISSIONS D'EXPERTISE AMIABLE – AUTORISATION DE LANCEMENT DE LA PROCEDURE**

**Monsieur le Président**

71 : administration générale, contentieux et affaires juridiques, qui veut des explications auprès d'Isabelle Guiraud ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 72 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – SINISTRE DU STADE DE LA MOSSON MONDIAL 98 – INDEMNITES D'ASSURANCES – ACCEPTATION D'UNE OFFRE D'INDEMNISATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 72, sinistre du stade de la Mosson. Ce sont les indemnités d'assurance que nous percevons : 2,3 millions, en retour des dégâts qui sont causés par les inondations... 4,6 millions.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Deux abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE N° 73 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHE N° 3867BISAJ15 – PRESTATIONS DE SERVICES POSTAUX – LOT N° 1, 2 ET 4 – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 73, administration générale, toujours Madame Guiraud, prestations de services postaux. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 74 : CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT PEDAGOGIQUE ENTRE LE CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL ET LE CENTRE DE RESSOURCES D'EXPERTISE ET PERFORMANCE SPORTIVE (CREPS) DE MONTPELLIER – 2015/2016 – AUTORISATION DE SIGNATURE 23/09/2015 5 N° OBJET**

**Monsieur le Président**

Affaire 74, convention de partenariat pédagogique entre le Conservatoire à rayonnement régional et le Centre de ressources d'expertise et performance sportive (CREPS). Qui veut des explications auprès de Bernard Travier ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Deux abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE N° 75 : CULTURE – MUSEE FABRE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ECOLE DU LOUVRE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

75 : musée Fabre, convention de partenariat avec l'école du Louvre. Qui veut des explications supplémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 76 : CULTURE – MUSEE FABRE – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSEE FABRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE CROUS DE MONTPELLIER (CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES) – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 76, musée Fabre, convention de partenariat entre le musée Fabre de Montpellier et le CROUS. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 77 : CULTURE – APPLICATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA BIBLIOTHEQUE PUBLIQUE D'INFORMATION – PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE DEPLACEMENT A L'ETRANGER – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 77 : application de la convention de partenariat avec la bibliothèque publique d'information, prise en charge de frais de déplacement à l'étranger, 1 000 euros. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Deux contre. Adoptée. Deux abstentions.

**AFFAIRE N° 78 : CULTURE – SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA-MUSEE HENRI-PRADES – DEMANDES DE SUBVENTIONS AU TITRE DE L'ANNEE 2016 – AUTORISATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 78, site archéologique Lattara musée Henri-Prades, demandes de subventions au titre de l'année 2016. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE N° 79 : CULTURE – CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – DEMANDES DE SUBVENTIONS 2016 – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

79 : Conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Méditerranée Métropole, demandes de subventions. Nous présenterons le projet proposé par la SAAM sur les terrains de l'ancienne maternité, avec l'accord du CHU, avant Noël, comme je m'y suis engagé avec les parents et les enseignants du Conservatoire.

Je mets aux voix l'affaire 79. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 80 : CULTURE – RECONSTRUCTION DE LA MEDIATHEQUE AIME-CESAIRE A CASTELNAU-LE-LEZ – VALIDATION DE L'AVANT PROJET DEFINITIF – APPROBATION DE L'ESTIMATION DEFINITIVE DU COUT DES TRAVAUX – AVENANT N° 1 AU MARCHE N° 3411DC13 DE MAITRISE D'ŒUVRE – AUTORISATION DE DEPOT DU PERMIS DE CONSTRUIRE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 80 : reconstruction de la médiathèque Aimé-Césaire à Castelnau. Contre ? Abstentions ? Deux contre. Adoptée.



## **AFFAIRE N° 81 : CULTURE – AFFECTATION DE SUBVENTIONS – APPROBATION**

### **Monsieur le Président**

Affaire 81 : affectation de subventions pour un montant de 96 788 euros, toujours Bernard Travier. Je mets aux voix s'il n'y a pas de demande d'explication. Contre ? Abstentions ? Deux abstentions. Adoptée.

## **AFFAIRE N° 82 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – NETTOYAGE DES PISCINES ALEX-JANY ET ALFRED-NAKACHE – MARCHE N° 3943DS15 – AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Monsieur le Président**

Affaire 82 : nettoyage des piscines Alex-Jany et Alfred-Nakache, autorisation de signature. Qui veut des explications complémentaires auprès du Vice-Président Monsieur Meissonnier ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

## **AFFAIRE N° 83 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – CLUBS ET ASSOCIATIONS SPORTIVES – AFFECTATION DE SUBVENTIONS – CONVENTIONS D'ATTRIBUTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Monsieur le Président**

Affaire 83 : clubs et associations sportives, affectation de subventions, convention d'attribution. Un mot, Monsieur Meissonnier ?

### **Monsieur MEISSONNIER**

Oui, Monsieur le Président, chers collègues, il s'agit d'une affectation de subventions à l'Athletic Méditerranée Métropole, c'est le club d'athlétisme. Il s'agit d'une subvention de 80 000 euros pour l'année civile 2015. C'est ce qui correspond à un équilibre avec la subvention attribuée par la Ville de Montpellier.

Après, nous avons des actions de formation au niveau du BNSSA, le brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique qui concerne des jeunes qui sont en demande d'emploi et qui va leur permettre de travailler dans les piscines de la Métropole. Trois associations, trois clubs nous aident, notamment pour ces trois clubs il y a une proposition de subvention suite à des devis liés au nombre d'heures de prestation pour accompagner ces jeunes. Nous avons 1 911 euros pour le Club de palmes de Montpellier, 1 940 euros pour le club de Montpellier Sauvetage et 1 340 euros pour le club Aqualove.

Je me permets, Monsieur le Président, de continuer avec une subvention de 2 000 euros pour le club Kayak polo, de canoë-kayak, sur une aide des jeunes, les cadets et les cadettes, qui ont d'énormes performances.

Et pour terminer, cela intéressera tout le monde d'avoir quelques chiffres sur l'EuroBasket : 86 000, presque 87 000 spectateurs à Montpellier, ce qui correspond à 97 % de remplissage de l'Arena sur les cinq matchs de l'équipe de France. En tout, il y a eu à peu près 300 000 spectateurs à Montpellier et Lille pour le basket.

## **Monsieur le Président**

Vous avez tout à fait raison de faire remarquer cela parce que c'est un événement qui a été sous les feux de la rampe pendant une semaine, qui a permis à Montpellier d'être vu par 52 télévisions dans le monde entier. Je voudrais remercier Madame Najat Vallaud-Belkacem, parce qu'il n'y a pas de raison de ne pas la remercier quand elle fait du bon travail. Je la remercie parce que c'est elle qui m'a proposé de recevoir les matchs de poule de l'équipe de France avec un financement croisé, formé de quatre fois 250 000 euros. 250 000 euros qui ont été acceptés par la Région Languedoc-Roussillon, 250 000 euros qui ont été financés par la ville, 250 000 euros qui ont été financés par la Métropole et 250 000 euros qui ont été financés par le Département de l'Hérault. Demande que j'avais formulée auprès du nouveau Président du Conseil départemental que je remercie. Cela fait 1 million d'euros. C'était la participation de la Ville, du Département, de la Région et de la Métropole à l'organisation de l'EuroBasket.

Cela a permis non seulement de visualiser l'Arena, la Métropole, le Département, la Région, mais aussi chaque match s'est déroulé à guichets fermés. 11 000 spectateurs en moyenne. Nous avons été parfaitement reçus. J'ai même fait quelques balles sur le tarmac avec Monsieur Kanner, le nouveau Ministre des Sports. Nous avons fait quelques passes avec le ballon, cela s'est bien passé.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

## **AFFAIRE N° 84 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – EXPLOITATION DE LA SOURCE DU LEZ – DEPLACEMENT ET SECURISATION DU POINT DE RESTITUTION DU DEBIT RESERVE – SOLLICITATION DE L'AIDE FINANCIERE DE L'AGENCE DE L'EAU – APPROBATION**

### **Monsieur le Président**

Affaires suivantes, ce sont les affaires qui touchent à l'eau et à la politique de l'eau. La parole est à René Revol pour l'affaire 84, exploitation de la source du Lez.

### **Monsieur REVOL**

Comme vous le savez si vous avez visité l'usine du Lez qui est sur la commune des Matelles et qui appartient à la Métropole, il y a trois puits qui sont en exercice actuellement et qui vous fournissent l'eau potable, notamment celle que vous buvez ce soir, et par ailleurs, il y a un quatrième puits qui avait été mis en réserve (l'installation vient d'avoir lieu, il n'est pas encore mis en service) afin de restituer de l'eau au débit du Lez et maintenir le même débit dans le Lez, y compris en remontant de 200 mètres par rapport au débit actuel, ce qui va améliorer la qualité du Lez, notamment toute la faune et la flore qui est autour du Lez. C'est un engagement qui avait été pris, et là, nous demandons une aide à l'Agence de l'eau.

### **Monsieur le Président**

Monsieur Lussert ?

### **Monsieur LUSSERT**

Je suis extrêmement content que vous proposiez ce rapport au vote, Monsieur le Président, parce que j'ai réclamé cette chose-là, Cyril Meunier m'en est témoin, de nombreuses fois. Il me paraissait bizarre que la rivière n'existe plus puisque le trop-plein n'était plus présent au mois de juillet. Donc, pour que la rivière subsiste, nous avons un débit réservé. Sauf que le débit réservé, la nuit, ne fonctionnait pas parce que les

pompes étaient faites pour alimenter en eau la population, donc lorsque les réservoirs étaient pleins, les pompes s'arrêtaient et la rivière s'arrêtait. Imaginez la vie des chabots du Lez, 3 centimètres de long, 1,5 gramme, qui n'avaient plus d'eau. Aujourd'hui, je lis une phrase intéressante : on va simplement mettre un système électronique qui va en permanence délivrer 250 litres par seconde. Le chabot est sauvé, je suis content. Merci Monsieur le Président.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur Lussert.

**Monsieur REVOL**

Comme cela, nous pourrions aller nous baigner ensemble dedans si tu veux.

**Monsieur LUSSERT**

Je ne fais pas de pari inconsidéré, René. C'est bien de penser au chabot du Lez, à la libellule dont vous parlez, à l'outarde canepetière, mais il y a l'*homo sapiens* aussi, il faut s'en occuper.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix l'affaire 84. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE N° 85 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – STATION D'EPURATION MAERA – TRAVAUX D'AMELIORATION DE LA FILIERE BOUES – SOLLICITATION DE L'AIDE FINANCIERE DE L'AGENCE DE L'EAU**

**Monsieur le Président**

Affaire 85, service public de l'eau de l'assainissement, station d'épuration MAERA, travaux d'amélioration de la filière boues, sollicitation de l'aide financière de l'Agence de l'eau. Souhaitez-vous des explications complémentaires auprès de René Revol ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Deux abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE N° 86 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – MISE EN ŒUVRE DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT – CONSTRUCTION DE L'INTERCEPTEUR EST AMONT – TRONÇON DE LA TRAVERSEE DU LEZ – MARCHES DE TRAVAUX 3911EA15 – LOT N° 1 : POSTE DE REFOULEMENT DES CLOSADES A CLAPIERS – LOT N° 2 : TRAVERSEE DU LEZ A NAVITAU – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Mise en œuvre du schéma directeur d'assainissement, construction de l'intercepteur Est, tronçon de la traversée du Lez. Ce sont les marchés de travaux, nous continuons l'intercepteur Est. Qui veut des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Deux abstentions, adoptée.

**AFFAIRE N° 87 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT – CONSTRUCTION DE LA STATION D'EPURATION INTERCOMMUNALE DE SAINT-GENIES-DES-MOURGUES/SUSSARGUES – MARCHE N° 3420EA13 – AVENANT N° 1 – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Schéma directeur d'assainissement construction de la station d'épuration intercommunale de Saint-Geniès-des-Mourgues/Sussargues, c'est un avenant de marché pour 100 649 euros. Qui souhaite des explications auprès de Monsieur Revol ? Contre ? Abstentions ? Deux abstentions.

**AFFAIRE N° 88 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – REALISATION DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT – RACCORDEMENT DES EFFLUENTS DE LA COMMUNE DE SUSSARGUES SUR LA STATION INTERCOMMUNALE DE SUSSARGUES ET SAINT-GENIES-DES-MOURGUES – AVENANT N° 1 AU MARCHE 3330EA13 – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 88, schéma directeur d'assainissement, raccordement des effluents de la commune de Sussargues sur la station intercommunale de Sussargues et Saint-Geniès-des-Mourgues. 24 330 euros. Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 89 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – ASSAINISSEMENT – MARCHE N° 3880EA15 INSPECTIONS TELEVISUELLES ET ESSAIS D'ETANCHEITE DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT DES COMMUNES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 89, inspections télévisuelles et essais d'étanchéité des réseaux d'assainissement des communes de Montpellier Méditerranée Métropole. Monsieur Revol.

**Monsieur REVOL**

Il s'agit de faire une inspection vidéo qui pourra compléter votre vidéothèque, si vous le souhaitez, de la totalité des réseaux d'eau usée, qui permet par là même de lutter contre tous les éléments fuyards et de cibler nos interventions.

**Monsieur le Président**

Cela ne semble rien, mais ce sont 1 million d'euros. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 90 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RENOUELEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DE LA RUE DU CHEMIN NEUF A MONTFERRIER-SUR-LEZ – CONVENTION DE COMAITRISE D'OUVRAGE**

**AVEC AQUA D'OC, REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE –  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 90, renouvellement des réseaux d'eau potable et assainissement de la rue Chemin-Neuf à Montferrier. Qui demande des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 91 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – MONTPELLIER – ZAC PARC MARIANNE – CONVENTION DE FINANCEMENT DE TRAVAUX SUR LES RESEAUX EAUX USEES ET EAU POTABLE AVEC LA SERM DANS LE CADRE DES REMISES D'OUVRAGES – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 91, Montpellier ZAC Port Marianne, convention de financement de travaux sur les réseaux d'eaux usées et d'eau potable. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 92 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – EAU POTABLE – CONTRAT DE COOPERATION DE RECHERCHE « CONNAITRE ET PREVOIR LA CONSOMMATION EN EAU URBAINE EN FRANCE. DE L'INTERET DE COMBINER UNE VISION NATIONALE ET LA CONSTITUTION D'OBSERVATOIRES LOCAUX » – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 92, contrat de coopération de recherche « Connaître et prévoir la consommation en eau urbaine en France de l'intérêt de combiner une vision nationale et la constitution d'observatoires locaux ». Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 93 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – CONVENTION AVEC L'IRSTEA DANS LE CADRE DU PROJET DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT NEXT – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 93, convention avec l'IRSTEA dans le cadre du projet de recherche et développement Next, autorisation de signature. Qui veut des explications ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 94 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE – MODIFICATION DES STATUTS – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

94, syndicat mixte Garrigues campagne, modification des statuts. Qui veut des explications auprès de René Revol ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 95 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – GOUVERNANCE DU CYCLE DE L'EAU – SAGE DES BASSINS VERSANTS DE LA LAGUNE DE THAU ET DE L'ETANG D'INGRIL – AVIS DE LA METROPOLE**

**Monsieur le Président**

Affaire 95, gouvernance du cycle de l'eau, SAGE des bassins versants de la lagune de Thau et de l'étang d'Ingril, avis de la Métropole. Qui demande des explications auprès de Madame Galabrun-Boulbes, Vice-Présidente déléguée aux risques majeurs ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 96 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC MONSIEUR ET MADAME CARAMEL – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 96, transaction, protocole transactionnel avec Monsieur et Madame Caramel. Qui demande des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 97 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC – COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ASSIMILES – MARCHE N° 3832GD15 DE FOURNITURE, MISE EN ŒUVRE ET MAINTENANCE D'UN SUIVI INFORMATIQUE DE FLOTTES AVEC GEOLOCALISATION DES VEHICULES DE COLLECTE ET DE NETTOIEMENT SUR LE TERRITOIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

97 : collecte des déchets ménagers assimilés, marché de fourniture. Qui veut des explications auprès de Cyril Meunier, Vice-Président ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 98 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC – COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ASSIMILES – MARCHE N° 3886GD15 DE TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE REPARATION DES DECHETTERIES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 98, collecte des déchets ménagers, travaux d'entretien et de réparation des déchetteries de Montpellier pour 720 000 euros. Qui veut des explications ? Pas d'explications. Je mets aux voix. Contre ? Madame Touzard.

**Madame TOUZARD**

Juste une petite question de précision. J'ai cru comprendre qu'il y avait eu un schéma de rénovation, de réhabilitation globale des déchetteries sur la Métropole. Je ne sais pas où cela en est.

**Monsieur le Président**

Nous allons finir celle de Castelnau. Celle de Castelnau, nous allons l'inaugurer bientôt. Cyril.

**Monsieur MEUNIER**

Oui, Isabelle je peux te répondre. Nous avons voté un budget de 5 millions d'euros pour faire le tour en trois ou quatre ans. Nous finissons, je crois que c'est le 17 octobre, celle de Castelnau. Je suis en train de recevoir avec les services toutes les demandes. Nous avons, tu le verras sur une affaire suivante, les marchés de travaux pour faire les petits travaux d'entretien au quotidien de mise en sécurisation surtout de nos agents : les agents qui travaillent sur les déchetteries sont ne sont pas toujours en situation de sécurité totale, parce que nous avons pas mal de visiteurs. Et même les personnes qui fréquentent. C'est l'entretien courant.

Sur la restructuration voire le déplacement comme me l'a demandé en particulier la mairie de Saint-Jean-de-Védas, nous avons un budget et nous allons mettre un plan de travail sur les trois ans qui viennent. Mais nous n'avons pas encore arrêté l'ordre d'intervention. Si vous avez des demandes particulières, faites-les-moi remonter, nous ferons en fonction des moyens qui sont les nôtres et de nos capacités d'intervention.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix les déchetteries, 98. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 99 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC – TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES – MANDAT POUR LA REALISATION DE L'UNITE DE METHANISATION AMETYST – COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 99, traitement des déchets ménagers et assimilés, mandat pour la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST. C'est le CRAC. Qui veut prendre la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Deux contre.

**AFFAIRE N° 100 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC – TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES – MANDAT COMPLEMENTAIRE POUR LA REALISATION DE L'UNITE DE METHANISATION AMETYST – AVENANT N° 2 ET COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 100 : mandat complémentaire pour la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST. Ne prendront pas part au vote Madame Guiraud, Monsieur Jaoul, Monsieur Lussert et Monsieur Lévit. Qui veut s'exprimer sur le sujet ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 101 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – VOIRIE ESPACE PUBLIC – CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS ENTRE LA METROPOLE ET LES COMMUNES DE MONTPELLIER, SAINT-BRES, GRABELS ET SUSEARGUES – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 101, Montpellier Méditerranée Métropole, voirie espace public, convention de fonds de concours entre la Métropole et les communes de Montpellier, Saint-Brès, Grabels et Sussargues. C'est l'approbation. Monsieur Youssous ?

**Monsieur YOUSSEUS**

Comme convenu avec les Maires, les opérations d'investissement en matière de voirie sont financées par l'attribution de compensations complémentaires issues des fonds de concours versés par les communes de la Métropole. Pour le programme de voirie 2015, 17 communes ont choisi d'apporter un fonds de concours à la Métropole. Ce soir, il vous est proposé d'accepter les conventions arrêtées par les communes de Montpellier, Saint-Brès, Grabels et Sussargues pour les opérations d'investissement 2015. A l'issue de ce Conseil, nous aurons délibéré pour neuf communes. Nous aurons prochainement examiné le restant, c'est-à-dire huit communes.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur Youssous. Quelqu'un veut-il intervenir sur cette question ? Je mets aux voix l'affaire 101. Qui est contre ? Deux abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE N° 102 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – VOIRIE ESPACE PUBLIC – POURSUITE OU TRANSFERT DES OPERATIONS DECIDEES PAR LES COMMUNES DE MONTPELLIER, SAINT-BRES, MONTFERRIER-SUR-LEZ ET GRABELS – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 102 : poursuite ou transfert des opérations décidées par les communes de Montpellier, Saint-Brès, Montferrier et Grabels. C'est la même ? Un petit mot ?



## **Monsieur YOUSSEF**

Les opérations sont soit suivies par les communes, soit transférées par la Métropole suivant les tableaux figurant dans la délib. Il vous est donc proposé d'approuver cette répartition établie par les communes, ces communes ayant déjà approuvé ces listes par délibération de leur conseil municipal. A ce jour, nous aurons à en délibérer sur les opérations des 21 communes.

## **Monsieur le Président**

Qui souhaite des explications complémentaires ? Je mets aux voix l'affaire 102. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions. Adoptée.

## **AFFAIRE N° 103 : TRANSPORTS ET MOBILITE – TRAMWAY DEUXIEME LIGNE – CONVENTION DE MANDAT N° 379T0 POUR LES ETUDES ET LA REALISATION – COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE POUR L'ANNEE 2014 – APPROBATION**

## **Monsieur le Président**

Affaire 103, transport et mobilité, il s'agit du mandat pour les études et la réalisation de la deuxième ligne, c'est le CRAC. Qui veut des explications auprès de Madame Gianiel ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Deux abstentions. Adoptée.

## **AFFAIRE N° 104 : TRANSPORTS ET MOBILITE – TRAMWAY BOUCLAGE QUATRIEME LIGNE – CONVENTION DE MANDAT N° 2232 POUR LES ETUDES ET LA REALISATION – COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE POUR L'ANNEE 2014 – APPROBATION**

## **Monsieur le Président**

Affaire 104, tramway bouclage quatrième ligne, c'est le CRAC. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

## **AFFAIRE N° 105 : TRANSPORTS ET MOBILITE – TRAMWAY TROISIEME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIERE LIGNE ET LIGNE 4 « LA CIRCULADE » – MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE N° 969T4 POUR LES ETUDES ET LA REALISATION – COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE POUR L'ANNEE 2014 – APPROBATION**

## **Monsieur le Président**

L'affaire 105, tramway troisième ligne, c'est le CRAC. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Contre, vous votez contre ? Abstention.

**AFFAIRE N° 106 : HORS COMMISSION – OUVRAGE DE FRANCHISSEMENT DE L’A9 POUR LE RETABLISSEMENT DE L’ACCES AU NOUVEAU POLE D’ECHANGES MULTIMODAL DE MONTPELLIER – CONVENTION DE FINANCEMENT – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

106, ouvrage de franchissement de l’A9 pour le rétablissement de l’accès au nouveau Pôle d’échange multimodal. Il s’agit de la dalle dont je vous ai parlé tout à l’heure, qui passe au-dessus des voies. Ce sont les infrastructures de la gare-pont. Qui veut prendre la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 107 : HORS COMMISSION – COMPLEMENT DE DALLE DE FRANCHISSEMENT DES VOIES DE LA GARE NOUVELLE DE MONTPELLIER – CONVENTION DE FINANCEMENT – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 107, complément de dalle de franchissement des voies de la gare nouvelle. 107. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Deux contre, adoptée.

**AFFAIRE N° 108 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTERIEUR – FUSION ASSOCIATION DES COMMUNAUTES URBAINES DE FRANCE (ACUF) ET ASSOCIATION DES MAIRES DES GRANDES VILLES DE FRANCE (AMGVF) – NOUVELLE DESIGNATION DE REPRESENTANTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Monsieur le Président**

Affaire 108, organisme extérieur, fusion de l’Association des Communautés Urbaines de France (ACUF) et de l’Association des Maires des Grandes Villes de France (AMGVF), nouvelle désignation des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole. Je vous propose les candidatures suivantes : titulaire votre serviteur, suppléant Max Lévida. Comme représentants au sein de l’assemblée, Max Levita, Stéphanie Janin, Bernard Travier, Isabelle Touzard, Chantal Marion. Y a-t-il d’autres candidats ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Deux abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE N° 109 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTERIEUR – UFR DE FORMATION ET RECHERCHE D’EDUCATION ET SCIENCES POUR LES LLASH – REPRESENTANT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – ELECTION**

**Monsieur le Président**

Affaire 109, organismes extérieurs UFR de formation et de recherche d’éducation et sciences pour les LLASH (Lettres, langues, arts, sciences humaines et sociales). Je vous propose la candidature de Sonia Kerangueven. Y a-t-il d’autres candidats ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 110 : HORS COMMISSION – OPEN CITE – CONVENTION CADRE CAISSE DES DEPOTS / ETAT – VERSEMENT D’UNE PARTICIPATION FINANCIERE A VISIONARI – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

110, Open Cité, convention-cadre Caisse des Dépôts Etat, versement d’une participation financière à Visionari, 2 600 euros. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Deux contre.

**AFFAIRE N° 111 : HORS COMMISSION – ARTICLE L. 511-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES – DELEGATIONS PERMANENTES – MODIFICATIONS – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

111, article L. 5211, ce sont les décisions prises. Ce sont les nouvelles compétences de Montpellier Méditerranée Métropole. L’adaptabilité et la réactivité dans la gestion des affaires métropolitaines nécessitent une extension des délégations permanentes de l’assemblée au Président concernant les points suivants : l’acceptation des indemnités d’assurance à l’issue d’un sinistre, l’autorisation de signer des avenants aux conventions d’occupation du domaine public, passation, conclusion et exécution des marchés de travaux. Oui, Monsieur Rouilleault ?

**Monsieur ROUILLEAULT**

Merci Monsieur le Président. Chers collègues, je voudrais juste dire qu’avant de procéder au vote, il faudrait rectifier le point 3.1 qui concerne les finances, qui ne tient pas compte des débats qu’il y a eu antérieurement dans ce Conseil puisque, au vu du point 3, il serait possible à Montpellier Méditerranée Métropole de faire des emprunts en devises, pas avec d’autres collectivités mais seule, et c’est tout à fait inadmissible. Nous avons eu l’exemple de ce qui s’est passé avec le franc suisse sur lequel nous avons dû, après, trouver d’autres solutions.

Deuxièmement, il y a aussi la possibilité d’emprunt remboursable complètement *in fine*, ce qui, quand on sait que nos mandats n’ont que six ans, est évidemment quelque chose qu’il ne faut pas faire. Vous vous étiez engagé, lorsque le sujet avait été évoqué, à ce que cela ne figure pas. Je pense que sur ces deux points-là, il faut modifier le point 3.1.

**Monsieur le Président**

Il faut le repasser en Conseil parce que nous ne pouvons pas le faire en séance. C’est trop important juridiquement. Je vous propose de retirer cette affaire de l’ordre du jour et de la repasser au Conseil du 12. Ou alors, nous ne retirons que ce point, si vous voulez.

Nous votons. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Deux abstentions. Et nous ferons un rectificatif sur le point 3.

**AFFAIRE N° 112 : HORS COMMISSION – LIGNE NOUVELLE MONTPELLIER PERPIGNAN – CONSULTATION FORMELLE PREALABLE A UNE DECISION MINISTERIELLE – DOSSIER MINISTERIEL TRACE ET GARES NOUVELLES – AVIS A DONNER**

**Monsieur le Président**

Affaire 112, ligne nouvelle Montpellier-Perpignan, consultation formelle préalable à une décision ministérielle, c'est le dossier ministériel tracé et nouvelles gares. C'est ce que j'expliquais et que nous avons débattu tout à l'heure. Qui veut prendre la parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Trois abstentions.

Affaire 113, convention financière entre la Ville de Montpellier et la Métropole pour la réalisation de stands. Monsieur El Kandoussi ?

**Monsieur EL KANDOUSSI**

Monsieur le Président, mes chers collègues...

**Monsieur le Président**

C'est la nouvelle ligne. C'est la ligne nouvelle Perpignan-Montpellier. Je refais le vote de l'affaire précédente s'il vous plaît. Ligne nouvelle Montpellier-Perpignan, consultation formelle préalable à une décision ministérielle. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE N° 113 : HORS COMMISSION – CONVENTION FINANCIERE ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR LA REALISATION DE STANDS – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 113, Monsieur El Kandoussi.

**Monsieur EL KANDOUSSI**

Cette affaire, Monsieur le Président, concerne une convention financière entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour la réalisation de stands communs aux deux entités. En fonction des événements, l'organisateur principal accueillera l'autre collectivité moyennant une participation de moitié des frais engagés. Il est proposé de formaliser cette gestion partagée pour une durée d'un an renouvelable une fois. Qui est contre ?

**Monsieur le Président**

C'est très complet. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Deux abstentions.

**AFFAIRE N° 114 : HORS COMMISSION – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES – MARCHÉ DE VEILLE MEDIAS – VILLE DE MONTPELLIER – MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Dernière affaire de l'ordre du jour, toujours Monsieur El Kandoussi, convention constitutive de groupement de commandes, marché de veille médias.

**Monsieur EL KANDOUSI**

Monsieur le Président, dernière affaire de cette très belle soirée. Cette affaire concerne la création d'un groupement de commandes pour la veille médias entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'un marché à prix forfaitaire pour une durée d'un an renouvelable une fois. Ce marché, estimé à 65 000 euros par an, soit 32 000 euros par collectivité, fera l'objet d'une procédure adaptée. Il permettra de fournir tous les matins une revue de presse précise, nationale et locale, écrite et audiovisuelle, identique pour les membres du groupement. Montpellier Méditerranée Métropole sera désignée en qualité de coordonnateur du groupement. Elle sera chargée de la passation du marché jusqu'à sa notification. La Ville et la Métropole seront chargées, chacune pour la partie qui la concerne, de l'exécution financière du marché.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur El Kandoussi. Je mets aux voix. Qui est contre ? Voulez-vous parler, Madame Jamet ? Allez-y.

**Madame JAMET**

Je vous remercie de me laisser la parole deux minutes.

**Monsieur le Président**

Je ne vous la laisse pas, je vous la donne.

**Madame JAMET**

Vous avez remarqué que tout a pu se dérouler dans une espèce de silence quasiment religieux, une espèce de messe, où nous n'avons pas eu d'intervention.

**Monsieur le Président**

Ce n'est pas un exploit !

**Madame JAMET**

Je sais que ce n'est pas un exploit quand il n'y a pas le Front national.

**Monsieur le Président**

C'est parce que les affaires étaient clairement exposées et limpides.

**Madame JAMET**

Non. Je ne me suis dit : « *Nous allons voir comment cela se passe quand tout se passe bien.* » Nous avons tenu le coup, nous sommes encore là.

**Monsieur le Président**

C'est une expérimentation.

**Madame JAMET**

J'ai noté aussi que quand on n'est pas d'accord, on a souvent tendance à passer pour un imbécile. Je vais quand même donner mon avis, notre avis, sur ce dernier dossier de veille médias, où, comme le disait tout à l'heure l'une de nos collègues, nous pouvons quand même noter que la Métropole finalement nous amène des dépenses en plus.

Nous avons relevé aussi au cours des débats où tout le monde est d'accord, quand même, qu'il y a des transferts de compétences qui ne sont pas réellement bien définis et même quelquefois perçus. Nous avons eu des échos dans la presse. Il y a des interrogations au niveau des personnels, etc., qui s'ajoutent aux problèmes conjoncturels, conjecturels et à nos inquiétudes, dans le climat de crise que nous vivons. Tout cela, nous l'avions dit.

Ce pour quoi je veux intervenir : là, vous avez réussi à créer un nouveau besoin pour des communes qui ne dépensaient pas forcément de l'argent sur ce poste. Donc je relève que c'est, de façon très symbolique, une dépense en plus. Ce qui est marrant, c'est que tout cela (c'est pour cela que c'est symbolique) s'inscrit dans une espèce de mutualisation. Sauf que la mutualisation, c'est quand tout le monde a des besoins et que l'on met tous les moyens en commun au cas où quelqu'un en aurait besoin. Là, c'est tout le monde qui met dans un pot commun pour une seule entité, celle de Montpellier, 3M (ou n'aime pas).

Bref, il y a un truc en plus que je voulais dire pour terminer, qui est assez ironique : vous nous avez mis à tous, dans nos dossiers votre communication médiatique, etc., et ce petit autocollant qui dit : « *stop à la publicité, oui à l'info des collectivités* ». Je pense que vous devriez déjà vous appliquer ce slogan : stop à la publicité, stop aux médias, stop à la communication, et informer simplement par votre bilan, qui parlera dans quelques années, nos concitoyens et nos concitoyennes.

**Monsieur le Président**

Madame Jamet, vous devriez retourner ce compliment vers ceux qui communiquent le plus, parce qu'il y en a qui ont des abonnements avec les pages Région. Ce n'est pas mon cas. Commencez à vous adresser...

**Madame JAMET**

Je vote contre. Je pense que quand on a envie de se faire de la publicité, on le fait avec son argent, et que si vraiment il y a une communication à faire, c'est le bilan qui doit parler de lui-même et non pas l'argent du contribuable qui sert à dire : « *Je construis pour vous, je pense à vous, j'ai fait cela pour vous, etc.* », alors que cela a un coût.

**Monsieur le Président**

Il a parlé aux cantonales, le bilan.

**Madame JAMET**

Aux départementales, non, c'est à tous les étages. Tout cela pour dire que cela va coûter plus cher. Cela s'est fait au détriment de la proximité...

**Monsieur le Président**

Le bilan a parlé aux cantonales...

**Madame JAMET**

... de la réactivité, de la liberté, de la démocratie.

**Monsieur le Président**

Huit sur dix aux cantonales. Le bilan a parlé.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ?

Adoptée. Bonne soirée.

*L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.*